

**Mickaël Payrot**

# **La protection transfrontalière du massif naturel de l'Albera contre les incendies**



ICRESS, Institut catalan de recherche en sciences sociales (EA 3681)  
Université de Perpignan Via Domitia

# **La protection transfrontalière du massif naturel de l'Albera contre les incendies**

La protection transfrontalière du massif naturel de l'Albera contre les incendies  
Revue RECERC, Ouvrages de référence, Collection Études transfrontalières n°2  
Texte en français. 173 pages  
ISSN 1961-9340

I. Institut catalan de recherche en sciences sociales, Université de Perpignan Via Domitia  
1. Frontières -- Pyrénées-Méditerranée -- Albères -- Coopération territoriale

Résumé : L'Albera est une montagne méditerranéenne au relief vigoureux, entre le Col du Perthus et la mer, dont les crêtes marquent la frontière entre la France et l'Espagne. La végétation et le climat y favorisent de grands incendies qui se jouent de la frontière. Comment mettre en place une coopération efficace et transfrontalière en matière de prévention et de lutte contre les feux de forêts? Pour répondre à cette question, le travail décrit d'abord le massif, dont une grande partie est en réserve naturelle, en insistant sur les incendies qu'elle a subi dans le passé. Il examine ensuite les mesures de la prévention actuelle, sur le versant sud et sur le versant nord. Enfin, une fois qu'il est trop tard, quels moyens sont-ils utilisés dans la lutte contre les incendies dans les Pyrénées-Orientales et en Catalogne, et comment s'opère et pourrait s'améliorer la coopération au niveau transfrontalier.

## RECERC

Revue électronique de l'Institut catalan de recherche en sciences sociales  
Ouvrages de référence, Collection Études transfrontalières n°2  
Première édition : avril 2011  
Université de Perpignan Via Domitia

ISSN n° 1961-9340

Couverture : Vignes après un incendie à Port-Vendres, 2008, photo. *La Clau*, diari electrònic, [//www.la-clau.net/](http://www.la-clau.net/).

Note : la base de cet ouvrage est le mémoire présenté par M. Mickaël Payrot en octobre 2010, préparé sous la direction de M<sup>me</sup> Martine Camiade dans le cadre de la mention de Master Études Européennes et Internationales, spécialité Relations Transfrontalières, à l'ICRESS, Institut catalan de recherche en sciences sociales (EA 3681), Université de Perpignan Via Domitia, et sous le tutorat de M. Philippe Assens, Pôle Agriculture, Forêt, Espace Rural du Conseil Général des Pyrénées-Orientales.

**Mickaël Payrot**

## **La protection transfrontalière du massif naturel de l'Albera contre les incendies**

Page    Chapitre

<b>6</b>	<b>Introduction</b>
<b>13</b>	<b>Première partie: L'Albera, un massif exceptionnel exposé aux risques d'incendies</b>
1.1.	Le Massif de l'Albera
1.2.	Les incendies aux XXe et XXIe siècles dans le massif de l'Albera
1.3.	La coopération
<b>27</b>	<b>Deuxième partie: Un moyen de protection: la prévention</b>
2.1.	La prévention au niveau européen
2.2.	La prévention sur le versant sud
2.3.	La prévention sur le versant nord
2.4.	La prévention au niveau transfrontalier
<b>84</b>	<b>Troisième partie: Une fois qu'il est trop tard... la lutte contre les incendies</b>
3.1.	La lutte contre les incendies au niveau européen
3.2.	La lutte contre les incendies sur le versant sud
3.3.	La lutte contre les incendies sur le versant nord
3.4.	La lutte contre les incendies au niveau transfrontalier
<b>107</b>	<b>Conclusion</b>
<b>108</b>	<b>Bibliographie</b>
<b>109</b>	<b>Annexes</b>
<b>170</b>	<b>Table des matières</b>



En hommage à Jean Pierre Davenat, Jacques Ogier,  
Roland Denard et Jack Le Bel  
... ainsi qu'à tous les autres

## **Remerciements**

Mes remerciements vont à Mme Martine Camiade, responsable pédagogique du Master, M. Philippe Assens, chef du pôle agriculture, forêt et espace rural au Conseil Général des P.-O; M. Serge Peyre, chargé de mission forêt et DFCI et mon maître de stage, M. Florent Martiche, chef de pôle Europe, affaires transfrontalières et eurodistrict et mon tuteur de stage, M. Pere Frigola i Vidal, ingénieur des forêts des services territoriaux de la Generalitat, M. Romain Ducup, chef de projet DFCI à l'Office National des Forêts, Mme Núria Nadal Salellas, ingénieur des forêts à Forestal Catalana SA., et à toutes les personnes qui m'ont aidé dans mes recherches.

## Introduction

Habitant du village du Perthus depuis toujours, je me considère comme une personne transfrontalière. Cette considération est récente car auparavant je n'avais pas conscience de cette situation de frontalier. Pour moi, qui ai mes centres d'intérêt, mes amis, mes habitudes autant d'un côté de la frontière que de l'autre, cette frontière était tout a fait anodine. Elle me faisait tout simplement basculer dans un autre monde. Une sorte de double personnalité apparaît au passage de la frontière car arrivant dans un autre Etat, mon état d'esprit change radicalement. Ce phénomène est pour moi, qui ai toujours vécu ainsi, complètement naturel. Il est vrai que pour cela il faut avoir une connaissance des systèmes de vie, de la façon de penser et d'agir des personnes de chaque côté de la frontière. C'est ce que j'ai pu acquérir tout au long de mon enfance et de mon adolescence durant lesquelles j'ai côtoyé autant de personnes venant du sud que du Nord de la frontière grâce à l'école transfrontalière du Perthus qui accueille les enfants des deux cotés de la frontière. Associant cela à ce que m'a transmis mon entourage familial, j'ai toujours pratiqué les trois langues que l'on parle habituellement au Perthus, c'est à dire le français, le catalan et l'espagnol. Arrivant à l'université, cette situation n'a pas changé si ce n'est qu'elle s'est accentuée. J'étais déjà sans le savoir quelqu'un de transfrontalier. C'est pourquoi quand j'ai appris l'existence d'un Master 2 Professionnel en Relations Transfrontalières, à l'Institut Franco Catalan Transfrontalier de l'Université de Perpignan, je ressentais un attrait pour cette formation et je n'ai en aucun cas hésité à m'y inscrire.

Durant cette formation, un stage de quatre mois était requis pour sa validation. Après réflexion et recherches j'ai pu voir qu'un projet européen nommé PRINCALB était en cours de réalisation entre la *Generalitat de Catalunya* et le Conseil Général des Pyrénées-Orientales. Ce projet m'intéressait particulièrement car il s'agissait de la coopération transfrontalière en matière de prévention incendie dans le massif de l'Albera. C'était d'autant plus attractif que je suis sapeur-pompier volontaire. De plus la randonnée et la pratique de la chasse m'ont permis d'acquérir la connaissance du terrain et une volonté de le préserver.

C'est pour cela que j'ai postulé pour un stage au sein de ce projet, au pôle Agriculture-Forêt-Espace rural du Conseil Général des Pyrénées-Orientales.

## **Notions préalables et définitions**

Elles seront nécessaires pour comprendre certains mécanismes évoqués dans ce travail.

### **Prévention Incendie**

**Elle** regroupe toutes les démarches, programmes, financements mis en place par les États, les régions, les départements, les syndicats ou les communes pour éviter l'éclosion d'un feu de forêt. Cela se traduit par une politique de DFCI (Défense de la Forêt Contre les Incendies) qui permet la restauration, le maintien et la création de nouveaux équipements.

### **Lutte Incendie**

Ce sont les moyens mis en œuvre pour lutter contre les incendies (moyens matériels, humains, etc.).

### **La coopération transfrontalière<sup>1</sup>**

C'est une forme particulière de coopération décentralisée, régie par le Code général des collectivités territoriales (articles L.1115-1 et suivants). Elle concerne les collectivités territoriales et leurs groupements, dans le cadre de leurs compétences et dans le respect du critère d'intérêt local. Elle s'inscrit particulièrement dans la dynamique de l'intercommunalité. Son cadre juridique résulte à la fois des lois et d'accords internationaux:

- La loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République.
- La loi du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire.
- La loi du 25 juin 1999 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire.
- La loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.
- La loi du 2 février 2007 relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et de leurs groupements.

---

<sup>1</sup> Selon:

[http://www.dgcl.interieur.gouv.fr/sections/les\\_collectivites\\_te/missions\\_collectivite/cooperation\\_internat/cooperation\\_transfro/](http://www.dgcl.interieur.gouv.fr/sections/les_collectivites_te/missions_collectivite/cooperation_internat/cooperation_transfro/)

Les modalités de sa mise en œuvre sont décrites dans une circulaire conjointe du Ministère des affaires étrangères et du Ministère de l'intérieur du 20 avril 2001.

Enfin, un règlement européen instituant un Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT) a été adopté le 5 juillet 2006. Une proposition de loi actuellement examinée par le Parlement comprend un certain nombre de mesures visant à adapter notre droit interne à ce nouveau dispositif communautaire; elle prévoit en particulier de modifier l'article L1115-5 pour permettre aux collectivités territoriales de créer un GECT avec un État membre de l'Union Européenne.

- L'accord de Rome du 26 novembre 1993 pour les relations avec les collectivités italiennes situées dans une zone de 25 km de part et d'autre de la frontière franco-italienne ;
- Le traité de Bayonne du 10 mars 1995 pour les relations avec les collectivités espagnoles ;
- L'accord de Karlsruhe du 23 janvier 1996 pour les relations avec les collectivités territoriales luxembourgeoises, allemandes et des cantons suisses de Soleure, Bâle-ville, Bâle-campagne, Argovie et du Jura ;
- L'accord franco-belge du 16 septembre 2002 pour les relations avec les collectivités belges (entrée en vigueur le 1er juillet 2005).

Les outils juridiques mis à disposition de la coopération transfrontalière sont les suivants:

- les conventions de coopérations transfrontalières ;
- Les groupements d'intérêt public (GIP) de coopération transfrontalière ;
- Les sociétés d'économie mixtes locales (SEML) ;
- La faculté d'adhérer à des organismes étrangers (du type « consorcio » espagnol), de constituer des groupements locaux de coopération transfrontalière (GLCT) sur les frontières avec le Luxembourg, l'Allemagne, la Suisse et la Belgique ;
- Le recours au GLCT, instrument sui generis créé par l'accord de Karlsruhe et repris par l'accord franco-belge a connu un succès significatif (6 GLCT fonctionnent, plusieurs sont en projet), au point que la loi relative aux libertés et aux responsabilités locales l'a érigé en instrument de droit commun de la coopération transfrontalière, sous la dénomination de « district européen » ;
- Le GECT créé par le règlement communautaire du 5 juillet 2006 constitue un instrument juridique supplémentaire et particulièrement souple pour asseoir les projets de coopération au sein de l'Union Européenne. Un GECT peut être conclu dans un cadre inter-régional ou transfrontalier alors qu'un district européen peut seulement être conclu dans un cadre transfrontalier. En outre, pourront également

participer à un GECT un ou plusieurs États membres de l'Union Européenne mais aussi les Etats frontalier du Conseil de l'Europe, par dérogation à l'interdiction d'association entre les collectivités territoriales françaises et des Etats étrangers.

### **Interreg IV-A<sup>2</sup>**

C'est le troisième objectif du programme de la politique régionale de l'Union Européenne nommé « coopération territoriale européenne » allant de 2007 à 2013, dotée de 8,7 milliards d'euros. Ses objectifs sont de renforcer la coopération au niveau transfrontalier par des initiatives conjointes locales et régionales de même par la coopération transnationale grâce à des actions favorables au développement territorial intégré, en liaison avec les priorités de la Communauté Européenne ainsi qu'un renforcement de la coopération inter-régionale et d'un échange au niveau territorial approprié. L'objectif au niveau transfrontalier est de renforcer l'intégration transfrontalière en valorisant les complémentarités sur le plan des activités économiques, de l'innovation et du capital humain puis de valoriser les territoires, le patrimoine naturel et culturel dans une logique durable (protéger et gérer les ressources environnementales) et d'améliorer la qualité de vie des populations à travers des stratégies communes de structuration territoriale et de développement durable. Dans toute l'Union Européenne, il y a cinquante trois programmes de coopération transfrontalière. Au niveau français, une dizaine de ces programmes existe avec un financement à hauteur de 872 millions d'euros.

### **POCTEFA<sup>3</sup>**

C'est le Programme Opérationnel de Coopération Territoriale Espagne – France - Andorre. Ce programme a débuté en 2007 et se termine en 2013. Ses priorités sont de donner une aide à l'innovation, à la recherche et à la compétitivité en sélectionnant les projets à plus forte valeur ajoutée et des projets susceptibles d'avoir un impact à long terme et marqués par un fort potentiel d'intégration. Il y a quand même quelques thématiques primordiales qui sont la culture, les services d'intérêt général, les actions de structuration territoriale et la valorisation des productions locales.

Ce programme regroupe les départements français des Pyrénées-Orientales, de l'Ariège, de la Haute-Garonne, des Hautes-Pyrénées, et des Pyrénées-Atlantiques et des provinces espagnoles de Girona, Lleida, Huesca, Navarra et Guipuzkoa pour sa zone éligible. Pour sa zone adjacente il y a les départements français de l'Aude, du Tarn, du Tarn et Garonne, du Gers et des Landes. Pour les provinces espagnoles il y a Barcelona, Tarragona, Zaragoza,

---

<sup>2</sup> Source: [www.europa.eu](http://www.europa.eu)

<sup>3</sup> Source: [www.poctefa.eu](http://www.poctefa.eu)

La Rioja, Álava et Bizkaia. Pour finir, il y a l'intégration du Principat d'Andorra qui peut participer au programme mais qui ne peut recevoir de financement européen.

L'enveloppe a été doublée par rapport à l'ancien programme, soit un fonds de 168 millions d'euros de fond FEDER ; les projets peuvent bénéficier jusqu'à 65% d'aide.

### **Fonds FEDER**

Le FEDER (Fonds européen de développement régional) vise à renforcer la cohésion économique et sociale au sein de l'Union européenne en corrigeant les déséquilibres régionaux. En bref, le FEDER finance :

- des aides directes aux investissements réalisés dans les entreprises (en particulier les PME) afin de créer des emplois durables;
- des infrastructures liées notamment à la recherche et l'innovation, aux télécommunications, à l'environnement, à l'énergie et au transport;
- des instruments financiers (fonds de capital-risque, fonds de développement local, etc.) afin de soutenir le développement régional et local et favoriser la coopération entre les villes et les régions;
- des mesures d'assistance technique.

Le FEDER peut intervenir au titre des 3 objectifs de la politique régionale :

- convergence,
- compétitivité régionale et emploi,
- coopération territoriale européenne.

Le FEDER accorde par ailleurs une attention particulière aux spécificités territoriales. L'action du FEDER essaie de pallier les problèmes économiques, environnementaux et sociaux dans les villes. Les zones à handicaps géographiques naturels (régions insulaires, montagneuses ou peu peuplées) bénéficient d'un traitement privilégié. Les zones ultra-périphériques bénéficient également d'une aide spécifique du FEDER afin de compenser leur éloignement.

### **PRINCALB<sup>4</sup>**

C'est un projet transfrontalier entre le Conseil Général des Pyrénées-Orientales et la Generalitat de Catalunya, qui en est le chef de file, en matière de prévention incendie sur le massif de l'Albera. Son objectif est l'élaboration d'un plan transfrontalier de protection incendie et la mise en place d'équipements transfrontaliers. Ce projet commencé en 2009 prendra fin en 2011 avec un coût global de 1 213 000 euros, dont 149 625 euros du Conseil

---

<sup>4</sup> Source: Conseil Général des Pyrénées-Orientales.

Général des Pyrénées-Orientales, 80 000 euros de financeurs divers, 247 000 euros de la Generalitat de Catalunya et 736 875 euros de fonds FEDER.

Il se décompose en trois phases. La première étant une phase de planification, la seconde une phase de mise en place d'équipements et une dernière phase de communication.

### **Une coupure de combustible**

C'est un ouvrage sur lequel la végétation a été traitée tant en volume qu'en structure de combustible, pour réduire la puissance d'un front de feu l'affectant, en tenant compte de la vitesse de propagation qu'il peut avoir sur la coupure. Les caractéristiques de l'ouvrage (traitement de la végétation, équipements pour la lutte, implantations, dimensionnement ...) dépendent de l'objectif opérationnel assigné.

### **L'aléa Incendie de Forêt**

L'aléa est défini comme la probabilité qu'un phénomène naturel d'intensité donnée se produise en un lieu donné.

## **Le déroulement du stage et l'objet de l'étude**

Le stage au sein du Conseil Général des Pyrénées-Orientales a eu une durée de quatre mois. Ils m'ont permis de voir ce qu'était le monde du travail au sein d'une structure territoriale, de m'intégrer au sein d'équipes comme celle du pôle agriculture, forêt et espace rural et celle du projet PRINCALB. La première phase, d'insertion et d'assimilation des enjeux, fut assez rapide car, connaissant le terrain et pratiquant la langue catalane, je fus assez souvent l'interlocuteur privilégié pour travailler avec nos collègues du sud.

Dans une deuxième phase, la réalisation d'une méthodologie de montage de projets transfrontaliers en matière de prévention incendie sur le massif de l'Albera m'a été commandée par mon maître de stage. Cette méthodologie avait pour but l'intégration d'un projet de mise en place d'une coupure transfrontalière au niveau du col de Panissars. Elle a été projeté à l'aide d'un power-point lors du COmité TEChnique du 9 septembre 2010 à Perpignan. La dernière phase a été la rédaction du mémoire en lui-même pour le 30 septembre 2010.

L'objet de cette étude : **Comment mettre en place une coopération efficace et transfrontalière en matière de prévention et de lutte contre les feux de forêts?**

Pour essayer de répondre à cette question, le mémoire se composera de trois parties :

- Une première partie est consacrée au Massif de l'Albera. Elle permettra de mettre en avant d'une part le caractère exceptionnel du massif et, d'autre part, de montrer son exposition aux incendies dans le passé.
- La deuxième partie porte sur la prévention actuelle des incendies dans ce massif. Elle montre les moyens utilisés pour la prévention incendie dans le massif, sur un versant et sur l'autre.
- Enfin la dernière partie porte sur la lutte contre les incendies, avec les moyens utilisés.



## **Première partie**

# **L'Albera, un massif exceptionnel exposé aux risques d'incendies**

Nous utiliserons le terme massif de l'Albera. En effet, c'est la forme traditionnelle catalane et, bien que dans le langage courant on parle des Alberes, il n'y a en réalité qu'un seul massif. Certes, il est divisé par une frontière étatique, mais les deux versants sont liés l'un à l'autre. Quelles sont les limites du massif de l'Albera et ses caractéristiques ? Quels incendies ont-ils eu lieu durant le XXème et le début du XXIème siècle ? Quelle coopération y a-t-il eu à ce jour en matière de prévention incendie sur ce territoire ?

## 1.1. Le Massif de l'Albera

Le massif de l'Albera est un massif montagneux situé à l'extrême Est de la chaîne des Pyrénées. C'est son dernier ressaut avant de se jeter dans la mer Méditerranée. Son relief est particulièrement vigoureux puisque, à quelques kilomètres de la mer, ses sommets dépassent tout les mille mètres, avec son point culminant, le pic Néoulous, à 1256 mètres. Il est limité à l'ouest par le ravin de Las Illas, au sud par la petite plaine de l'Empordà, où est située la ville de Figueres, à l'est par la mer Méditerranée et au nord par la plaine du Roussillon. Il s'étend du col du Perthus jusqu'à la mer Méditerranée, et sa côte rocheuse est constituée de la Côte Vermeille pour la partie française et du nord de la Costa Brava pour la partie en Catalogne. La frontière entre la France et l'Espagne longe la crête de ce massif et le sépare en deux depuis le Traité des Pyrénées, en 1659.

Du côté français, les villages appartenant à ce massif sont l'Albère, Argelès sur Mer, Le Boulou, Les Cluses, Laroque des Alberes, Montesquieu, Le Perthus, Sorède, Villelongue dels Monts, St Génis des Fontaines, St André, Port Vendres, Collioure, Banyuls-sur-Mer et Cerbère. Du côté sud, on a Gariguella, Vilamaniscle, Villajuïga, Cantallops, Capmany, Espolla, Rabós, Llançà, La Jonquera, Colera, Port-bou et Sant Clement Sescebes. La plupart des communes possèdent un territoire en écharpe comprenant une partie de montagne, souvent la vallée d'un des torrents ou rivières qui l'incisent, et une partie de la plaine ou du piémont.

Le massif de l'Albera couvre une surface totale d'environ 45.000 hectares pour une population de 57.000 habitants et une densité de 127 hab/km<sup>2</sup>. On peut s'apercevoir, en regardant les chiffres séparément de part et d'autre de la frontière, que les caractéristiques de population ne sont pas du tout les mêmes. Côté français on a 43 070 habitants pour une surface totale de 20.924 hectares et une densité de 206 hab/km<sup>2</sup>. En revanche, côté catalan ces chiffres sont largement inférieurs. On a une surface totale de 24.804 hectares pour une population de 14.713 habitants et une densité de population de 59 hab/km<sup>2</sup>. Ces chiffres ne tiennent compte que des personnes résidant à l'année dans le massif<sup>5</sup>.

---

<sup>5</sup> Pour la population versant Nord les données sont tirées de l'INSEE et du recensement de 2007. Pour le versant Sud les données sont tirées de l'IDESCAT et du recensement de 2009. Pour la superficie les données sont tirées du document d'équivalences de PRINCALB. Le ratio est un peu faussé car le massif de l'Albera englobe des fois que certaines parties de communes et on ne peut diviser la population de la commune. L'IDESCAT étant l'équivalent pour la Catalogne de l'INSEE.

Or, dans le massif il y a beaucoup de résidences secondaires, ce qui entraîne bien souvent une forte augmentation de la population, surtout en période estivale. Ceci reste une préoccupation à garder en tête car on voit la population doubler, voire même tripler sur le massif durant la saison estivale, précisément celle où le risque est le plus élevé. De plus, bien souvent, les personnes qui résident dans ces résidences secondaires ne sont pas ou peu sensibilisées à la problématique du risque incendie.

### Localisation du massif de l'Albera



Source: Conseil Général des Pyrénées-Orientales

L'exceptionnalité de ce massif vient de ses zones naturelles en milieu forestier, aquatique ou marin, à ses forts enjeux écologiques et aux réserves naturelles de la Massane, des côtes de Port-Vendres à Cerbère, du côté français, et du « Paratge Natural d'Interès Nacional del Massís de l'Albera »<sup>6</sup> qui couvre la presque totalité du massif côté Catalogne.

Le climat est typiquement méditerranéen, sec en été avec très peu de précipitations et doux en hiver. Les types de formations végétales sont sur le piémont de type futaie de chêne liège et de chêne vert avec une forte présence de maquis. À noter sur les hauts versants nord une inattendue de futaie de hêtres si près de la Méditerranée, des peuplements de châtaignier et la présence aussi de quelques reboisements à base de pins.

<sup>6</sup> Parc Naturel d'Intérêt National du massif de l'Albera

Le versant Sud, plus exposé au soleil, est plus sec que le versant Nord, ce qui peut amener des différences d'altitudes au niveau des étages de boisement entre les deux versants. Cependant les types de formations végétales sont les mêmes.

Trois vents dominants affectent le massif. Le premier est le plus dangereux en matière d'incendie, c'est la tramontane, d'orientation Nord-Nord-Ouest, qui souffle souvent avec force et qui peut atteindre des pics venteux très hauts. Le vent d'Espagne est un vent du Sud ; il est souvent assez humide et porteur de précipitations. Enfin il y a la Marinade, un vent de composant Est, c'est à dire un vent qui vient de la mer, comme son nom l'indique.

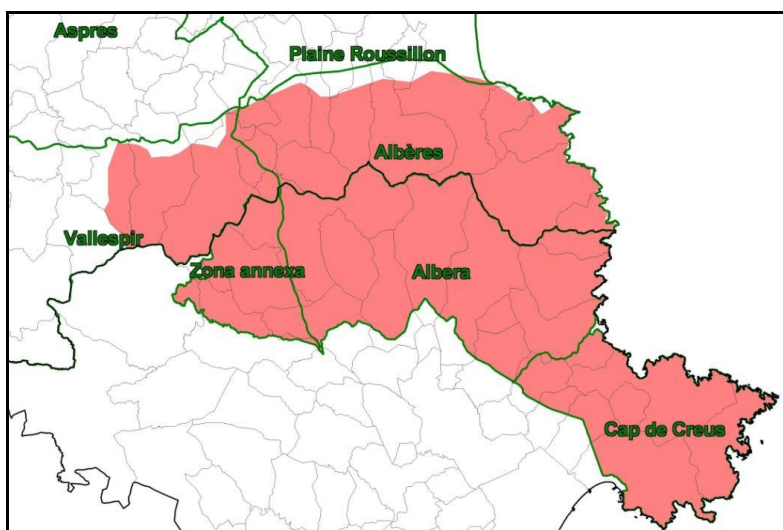
## Le projet PRINCALB

Ce projet repose pour l'essentiel sur le massif de l'Albera mais, pour une logique de travail et de protection, son territoire d'action a été étendu.

- Côté français, on a seulement rajouté à l'ouest, dans le bassin du Vallespir, les territoires de la commune de Maureillas-las Illas, de Céret et de Reynès.

Carte de situation du  
périmètre du PRINCALB  
à l'échelle des massifs  
naturels

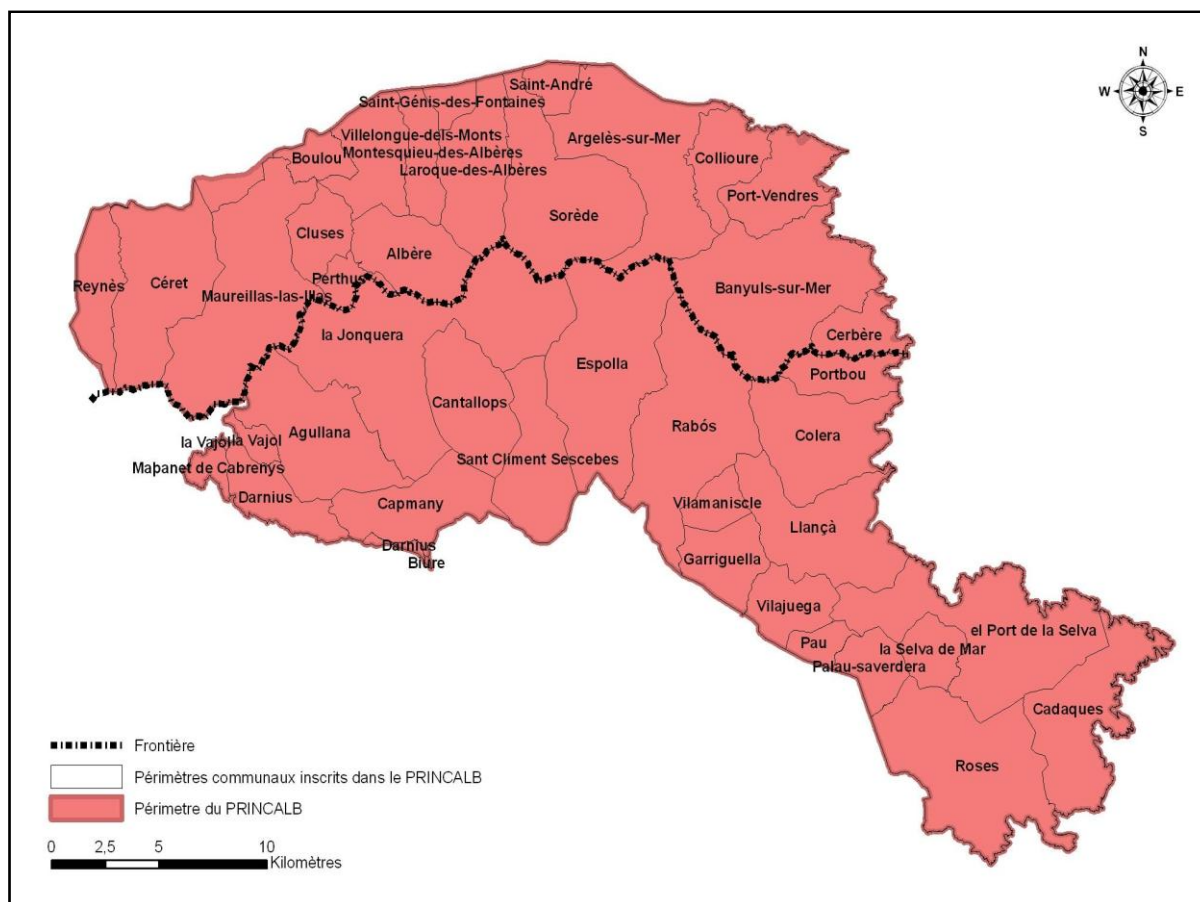
Source: Document d'équivalence  
PRINCALB.



- En revanche, côté Catalogne, l'extension a été plus grande car le projet englobe aussi le Parc naturel du Cap de Creus. Les communes de Pau, Palau-Saverdera, la Selva de Mar, el Port de la Selva, Cadaques et Roses, comprises dans ce parc, sont donc venues se rajouter au projet. Enfin, à l'ouest une zone annexe a été rajoutée avec une logique de continuité par rapport aux communes françaises. Elle comprend les villages de la Vajol, Maçanet de Cabrenys, Darnius, Agullana et Biure. Cet élargissement du projet nous amène sur le versant Nord à une surface de 29.318 hectares et, sur le versant Sud, à une surface de

45.344 hectares, soit un total de 74.662 hectares pour le projet PRINCALB<sup>7</sup>. Sur ce total 58.000 hectares<sup>8</sup> font partie du secteur boisé.

### Territoires communaux inscrits dans le périmètre du PRINCALB



Source: Document d'équivalences PRINCALB.

<sup>7</sup> Ces données sont tirées du document d'équivalences PRINCALB.

<sup>8</sup> Selon la présentation générale du projet PRINCALB.

## 1.2. Les incendies aux XXe et XXIe siècles dans le massif de l'Albera

La classification des données sur les feux est une chose très récente. En Catalogne et pour le territoire de PRINCALB, les premières données précises que nous avons sont celles correspondant au feu du 21 juillet 1968 sur le territoire de la commune de Capmany. Dans le département des Pyrénées-Orientales ce fut le cas au même moment dans les années 1970. Au niveau zonal, il y eut même la création d'une base de données sur les incendies de forêts dans la région méditerranéenne appelé Prométhée. Cette base de données est constituée par des opérateurs qui renseignent l'origine du feu, la surface brûlée et d'autres paramètres pour comprendre au niveau du Grand Sud-Est, le phénomène « Feux de Forêt ». C'est à cette période qu'il eut une prise de conscience chez les acteurs de la prévention et de la lutte: il était nécessaire d'étudier les feux de forêts pour éviter leur éclosion et limiter leur propagation.

Malheureusement, cette base de données eut d'énormes difficultés à se mettre en place jusqu'à la fin des années 90 où, avec l'arrivée de l'informatique et surtout de l'internet, une mise en réseau et une communication rapide des données a été possible. À partir de là, la base de données Prométhée prit une autre envergure et on arrive aujourd'hui à environ cent milles feux qui y sont répertoriés.

Cette base de données est très utile pour répertorier et localiser les feux de forêt anciens, ce qui a permis de les cartographier dans le massif de l'Albera, grâce à quelques témoignages d'anciens pompiers ou de personnes du pays. En associant ce travail à celui fait par nos collègues catalans, on a pu obtenir une cartographie assez précise des feux qui ont éclos ainsi que leur propagation au niveau de tout le massif. Ce travail, effectué par le pôle DFCI de l'ONF grâce aux données de l'Institut Géographique National français, de l'Institut Cartogràfic de Catalunya, du Syndicat des Propriétaires Forestiers des Pyrénées-Orientales et de Forestal Catalana SA, est très révélateur. On peut facilement voir que quasiment tout les piémonts de l'Albera ont été presque en totalité parcourus par des feux de forêt. On peut voir sur la carte que presque tout le massif de l'Albera a déjà brûlé. Le plus inquiétant est que plusieurs feux ont déjà parcouru les mêmes territoires et ont les mêmes caractéristiques de développement. Ces situations se traduisent sur la carte par une superposition des couches de feux.



Tout ceci, en effet, peut être jugé comme préoccupant. En particulier deux feux de référence sont à noter dans l'Albera. Celui du 12 septembre 1978 débuta à Port-Vendres et brûla 2.500 hectares du côté français, puis 2.411 hectares en passant au Col de Banyuls pour continuer en Catalogne Sud, ce qui fait en tout environ 5.000 hectares brûlés en un seul feu. Pire fut celui du 19 juillet 1986, qui est devenu le feu de référence du massif de l'Albera. Il débuta le 19 juillet 1986 aux alentours de 10h30 du matin en bordure d'autoroute, au niveau de la commune du Perthus, puis il traversa la frontière et brûla 19.600 hectares en Catalogne, où il traversa 21 communes de tout le versant sud de part en part, pour revenir finalement en France au niveau de Banyuls-sur-Mer où il brûla environ 1.500 hectares de plus. Finalement, après cinq jours de feu, il y eut environ 22.000 hectares de brûlées et on déplora la mort de quatre membres d'un DC-6 de la protection civile qui s'écrasa dans le secteur du lieu-dit les Canals, sur le territoire de la commune de Cantallops.

Après ces durs moments, un important traumatisme resta présent dans l'esprit des gens qui ont vécu ces feux, ou d'autres cas similaires dans d'autres massifs. Il suffit de voir des documentaires comme « *Ça sent le roussi* » de Arnaud Brugier ou bien « *Memòria del foc (1986-2006)* » de Jordi Calvet et Montse Burset pour comprendre la détresse et l'inquiétude qu'ont pu ressentir et que ressentent toujours les habitants des villages touchés par cette catastrophe.

Le phénomène « feux de forêt » a toujours été très présent et récurrent dans le Bassin Méditerranéen, du fait de son climat sec et chaud qui engendre des périodes de sécheresse l'été et qui favorise donc le développement des incendies. De plus, selon les experts, la situation va s'aggraver dans les années voire dans les décennies à venir à cause de deux facteurs. Le premier est lié au changement climatique, qui va faire augmenter les températures, entraîner une baisse des précipitations et un allongement de la période estivale. Le second est la déprise agricole: les forêts ne sont plus entretenues et l'apparition de nouveaux espaces de friches, très sensibles au feu, augmentent les surfaces potentiellement à risques.

Si on retire les statistiques du feu du Perthus de 1986 on retombe à 22.547 hectares de brûlés. Ce chiffre reste élevé, mais il correspond à la moyenne des chiffres habituels en matière de surface brûlée. L'incendie de 1986 reste un fait exceptionnel et impressionnant à la fois.

Quelques chiffres :

**Territoire PRINCALB catalan:**

Années	Surface brûlée (ha)	Années	Surface brûlée (ha)
1968	9	1988	142
1969	37	1989	300
1970	102,5	1990	5
1971	22	1991	7
1972	225,5	1992	1
1973	2881	1993	17
1974	2456,2	1994	362
1975	33,2	1995	260
1976	100	1996	55
1977	15	1997	6
1978	5420,6	1998	27
1979	300	1999	156
1980	89	2000	6475
1981	441,3	2001	15
1982	108,2	2002	1
1983	1528,3	2003	80
1984	33	2004	3
1985	84	2005	7
1986	19825	2006	720
1987	11,3	2007	11
<b>TOTAL</b>		<b>42372 ha</b>	

Source: Departement de Medi Ambient i d'Habitatge de la Generalitat de Catalunya.

Voici les statistiques pour le versant Nord.

On peut remarquer que sur le versant Nord, la surface sinistrée est moins importante, puisqu'elle ne représente que 11 649 hectares.



Territoire PRINCALB français:

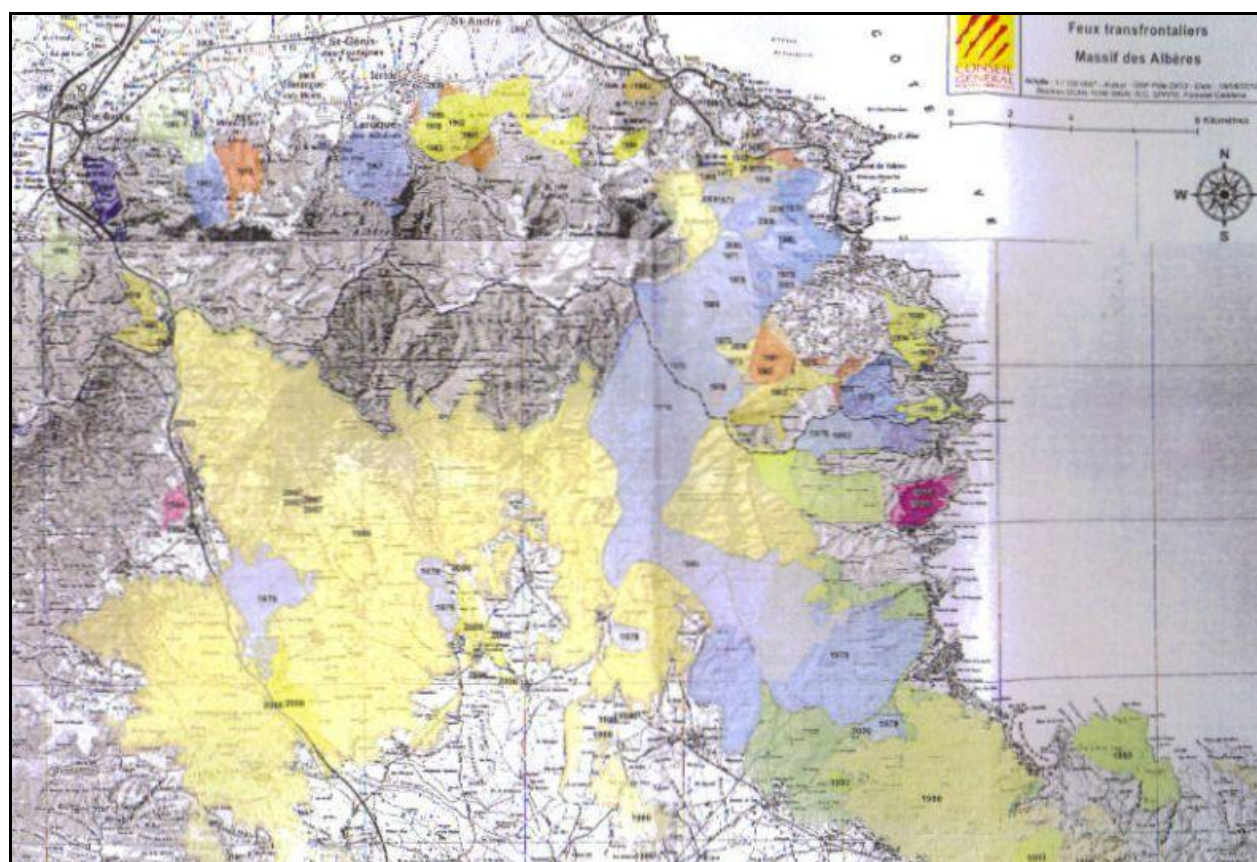
Années	Surface brûlée (ha)	Années	Surface brûlée (ha)
1974	124	1992	19
1975	40	1993	20
1976	22	1994	204
1977	2	1995	319
1978	3974	1996	111
1979	58	1997	16
1980	106	1998	36
1981	405	1999	13
1982	539	2000	528
1983	1174	2001	379
1984	244	2002	3
1985	215	2003	29
1986	2358	2004	6
1987	32	2005	19
1988	8	2006	321
1989	180	2007	6
1990	3	2008	67
1991	83	2009	15
<b>TOTAL</b>	<b>11 649 ha</b>		

Source: <http://www.promethee.com>

En tout, depuis environ 50 ans, 54.021 hectares ont brûlé sur le territoire du périmètre PRINCALB alors que celui-ci possède environ 58.000 hectares boisés avec un, dont 20.000 hectares du côté français et 38.000 du côté sud catalan. Cela correspond à environ 93 % du massif. Rappelons encore qu'à lui seul le feu du 17 juillet 1986, écloso au Perthus, a brûlé plus de 20.000 hectares du massif. Si l'on retire ce feu des statistiques, on trouve qu'un peu plus de la moitié de la surface du massif est partie en fumée depuis cinquante ans.

La carte suivante présente des feux transfrontaliers ou proches de la frontière. On peut remarquer l'importance au niveau de la surface brûlée des feux transfrontaliers et la récurrence de certains couloirs de feux.

## Carte des feux transfrontaliers et proches de la frontière dans le massif de l'Albera



Source: SCAN100 IGN, ICC,SPFPPO, Forestal Catalana,pôle DFCI ONF.

### 1.3. La coopération

Après les tragiques feux de forêt qui se sont développés depuis quelques décennies dans divers pays du sud de l'Europe, l'Union Européenne a pris en compte la nécessité et la volonté de coopération des États européens sur cette spécificité méditerranéenne. Pour cela, elle a facilité l'accès à certains financements sous formes de programmes européens de coopération pour la prévention des incendies. Ces programmes permettent une coopération au niveau européen pour les études sur les feux de forêt.

Les Pyrénées-Orientales ont été un des départements pilotes et des les groupes de travail se sont constitués sur cette thématique. Beaucoup d'experts de différents services de ce département ont participé activement depuis le début de l'année 2001 au groupe de travail « Salamandra », avec plusieurs partenaires européens, sur le retour d'expérience en matière de feux de forêt.

D'autres projets ont été développés à tous les niveaux de la coopération.

Mentionnons d'abord par le projet "Opération Cadre Régional - INCENDI". Participent au partenariat:

- cinq régions continentales qui sont la Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Languedoc Roussillon, l'Andalousie, la Toscane et l'Algarve ;
- quatre régions insulaires qui sont la Corse, les Baléares, la Sardaigne et la Nord Égée ;
- la province de Nuoro (niveau NUTS III<sup>9</sup>) avec l'autorisation de la région Sardaigne ;
- dix collectivités NUTS III associées à leurs régions respectives: Conseil Général du Var, du Vaucluse, des Bouches du Rhône, des Alpes Maritimes, du Gard, de l'Hérault, des Pyrénées-Orientales, de l'Aude, du Livorno et du Grosseto-Toscane ;
- d'une région de la Rive Sud: Tanger, Tétouan<sup>10</sup>.

Le projet débuta en juin 2005 pour se finir en juin 2008. Il bénéficia d'un budget de sept millions d'euros de crédits FEDER de l'Interreg III-C Sud<sup>11</sup>. Les objectifs de ce projet ont été:

---

<sup>9</sup> Le niveau européen NUTS III correspond en France aux départements et en Espagne aux provinces.

<sup>10</sup> Région qui coopère régulièrement avec Provence-Alpes Côte d'azur et l'Andalousie.

<sup>11</sup> Programme d'Initiative Communautaire de l'Union Européenne III-C Région Sud de l'Europe allant de 2000 à 2006.

- L'amélioration des politiques régionales en terme de lutte contre les incendies, et une concertation accrue pour un aménagement du territoire s'inscrivant dans une logique de prévention.
- Au niveau local, l'acquisition et le développement d'outils et de méthodes permettant la prise en compte des risques naturels dans l'élaboration des plans locaux de prévention et d'aménagement.
- L'adhésion et le soutien de la population aux schémas et aux politiques de prévention, ceci afin de l'inciter à participer à une démarche volontaire. Les régions partenaires du projet ont à cœur de toucher un large public, des scolaires aux acteurs locaux, la prévention et la lutte contre les incendies étant aujourd'hui l'affaire de tous.

Ensuite, un second projet de coopération pour la prévention d'incendies a vu le jour, le projet Grinformed/Medfire. Il regroupait depuis 2003 à 2006 des partenaires tels que les régions de Catalunya, de Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Languedoc-Roussillon, de Liguria, de Toscana et d'Algarve. Le projet avait trois objectifs :

- réviser les différentes sources d'informations utilisées en estimation du risque d'incendie de forêt et de les homogénéiser pour son incorporation dans une carte de risque quotidien d'incendie ;
- créer une planification territoriale des massifs forestiers pour réduire la probabilité de grand incendie<sup>12</sup> en territoire spécialement sensible ;
- suivre la végétation grâce à l'utilisation de l'image satellite (surface brûlées, reboisement...).

Le dernier en date est le projet Pyrosudoe<sup>13</sup> qui a comme partenariat le Conseil Général du Gard qui est chef de file, l'ONF<sup>14</sup>, ARDFCI de la région Aquitaine<sup>15</sup>, la Junta d'Andalucia, le gouvernement des Îles Baléares, AMAL<sup>16</sup> et la Diputación de Teruel. Ce projet est encore en cours et durera jusqu'au mois d'octobre 2011 pour un budget de 1.436.000 euros. Quatre thématiques sont présentes dans ce projet, la culture du risque, la cartographie des zones d'interfaces, la gestion des zones d'interfaces et la création d'une méthodologie sur le thème du retour d'expérience après l'incendie.

---

<sup>12</sup> GIF: Incendie dépassant les 500 hectares

<sup>13</sup> <http://www.interreg-sudoe.eu> ou <http://www.gard.fr/fr/nos-actions/securite/prevention-contre-les-incendies.html>

<sup>14</sup> Office National des Forêts

<sup>15</sup> Association Régionale de Défense des Forêts Contre l'Incendie

<sup>16</sup> Grande Area Metropolitana do Algarve au Portugal

Il y a donc réellement depuis quelques années une prise de conscience importante des politiques pour mettre en place des projets de coopération sur la prévention incendie. Sur le territoire du département des Pyrénées-Orientales, deux projets transfrontaliers ont vu le jour.

Le premier était simplement une petite partie du projet de Gestion Forestière Transfrontalière sous forme de projet Interreg III-A<sup>17</sup>. Il traitait de coopération en prévention et de gestion des risques entre les Gavarres, l'Alta Garrotxa et le Pays Pyrénées-Méditerranée.

Le second, en cours d'exécution de 2009 à 2011, est le projet PRINCALB<sup>18</sup>. Ce projet de coopération transfrontalière entre la Generalitat de Catalunya et le Conseil Général des Pyrénées-Orientales vise à protéger conjointement le Massif de l'Albera des grands incendies par l'élaboration d'un document de planification partagé; par la mise en place d'investissements auprès des structures communales et intercommunales du secteur; et par la mise en œuvre de coupures agricoles (viticoles, oléicoles, pastorales) pour un montant total du projet de 1.213.000 euros. Cette coopération transfrontalière devrait inéluctablement apporter une meilleure efficacité des fonds publics en matière de prévention et de lutte contre les incendies, une valeur ajoutée économique par une meilleure mutualisation des moyens engagés et par la réduction du coût unitaire de protection des espaces naturels concernés, ainsi qu'une valeur ajoutée environnementale par la protection d'un paysage de valeur reconnue et par la préservation d'habitats naturels d'intérêt communautaire.

La première étape du projet prévoit un échange d'informations entre les deux régions, une mise en adéquation des données, une actualisation des plans de massif locaux, un travail spécifique sur les méthodes d'entretien des coupures, une fusion de différentes planifications existantes et l'élaboration d'un Plan de Prévention Transfrontalier contre les grands incendies du Massif de l'Albera, de Cerbère-Port Bou à Maureillas las Illas-Maçanet de Cabrenys. Plus spécialement dans les Pyrénées-Orientales, ces travaux se concrétiseront par l'élaboration d'un document d'équivalence de nomenclature et de symbologie en matière de prévention incendie entre les deux territoires. Cela a permis de créer la cartographie complémentaire de l'aléa sur des territoires non couverts comme la Côte Rocheuse et le secteur du Perthus, d'actualiser le Plan d'Aménagement de la Forêt contre les Incendies du massif de l'Albera et d'élaborer sous forme de guide synthétique un plan transfrontalier d'équipement contre les incendies. La conduite d'un volet agricole

---

<sup>17</sup> Programme d'Initiative Communautaire Interreg III-A France Espagne 2000-2006

<sup>18</sup> [11](#) **PR**évention des **INC**endies à l'échelle du massif de l'**ALB**era .

<http://mediambient.gencat.cat/cat/elmedi/natura/gestioforestal/obres/princalb>.

spécifique sur la Côte Rocheuse de Collioure à Cerbère aura lieu et consistera en la rédaction d'un guide de bonnes pratiques agricoles établissant des itinéraires agricoles respectueux des enjeux de production et de protection incendie, en la création d'une cartographie des potentialités agricoles des secteurs identifiés stratégiques sur le territoire allant de Collioure à Cerbère et en la conduite d'une animation foncière, sur les secteurs à potentialité agricole, pour mettre en place un programme de création de coupures agricoles.

La deuxième étape du projet prévoit la réalisation d'équipements DFCI<sup>19</sup> tels que l'ouverture de coupures de combustible<sup>20</sup>, la mise en place de points d'eau pour les moyens aériens et terrestres ainsi que l'amélioration de pistes stratégiques accessibles de part et d'autres de la frontière. Ces aménagements auront été identifiés comme présentant un caractère prioritaire dans le plan transfrontalier, pour un montant global annuel de 135.000 euros.

La troisième étape prévoit la réalisation d'opérations de communication en matière de prévention contre les incendies, qui se concrétiseront par la conception de triptyques, de panneaux d'information et de pages web.

Pour conclure cette première partie, si nous pouvons considérer pour acquis que le massif de l'Albera est un massif particulier et remarquable, autant par sa situation géographique que par son intérêt reconnu au niveau naturel et paysagiste, il est malheureusement aussi très exposé aux incendies. C'est même un des massifs qui a le plus brûlé ces cinquante dernières années, avec presque 93 % de sa superficie affectée.

Ce phénomène prenant de l'ampleur dans les régions méditerranéennes, des possibilités d'accéder aux financements de coopération ont été ouvertes pour lutter contre ce fléau. Ces financements ont permis aux personnes du territoire de travailler ensemble, de se connaître et d'envisager des actions et des aménagements communs, comme on a pu le voir à travers les différents projets européens. Aujourd'hui, beaucoup de partenaires travaillent conjointement pour améliorer la protection des massifs, ce qui n'est d'ailleurs pas facile lorsqu'une frontière d'Etat les recoupe.

---

<sup>19</sup> Défense de la Forêt Contre les Incendies

<sup>20</sup> Voir ce concept dans l'introduction.

## **Deuxième partie**

### **Un moyen de protection: la prévention**

Cette deuxième partie traitera des moyens de protection mis en place pour éviter les départs d'incendie et limiter leur impact. Dans la pratique cette prévention se déroule dans quatre contextes: le niveau d'intervention et des normes européennes, celui du versant Sud, en Catalogne, celui du versant Nord et enfin au niveau transfrontalier.

Ces approches seront caractérisées de manière à montrer les règlements, les financements, les compétences, les acteurs compétents sur chaque versant du massif de l'Albera, afin mieux comprendre comment opèrent les uns et les autres et de faciliter les comparaisons.

## 2.1. La prévention au niveau européen

Plusieurs règlements européens existent et permettent de financer des actions de prévention d'incendie.

En suivant un ordre chronologique on aurions d'abord le règlement (CEE)<sup>21</sup> n°2158/92 du Conseil, du 23 juillet 1992, relatif à la protection des forêts dans la Communauté Européenne contre les incendies (Journal Officiel n° L 217 du 31/07/92) qui définit des mesures financées par ce règlement. Ainsi on y trouve l'identification des causes d'incendies de forêts, la création ou l'amélioration des systèmes existants de prévention ou de systèmes de surveillance des forêts. De plus une classification du territoire des États membres était effectuée. Celle-ci comprend trois degrés de risque d'incendie allant du niveau bas, en passant par le niveau moyen et en finissant avec le niveau élevé. Il fut décidé de classer tout le territoire de l'Etat espagnol en zone de haut risque ainsi que certaines parties du territoire français proches du pourtour méditerranéen<sup>22</sup>. Ces zones doivent transmettre à la Communauté Européenne un plan de protection des forêts contre les incendies.

Un deuxième règlement, le n°1698/2005 du Conseil Européen, du 20 septembre 2005, concerne le soutien au développement rural par le Fond européen agricole pour le développement rural (FEADER), paru au Journal officiel de l'Union Européenne n° L 277/1,

---

<sup>21</sup> Communauté Économique Européenne, créée en 1957 avec le traité de Rome; elle devient le 1er novembre 1993 l'Union Européenne.

<sup>22</sup> Sur le territoire français la classification comprend les régions Aquitaine, Midi-Pyrénées, Corse, Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte-d'azur et les départements de l'Ardèche et de la Drôme.



du 21/10/2005. Il stipule qu'il convient d'accorder une aide permettant de reconstituer le potentiel forestier dans les forêts endommagées par des catastrophes naturelles et des incendies et d'adopter des mesures de prévention. Les mesures de prévention contre les incendies devraient s'appliquer aux zones classées par les Etats membres dans leurs plans de protection des forêts parmi les zones présentant un risque d'incendie élevé ou moyen. De plus les mesures proposées doivent être conformes aux plans de protection des forêts établis par les États membres pour ces zones.

Le dernier règlement (CE)<sup>23</sup> n°614/2007 du Conseil et du Parlement européen, du 23 mai 2007, paru au Journal officiel n°L 149, du 09/06/2007 concerne l'instrument financier pour l'environnement (Life+)<sup>24</sup> et énonce des objectifs spécifiques à la DFCI. Il assure la diffusion d'informations environnementales et la sensibilisation à la prévention des incendies de forêts et soutient les mesures d'accompagnement telles que des mesures d'information, des campagnes ou des actions de communication, l'organisation de conférences et de formations sur la prévention des incendies de forêt.

Un autre fond européen peut être utilisé, c'est le fond FEDER à travers les projets Interreg. Celui-ci n'est pas basé sur des actions environnementales ou de prévention incendie comme Life+, mais il permet une autre entrée par le biais de la coopération entre entités. De nombreux projets européens<sup>25</sup> ont été par exemple financés par ce fond qui a vocation à faire coopérer les structures entre elles sur des thématiques variées et donc pourquoi pas la prévention incendie. Cela a été d'ailleurs plusieurs fois le cas sur notre territoire.

## 2.2. La prévention sur le versant sud

Au niveau du versant Sud, l'organisation est régionalisée. Les régions autonomes ont beaucoup de compétences que l'État espagnol leur délègue en compétence exclusive ou en compétence partagée. Par exemple, en matière de prévention c'est la Generalitat de Catalogne qui exerce cette compétence.

---

<sup>23</sup> Communauté Européenne.

<sup>24</sup> Life+: Instrument qui finance des actions qui contribuent au développement, à la mise en œuvre et la mise à jour de la politique et de la législation communautaires dans le domaine de l'environnement. Cet instrument financier cherche également à faciliter l'intégration de l'environnement dans les autres politiques, ainsi qu'à atteindre un développement durable dans l'Union européenne. LIFE+ remplace un certain nombre d'instruments financiers consacrés à l'environnement.

<sup>25</sup> Entre autres les projets évoqués plus haut.

## La législation

La réglementation est de deux types. Il y a la loi qui désigne une règle juridique suprême et générale ou un ensemble de règles. Puis il y a le décret qui est un acte administratif de portée générale ou individuelle signé par le représentant de l'Etat. Les décrets sont publiés au journal officiel. Ils sont d'un niveau inférieur aux lois.

### a) La législation de l'État espagnol

Deux lois principales régissent la prévention incendie dans l'État espagnol<sup>26</sup>.

La première est la loi 43/2003 du 21 Novembre 2003 qui porte sur la foresterie. Elle impose l'élaboration d'un document sur la Stratégie Forestière Espagnole (EFE) et le Plan Forestier Espagnol. De plus elle impose aussi la mise en œuvre d'une statistique forestière espagnole relative aux incendies de forêt. Le chapitre III du titre IV et ses huit articles est consacré de façon intégrale à la thématique des feux de forêt. Deux points ressortent parmi ces huit articles. Le premier impose aux communautés autonomes de déclarer les zones de haut risque d'incendie et d'approuver des plans de protection. Le deuxième point important permet aux communautés autonomes de déclarer d'intérêt général les travaux inhérents aux plans de protection.

La deuxième est la loi 10/2006, du 28 avril 2006, qui modifie la loi 43/2003 du 21 novembre 2003 que nous venons de citer, et qui spécifie quatre points. Le premier est que les communautés autonomes peuvent établir des plans spécifiques de protection des forêts en zones de haut risque d'incendie. Le second précise l'accès aux subventions relatives à la prévention d'incendies de forêt. Lorsqu'elles sont à la charge des budgets généraux de l'Etat, elles sont allouées prioritairement aux forêts placées en zones de haut risque d'incendie sur lesquelles un plan de défense contre des incendies est en vigueur. Le point suivant concerne la circulation avec des véhicules à moteur sur des pistes forestières hors du réseau de routes. Celle-ci reste limitée à des servitudes de passage, à la gestion agro-forestière et aux tâches de surveillance et d'extinction réalisées par l'administration compétente. Enfin, le dernier point il indique que l'accès à certaines pistes forestières à des personnes étrangères en zones de haut risque d'incendie pourra être limité selon le niveau de risque d'incendie. En revanche cette information devra être publique.

---

<sup>26</sup> La législation espagnole est consultable sur:

[http://www.mma.es/portal/secciones/biblioteca\\_publicacion/biblioteca/busqueda\\_biblio/contenedoraspa.html?ma2spa.html](http://www.mma.es/portal/secciones/biblioteca_publicacion/biblioteca/busqueda_biblio/contenedoraspa.html?ma2spa.html)

## **b) La législation de la Communauté autonome de Catalogne<sup>27</sup>**

### **La réglementation**

Le premier décret est le n° 545/1983, du 15 décembre 1983, relatif aux mesures de restauration de zones affectées par des incendies de forêt. Il s'applique aux incendies de 500 ha ou plus. Dans ce cas là, la DGMN<sup>28</sup>, à travers ses sections territoriales, rédigera en urgence un plan de restauration forestière qui sera approuvé par le Conseil Exécutif. De plus la DGMN doit passer des accords de repeuplement et rédiger des projets d'investissement.

Le deuxième est le Décret 378/1986 du 18 décembre 1986 sur l'établissement de plans de prévention des incendies dans les espaces naturels faisant l'objet d'une protection spéciale. Dans ces espaces le Departament de Medi-Ambient i d'Habitatge (DMAH) doit rédiger ces plans dans un délai de six mois à partir de la création de cet espace protégé.

La Loi Forestière de Catalogne 6/1988 du 30 mars 1988 définit les compétences du DMAH sur les terres forestières en matière de planification, de coordination et d'exécution de mesures et d'actions de prévention d'incendies, en collaboration avec les autres départements, entités locales, ADF<sup>29</sup> et particuliers. De plus, les plans de prévention d'incendies forestiers, des organismes locaux situés en zones de haut risque d'incendie doivent être approuvés par le DMAH et la déclaration de Zones d'Action Urgente par le Conseil Exécutif se fait à l'initiative du conseiller du DMAH.

Le Règlement des Unités de Volontaires Forestiers de la Catalogne est approuvé par Ordre du 10 juin 1988.

Un autre décret, le Décret 64/1995 du 7 mars 1995, institue des mesures visant à prévenir les incendies de forêt. Le décret aborde notamment la définition des périodes durant lesquelles l'utilisation du feu en forêt est interdite ou limitée, les périodes durant lesquelles les travaux forestiers générant des rémanents<sup>30</sup>, les travaux simples et les brûlages dirigés doivent être limités, selon la date et les conditions météorologiques. Il énumère les

---

<sup>27</sup> La législation autonome de Catalogne est consultable sur :

[http://mediambient.gencat.cat/cat/el\\_departament/actuacions\\_i\\_serveis/legislacio/lleis/009\\_inici.jsp?ComponentID=106103&SourcePageID=3892#1](http://mediambient.gencat.cat/cat/el_departament/actuacions_i_serveis/legislacio/lleis/009_inici.jsp?ComponentID=106103&SourcePageID=3892#1)

<sup>28</sup> Direcció General del Medi Natural

<sup>29</sup> Agrupacions de Defensa Forestal (Groupements de Défense Forestière). Selon l'ordre du 6 octobre 1986, sur leur régulation, le DMAH est celui qui accorde la qualification d'ADF, les enregistre et peut les subventionner.

<sup>30</sup> Les rémanents sont les restes de branches ou de troncs mal conformés abandonnés en forêt par les exploitants pour leur faible valeur commerciale, ou parfois pour des raisons écologiques (le bois mort étant nécessaire pour la production de l'humus forestier, du cycle du carbone, et les équilibres écologiques).

communes de Catalogne soumises à un risque élevé de feux de forêts<sup>31</sup>. De plus il exige que ces communes élaborent un plan de prévention des incendies de forêt (PPI) pour inclure des actions dans le Plan d'action municipale (MAP). Enfin, il définit l'application des mesures extraordinaires mises en œuvre par le DMAH en cas de risque extrême et les modalités de surveillance et d'application du décret de la DGMN par le Corps des Agents Ruraux, qui peuvent signaler les infractions.

Une limitation de la vitesse de circulation sur les routes à 30 km/h et une restriction de la circulation des véhicules à moteur en forêts selon la largeur des routes est effective depuis la Loi 9/1995, du 27 juillet 1995<sup>32</sup>.

Le Décret 268/1996, du 23 juillet 1996, établit des mesures de taille périodique et sélective de végétation dans la zone d'influence des lignes aériennes de conduite électrique pour la prévention d'incendies de forêt et la sécurité des installations. Il autorise des travaux par la DGMN selon l'époque dans les municipalités comprenant un risque d'incendie élevé et lui donne le pouvoir d'approbation des plans triennaux de débroussaillage et de maintien en l'état. De même le décret 130/1998, du 12 mai 1998, établit des mesures de prévision sur les incendies de forêt dans les zones d'influence de routes en faisant approuver des plans périodiques de débroussaillage de la végétation latérale des routes par la DGMN.

La création du Plan d'Action Municipal d'urgence est un instrument créé par la Loi 4/1997 du 20 mai relative à la protection civile de Catalogne.

La Loi 7/1999, du 30 juillet 1999, définit les compétences Centre de la Propriété Forestière.

À partir de la Loi 5/2003 du 22 avril 2003<sup>33</sup>, relative à la prévention des incendies de forêt dans les zones résidentielles sans continuité immédiate avec l'urbain, on a une obligation de disposer d'une frange de protection d'une portée minimum de 25 m depuis les limites de l'urbanisation et de nettoyer l'intérieur des parcelles. Il y a aussi l'obligation de disposer d'un plan d'autoprotection de l'urbanisation.

La Loi 17/2003, du 4 juillet relative au Corps d'Agents Ruraux leur attribue les fonctions de surveillance, d'inspection et de collaboration en matière de gestion des travaux de prévention, de surveillance, de détection et d'investigation des causes d'incendies de forêt<sup>34</sup>.

---

<sup>31</sup> Toutes les municipalités du périmètre PRINCALB sont classés en risque élevé en risque feux de forêt.

<sup>32</sup> Application par le décret 166/1998 du 8 Juillet 1998.

<sup>33</sup> Application par le décret 123/2005 du 14 Juin 2005.

<sup>34</sup> Application par le Décret 266/2007, du 4 décembre 2007.

Le Décret 312/2006 du 25 Juillet 2006, réglemente la gestion du feu technique par l'attribution de la compétence en matière d'utilisation du feu technique aux Bombers du GRAF<sup>35</sup> de la Generalitat de Catalogne, sauf pour les brûlages dirigés en zones de haute montagne où ce sont les techniciens du DMAH qui doivent fixer les conditions de réalisation<sup>36</sup>.

La Loi d'évaluation environnementale des plans et des programmes 6/2009, du 28 avril 2009.

Le Plan de prévention du massif de l'Albera et du Cap de Creus, devront être soumis à une évaluation pour être classés en espaces naturels de protection spéciale.

## Les différents plans d'actions

Le Plan InfoCat<sup>37</sup> est un Plan spécial d'urgence pour les incendies de forêt en Catalogne. Il a été approuvé par un accord gouvernemental du 1er août 2003<sup>38</sup>. La dernière mise à jour a été réalisée en 2008. Ce plan a pour but de faire face aux situations d'urgence causées par les incendies. Il définit les alertes, l'organisation et les procédures opérationnelles des services de la Generalitat, de l'administration publique et des entités privées.

En ce qui concerne la planification, le Plan InfoCat est le document qui définit les territoires à risque<sup>39</sup> et qui détermine ceux qui doivent élaborer un plan. Il désigne les villes qui doivent élaborer un Plan d'Action Municipal et les modalités cette élaboration.

Les Périmètres de Protection Prioritaire (PPP) sont des territoires soumis à un risque d'incendie de forêt élevé, dû au continuum de combustible. Les incendies parcourant ces territoires peuvent potentiellement se développer en Grand Incendie de Forêt<sup>40</sup>. Les limites des PPP coïncident avec les grandes infrastructures du réseau de communication routier, les couloirs non forestiers occupés par des cultures, les noyaux de population et le réseau

---

<sup>35</sup> Bombers est le nom catalan des Sapeurs-pompiers. Le GRAF, Groupe d'Appui aux actions Forestières, est formé de pompiers spécialistes dans l'extinction des feux et utilisation des feux techniques.

<sup>36</sup> Ordre du 21 juin 1993.

<sup>37</sup> Consultable sur :

<http://www20.gencat.cat/docs/interior/Home/Arees%20dactuacio/Proteccio%20Civil/Plans%20de%20proteccio%20civil/Incendis%20forestals/documentos/infocat.pdf>

<sup>38</sup> Références JUI/2503/2003

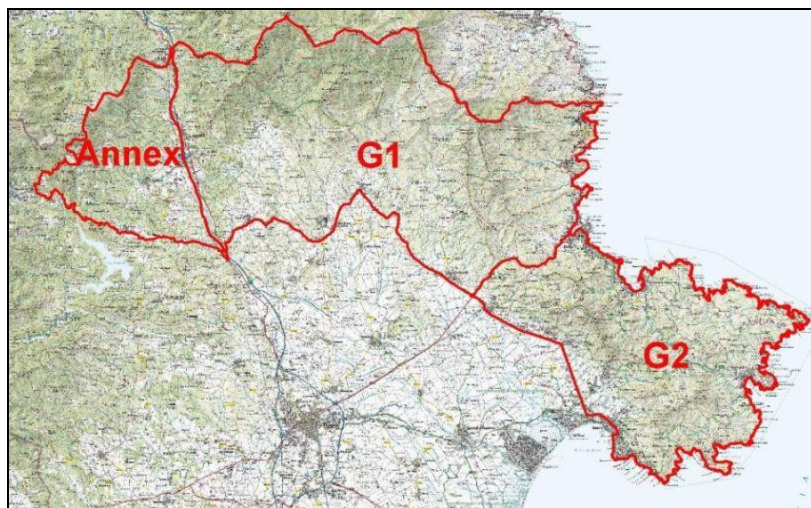
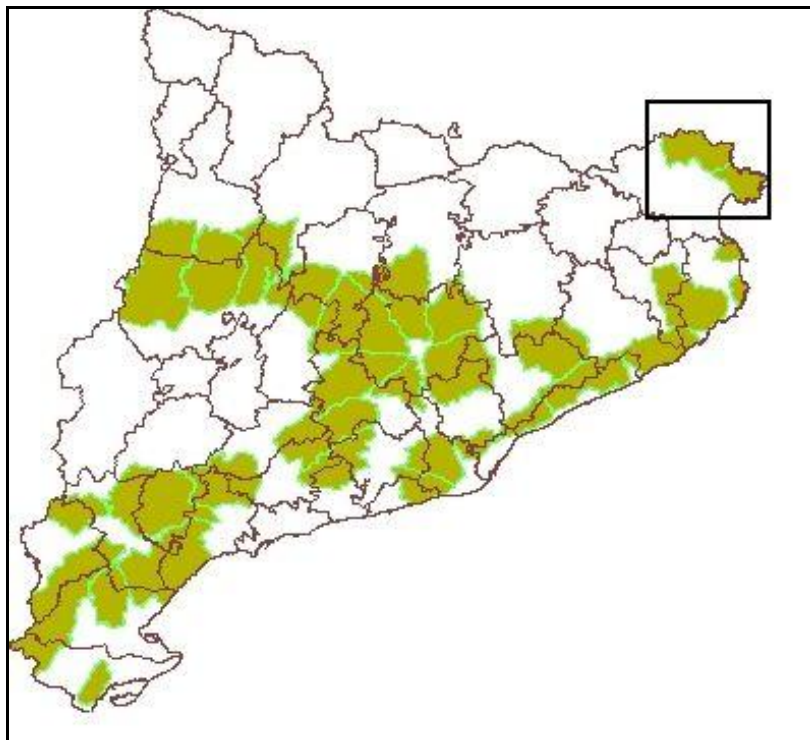
<sup>39</sup> Synonyme de périmètre d'une protection prioritaire (PPP)

<sup>40</sup> Supérieur à 500 hectares.

hydrographique. Dans toute la Catalogne il y a 34 PPP et chacun doit définir un plan d'action pour le risque de secteur, c'est-à-dire un plan de prévention des incendies, dont celui de l'Albera et celui du Cap de Creus.

Localisation des PPP "G1 Albera" et "G2 Cap de Creus" parmi les 34 PPP de Catalogne:

Source: Document d'équivalences PRINCALB.



Périmètre de Protection  
Prioritaires (PPP) du  
Massif de l'Albera et du  
Cap de Creus:

Source: Document d'équivalences  
PRINCALB

Le PPP du Massif de l'Albera comprend au total 24.804 hectares dont 21.467 de secteurs forestiers. Celui du Cap de Creus couvre 14.290 hectares dont 11.959 hectares de forestier (plan INFOCAT).

Les Plans de Prévention des Incendies de forêt (PPI) inscrits dans des Périmètres de Protection Prioritaires (PPP) ne sont pas réglementés. Bien qu'étant cités dans l'INFOCAT, le PPP ne fait l'objet d'aucune législation spécifique. Compte tenu de cette carence la Direcció General del Medi Natural a décidé de rédiger un règlement spécifique aux PPI, actuellement en cours de finalisation et d'approbation. Bien que ce plan n'ait pas de caractère réglementaire contraignant, il constitue cependant un document contractuel entre le DGMN, les entités et les entreprises qui composent le PPI.

Le niveau de planification des PPI est le plus adéquat à une gestion des incendies de forêt. Cette planification est à l'échelle des massifs ou, comme dans le cas présent, sur des massifs conjoints. Les limites sont clairement définies au-delà desquelles la progression des feux de forêt se fera très difficilement.

Le PPI intègre une étude approfondie de l'histoire des incendies ayant affecté la région, recense les moyens de secours et les conditions météorologiques les plus fréquentes. Il recense également toutes les infrastructures existantes compétentes dans la prévention et la lutte contre les incendies de forêt. Le Plan propose un ensemble de mesures à réaliser : coupures vertes, pistes, points d'eau, etc. Toutes les actions sont inventoriées à grande échelle et représentées sous forme de cartographies faisant référence à l'ensemble du document.

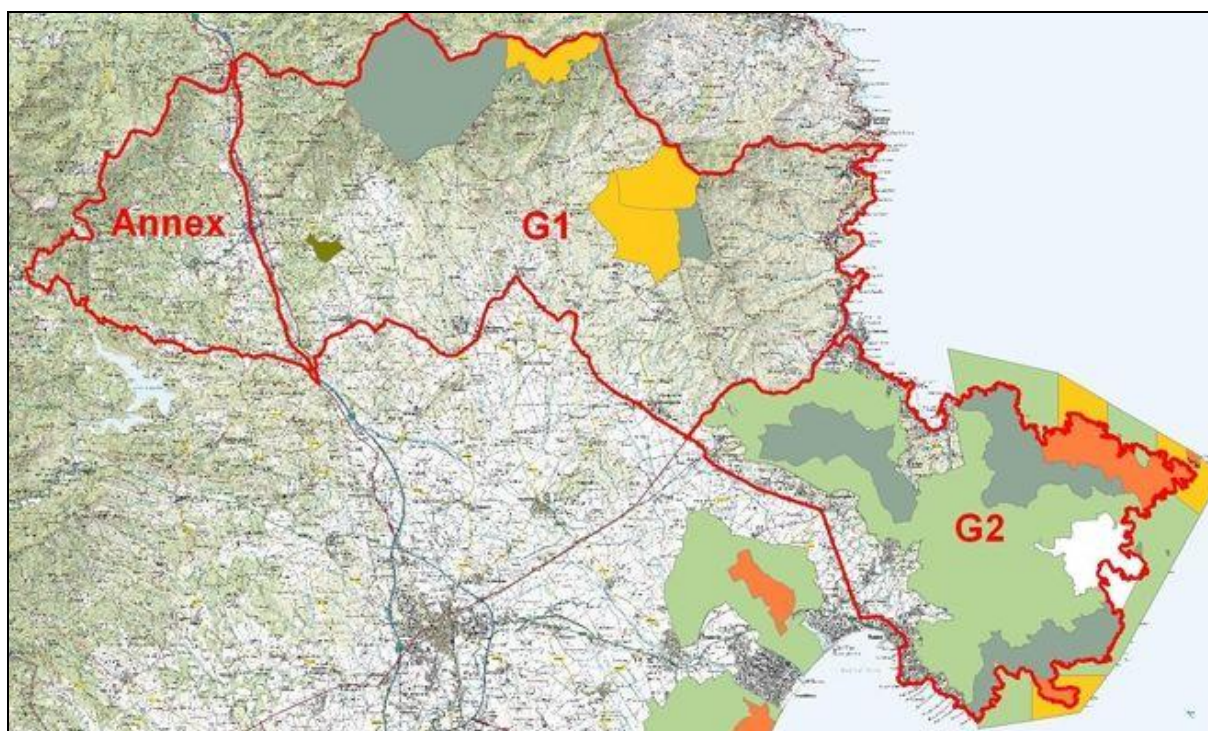
Les Plans de prévention d'incendies forestiers des espaces naturels de protection spéciale ont été mis en œuvre par le Décret 378/1986, du 18 décembre 1986, sur l'élaboration de plans de prévention d'incendies dans les espaces naturels de protection spéciale. Le Parc Naturel d'Intérêt National de l'Albera et le Parc Naturel du Cap de Creus, en tant qu'espaces de protection spéciale, disposent respectivement d'un plan approuvé par la DGMN. Le Parc Naturel du Cap de Creus, dispose également d'un plan complémentaire portant sur les points stratégiques de gestion des incendies de forêt.

Le Plan d'Action Municipal d'urgence ( PAM) est un instrument créé par la Loi 4/1997 du 20 mai 1997 relative à la protection civile de Catalogne. Le PAM est un document que les municipalités doivent rédiger et qui, entre autres, définit les actions que mènent les communes en amont d'une urgence relative à un incendie de forêt. Le PAM doit également être actualisé et centraliser les actions visant à assurer les moyens opérationnels, humains et matériels dont dispose la commune tout en les entretenant. Les PAM constituent une partie opérationnelle du Plan Infocat et permet son élaboration et sa mise à jour. Les communes exposées au risque d'incendies de forêt doivent disposer d'un PAM. C'est le cas de toutes les communes incluses, de façon totale ou partielle, dans le champ d'application du PRINCALB. L'élaboration du PAM relève de la responsabilité du Conseil municipal, mais son approbation est de la responsabilité de la Commission de défense civile de Catalogne.



Le Plan de Prévention Municipale d'Incendies de forêt (PPMI) est un instrument de planification et de gestion défini à la Loi 6/1988, loi forestière de la Catalogne. Les PPMI sont des plans réalisés à l'échelle communale et doivent être intégrés dans les PAM. Ils contiennent les mesures opérationnelles et administratives à mettre en œuvre, les équipes et infrastructures à créer pour se préserver des incendies de forêt et en diminuer le risque et définir le réseau routier basique municipal pour le service de prévention et du réseau des points d'eau pour les services de lutte. Selon la Loi 6/1988, ils doivent être rédigés dans toutes les municipalités situées en zone de haut risque d'incendie de forêt. La responsabilité de l'élaboration incombe à la municipalité qui le transmet au DMAH pour son approbation. C'est le cas de toutes les municipalités du domaine du PRINCALB.

Cartographie des espaces naturels de protection spéciale inscrits dans le périmètre du PRINCALB. Le G1 comprend le territoire du PNIN de l'Albera alors que le G2 intègre le PN du Cap de Creus



Source: Document d'équivalences PRINCALB

Les Plans d'Autoprotection des Urbanisations (PAU) contre des incendies de forêt ont leurs caractéristiques et leur contenu réglementés par le Décret 123/2005, du 14 juin 2005. Il concerne les mesures de prévision des incendies de forêt dans les urbanisations sans continuité immédiate avec la trame urbaine ; et par la Loi 5/2003, du 22 avril 2003, définit les



mesures de prévision des incendies de forêt dans les urbanisations sans continuité immédiate avec la trame urbaine.

Les PAU concernent l'urbanisation et doivent s'intégrer dans les PAM. Ils contiennent l'identification des limites et les dépendances administratives de l'urbanisation, l'évaluation du risque subi et induit, un inventaire des mesures et des moyens d'autoprotection et la délimitation de la bande périmétrale de protection.

Le Plan d'entretien des lignes électriques est défini par le Décret 268/1996, du 23 juillet 1996, qui établit des mesures d'élagage périodiques et sélectives de la végétation dans la zone d'influence des lignes aériennes de conduite électrique pour la prévention d'incendies de forêt et la sécurité des installations. Un plan d'action triennal est présenté par les propriétaires des lignes aériennes de conduite électrique. Ce plan spécifie les travaux de débroussaillage et précise la végétation affectée par chaque ligne. Il s'agit d'un document exécutif dont il faut tenir compte mais qui n'est pas fondamental dans le cadre de la planification des ouvrages de prévention contre les incendies à l'échelle du massif.

Le Plan d'entretien des routes est défini par le Décret 130/1998, du 12 mai 1998, qui établit des mesures de prévention d'incendies de forêt dans les zones d'influence des routes. Il s'agit de plans périodiques que les propriétaires des routes doivent élaborer et exécuter. Ce plan consiste à un débroussaillage latéral de la végétation sur une largeur de 2 mètres au delà de la route.

On peut facilement voir que la réglementation et la planification est plus logique et cohérente au niveau de la Catalogne car elle passe par la Generalitat qui en a la compétence quasi exclusive.

## **Les structures compétentes en matière de DFCI**

### **L'État espagnol**

L'État espagnol, et plus concrètement le Ministère de l'environnement, du milieu rural et marin, a des compétences en matière de prévention. Mais l'État Espagnol n'intervient que si la situation ne peut être contrôlée par la Communauté ou si l'incendie dépasse les limites d'une seule Communauté autonome.

## La Région autonome de Catalogne

### La Generalitat de Catalunya

#### Le Département de l'environnement et de l'habitat

Le Département de l'Environnement et de l'Habitat (DMAH) est le département de la Generalitat de Catalunya qui détient les compétences en matière de forêts, de biodiversité et de protection du milieu naturel<sup>41</sup>. Le DMAH a une branche qui comprend la Direction Générale du Milieu Naturel, le Service de Gestion Forestière, le Service de Prévention des Incendies, le Service des Parcs Naturels et le Corps des Agents Ruraux.

Selon le Décret 68/2004, du 20 janvier 2004, qui concerne la structuration et restructuration de plusieurs départements de l'Administration de la Generalitat, celui de la DGMN détient les compétences pour coordonner et planifier les actions en matière de prévention d'incendies de forêt appliquant des mesures de sylviculture préventive. De plus elle organise les campagnes de sensibilisation et de prévention des incendies de forêt, en coordination avec le Département de l'Intérieur, des relations Institutionnelles et participation, compétent en matière de lutte, en organisant et en soutenant les unités de volontaires forestiers et les groupements de défense forestière.

Le SGF est structuré en sections incluant plusieurs fonctions rattachées à la prévention des incendies comme la gestion de forêts privées, les Plans d'Actions Forestière et le Boisement. La section de gestion des forêts privées<sup>42</sup> fait le suivi des aides pour la prévention des incendies relatives aux forêts de gestion privée<sup>43</sup> en drainant les subventions pour la gestion forestière soutenable et d'actions relatives à la mise en valeur du potentiel forestier et de la prévention incendie<sup>44</sup>.

La Section des Plans d'actions forestières et de pâturages, selon le décret 181/2002, a comme fonction la rédaction des PPI, des PPP, les projets exécutifs dérivés de ceux-ci et s'assure de leur bonne exécution. La Section de boisement, selon ce même décret, étudie les équipements préventifs contre les incendies de forêt dans les projets de reforestation et effectue le suivi, dans les zones incendiées, des reforestations des forêts qui sont gérées par le Département.

---

<sup>41</sup> Selon le décret 421/2006, du 26 novembre 2006, de création, dénomination et détermination du domaine de compétence des départements de l'Administration de la Generalitat de Catalunya.

<sup>42</sup> Selon le décret 181/2002.

<sup>43</sup> Les bénéficiaires de ces aides peuvent être les mairies, les ADF et les propriétaires forestiers privés.

<sup>44</sup> Installation de nouveaux points d'eau et de lignes de défense contre les incendies.

Le Service de Prévention d'Incendies, est organisé en deux sections, la section d'Inspection et la section de Prévention d'Incendies de forêt. La première section fait le suivi des actions des volontaires forestiers de prévention des incendies, élabore des rapports, des mémoires et des statistiques sur les actions réalisées et s'occupe de la logistique des équipements. C'est elle qui élabore la carte du risque quotidien d'incendie et la carte du Plan Alpha. La deuxième section, celle de la Prévention d'Incendies de forêt s'assure de la cohérence des plans d'action et les plans de services d'infrastructure préventive, avec le Plan de protection civile d'urgence des incendies de forêt en Catalogne. Puis il élabore le catalogue et les dispositions auxquelles les zones de risque doivent être sujettes et définit les signalisations à établir dans ces zones. Elle gère aussi les aides des ADF et instruit, rédige et met à jour toutes les données et les rapports sur les points d'eau, les statistiques d'incendies, la cartographie des zones brûlées. Enfin elle s'occupe d'approuver les PPMI.

Le Service des Parcs Naturels est le service qui centralise les compétences en matière de gestion des espaces naturels protégés. Concernant la prévention d'incendies, il participe à l'exécution de projets de prévention d'incendies au moyen d'investissements directs, autres aides de financement.

Le Corps d'Agents Ruraux a des fonctions<sup>45</sup> générales de prévention, surveillance, détection et investigation des causes d'incendies de forêt ainsi que des fonctions opérationnelles en aidant à la lutte.

### **Le Centre de la Propriété Forestière**

Le Centre de la Propriété Forestière est un organisme doté d'une autonomie organisationnelle, économique et financière, même s'il est rattaché au DMAH. Il a pour finalité d'intégrer les différentes compétences ayant une incidence dans les forêts privées (loi 7/1999). Il participe à la gestion des terrains forestiers et, par conséquent, à la prévention des incendies par l'approbation des Plans techniques de gestion et d'amélioration forestière et des Plans simples de gestion forestière des propriétés privées.

### **Le Département de l'Intérieur, des Relations Institutionnelles et Participation**

Les pompiers du GRoupe d'Appui aux actions Forestières (GRAF) qui est le groupe de pompiers spécialisés dans l'extinction des feux de forêts et qui dispose de compétences en matière d'utilisation du feu technique qu'ils utilisent à titre préventif, depuis le décret 312/2006.

---

<sup>45</sup> Selon la loi 17/2003 et le décret 266/2007.

Le GRAF travaille avec deux objectifs généraux. Le premier est lié à la prévention. Concrètement le GRAF programme les brûlages dirigés ayant parfois pour objectifs supplémentaires de préparer le terrain pour améliorer les conditions de lutte. Le deuxième est lié à l'identification des causes des incendies qui affectent les massifs de Catalogne et à l'identification des points critiques relatifs aux comportements différents des incendies.

Pendant l'année 2007 et une partie de l'année 2008 le GRAF, avec d'autres partenaires, a été choisi pour mettre en place un projet de coopération à travers l'INTERREG III-B, le SUDOE (Sud-Ouest Européen), entre l'Espagne et le Portugal. Un des objectifs du projet était la gestion du patrimoine naturel et la promotion de l'environnement. Dans ce contexte, le GRAF a participé au projet BDINTERSOE, qui abordait les brûlages dirigés comme un outil au service de la lutte contre les incendies, du pastoralisme et des gestionnaires des espaces naturels<sup>46</sup>.<sup>19</sup>

## **La Diputació de Girona**

C'est une administration régionale qui, bien que n'ayant pas de compétence particulière en matière de prévention et de lutte contre les incendies de forêt, participe activement au financement et au subventionnement des mesures et des moyens de prévention. La majeure partie des aides se font à travers des subventions aux ADF, en finançant des patrouilles, et aux municipalités en les aidant pour l'élaboration des PPI et le maintien des infrastructures déjà existantes, les investissements directs restant minoritaires.

## **Le Conseil Comarcal de l'Alt Empordà**

Le Conseil Comarcal est formé à partir des élus locaux des communes qui sont regroupées dans la Comarca. Dotée de compétences par le Parlement de Catalogne, la comarca est de la taille d'une petite région. C'est généralement une unité géographique et historique, un territoire de vie en commun traditionnel en Catalogne, qui génère des relations humaines et économiques relativement structurées ainsi qu'un sentiment d'appartenance. Sans fonction en France, l'équivalent en Catalogne Nord sont les régions traditionnelles du Vallespir, de la Cerdagne, du Conflent ou du Roussillon. En Catalogne, sa compétence en matière de prévention est de diriger l'élaboration des PAU dont doivent disposer toutes les municipalités. Sur l'Albera, le Conseil Comarcal de l'Alt Empordà appuie systématiquement la réalisation de ces plans et tisse de nombreux liens avec les collectivités territoriales du versant nord.

---

<sup>46</sup> Lien internet: [http://www.interreg-sudoe.org/francais/proyectos/approved\\_proyecto\\_ficha.asp?ID\\_Proyecto=91](http://www.interreg-sudoe.org/francais/proyectos/approved_proyecto_ficha.asp?ID_Proyecto=91)

## **Les conseils municipaux**

Ils ont de nombreuses responsabilités, y compris celles liées à la prévention en déterminant les urbanisations, les bâtiments résidentiels et les établissements affectés par la Loi 5/2003 relative à la prévention des incendies. Ils transmettent les informations les concernant à la DMAH. Ils doivent aussi mettre en œuvre des franges de protection débroussaillées d'une profondeur de 25 m, dans le cas où aucun organisme de gestion de l'urbanisation n'est mis en place. Ils reçoivent pour cela des subventions de la Diputació de Girona, de la DMAH ou du CCAE.

## **Les propriétaires privés**

Les propriétaires de domaines forestiers peuvent être bénéficiaires de subventions pour la mise en œuvre des travaux forestiers sylvicoles qui peuvent se révéler utiles pour prévenir et lutter contre les incendies de forêt.

## **Les Unités de Volontaires forestiers**

Créés par l'ordonnance du 10 Juin 1988, elles sont constituées de bénévoles qui réalisent des tâches d'aide à la prévention des incendies et de préservation du patrimoine naturel de la Catalogne. Elles peuvent agir sur l'ensemble du territoire de la Catalogne, tout au long de l'année, et en particulier en période de risque accru d'incendie de forêt. Leur activité est volontaire et s'organise par groupes de trois à sept personnes agissant toujours sous la direction directe d'un Agent Rural du CAR. Ces unités s'investissent dans la surveillance, l'action, la protection, la connaissance des réglementations en vigueur, sensibilisent et informent les populations et effectuent des tâches de débroussaillage et de reboisement.

Sur le territoire du PRINCALB aucune unité de volontaires forestiers n'est constituée à ce jour.

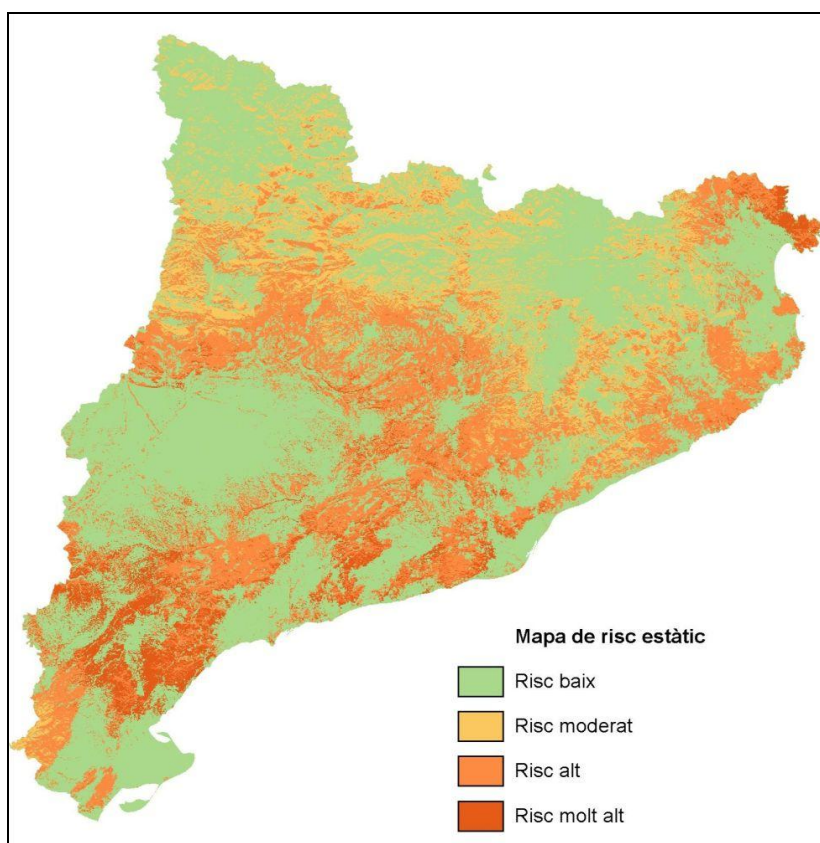
## Les cartes

### La carte de l'aléa

La carte de « risc estàtic » (de risque statique), que nous avons déjà évoquée, est une cartographie de l'aléa « incendie de forêt » qui caractérise le territoire à partir d'indicateurs d'occurrence et d'intensité. Elle intègre les deux facteurs qui contribuent au danger d'incendie de forêt : le danger d'ignition et le danger de propagation. Le calcul de la carte de « risc estàtic » est défini à partir de la carte des modèles d'inflammabilité et de modèles de combustible, de la carte de déficit hydrique annuel, des séries météorologiques des périodes 1980-2001 et du Modèle d'élévations du terrain ou Modèle Numérique de Terrain.

#### Carte du risque statique en Catalogne

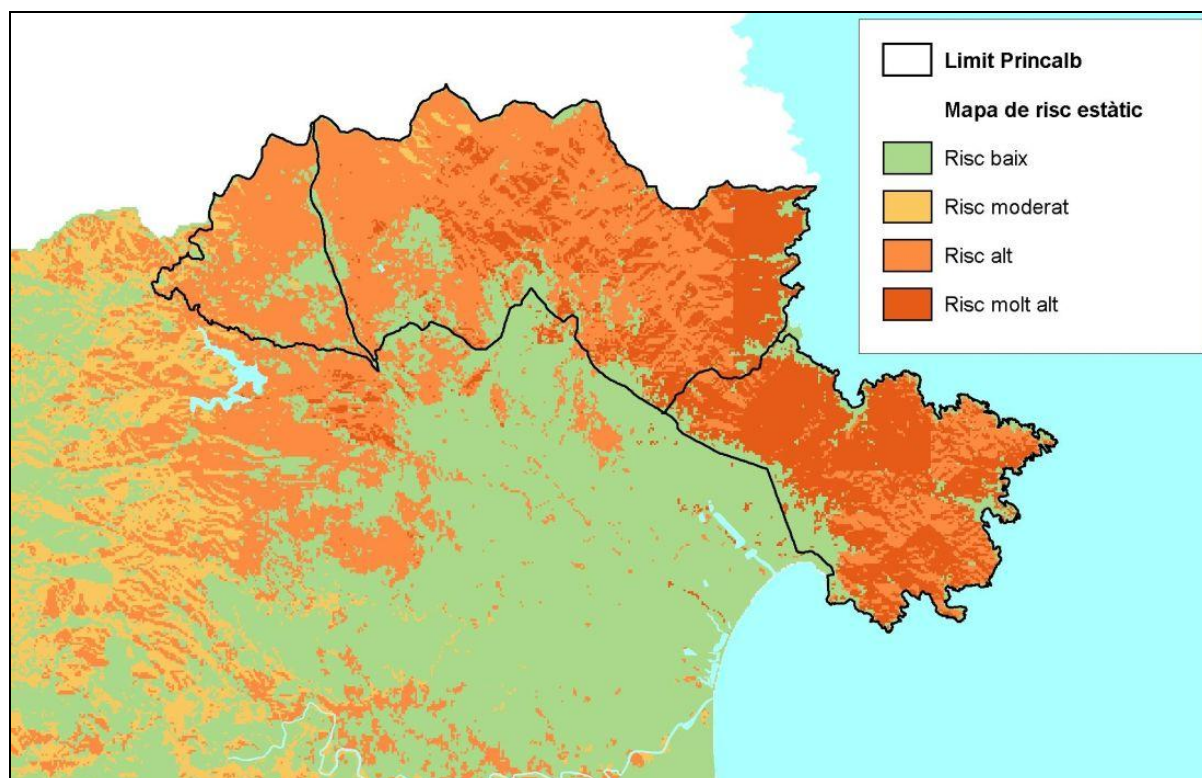
Source: Document d'equivalences PRINCALB



La cartographie résultante est une carte d'aléa sous format raster d'une résolution de 100 x 100 mètres et comprenant 4 niveaux, faible, modéré, élevé et très élevé. Le croisement des données permet d'afficher la variabilité du risque incendie à l'échelle de la Catalogne, mais elle n'est pas utilisée dans la planification des équipements de protection à

l'échelle du massif. Les secteurs d'aménagement prioritaires sont définis à dire d'experts en prenant en compte d'autres facteurs comme l'historique des incendies passés et l'analyse de leur développement ; c'est l'équivalent de la cellule REX dans les Pyrénées-Orientales.

Carte du risque statique du territoire PRINCALB:



Source: Document d'équivalences PRINCALB

### La carte du risque journalier

La carte journalière du risque d'incendie de forêt<sup>47</sup> est une carte qui résulte du système d'évaluation de l'évolution du risque d'incendie de forêt. Elle est réalisée par le Service de Prévention d'Incendies de Forêt de la Generalitat. Le risque est actualisé chaque jour et peut être consulté sur internet toute l'année<sup>48</sup>. Les indices sont calculés individuellement et mis en commun. Ces indices permettant d'évaluer le risque quotidien sont la mesure du taux d'humidité des combustibles fins, la prise en compte du risque météorologique, la prise en compte de l'information historique des incendies passés, les situations météorologiques des dernières années et suivi de patrons météorologiques

<sup>47</sup> Consultable sur: [http://mediambient.gencat.net/cat/el\\_medi/incendis/mapa\\_risc.jsp](http://mediambient.gencat.net/cat/el_medi/incendis/mapa_risc.jsp)

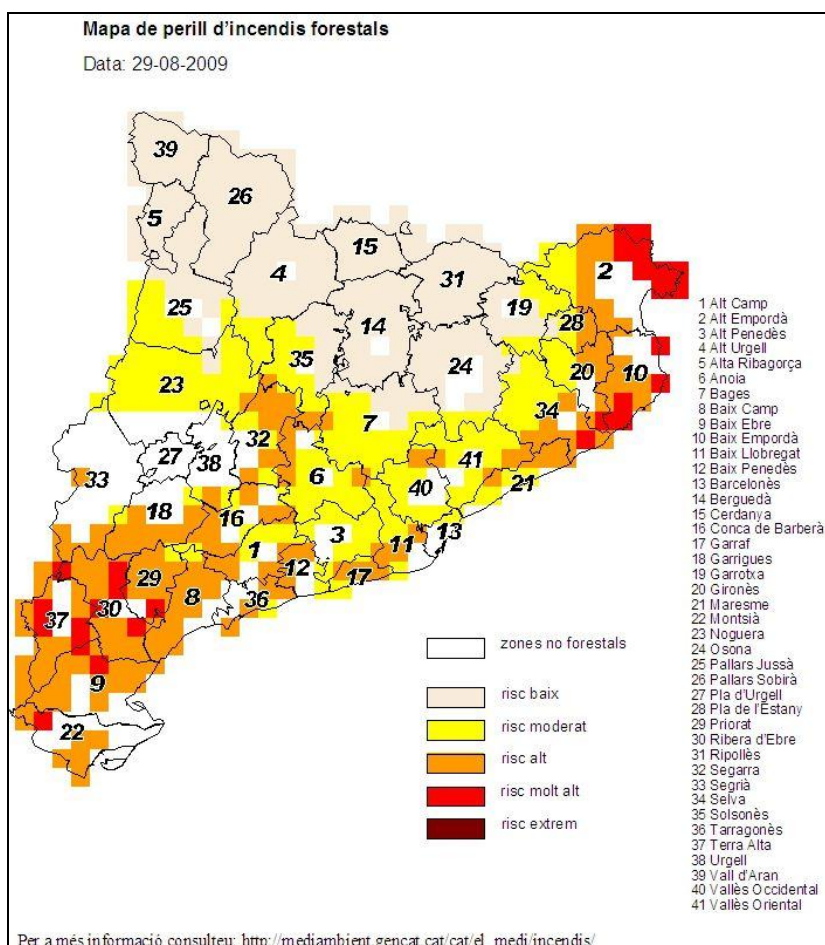
<sup>48</sup> Résolution 7,5 x 7,5 km, le calcul étant effectué pour toute la Catalogne.



synoptiques et les cartes statiques de modèles de combustible, d'inflammabilité et d'altimétrie.

Exemple de carte journalière du risque incendie de forêt en Catalogne

Source: Document d'équivalences PRINCALB



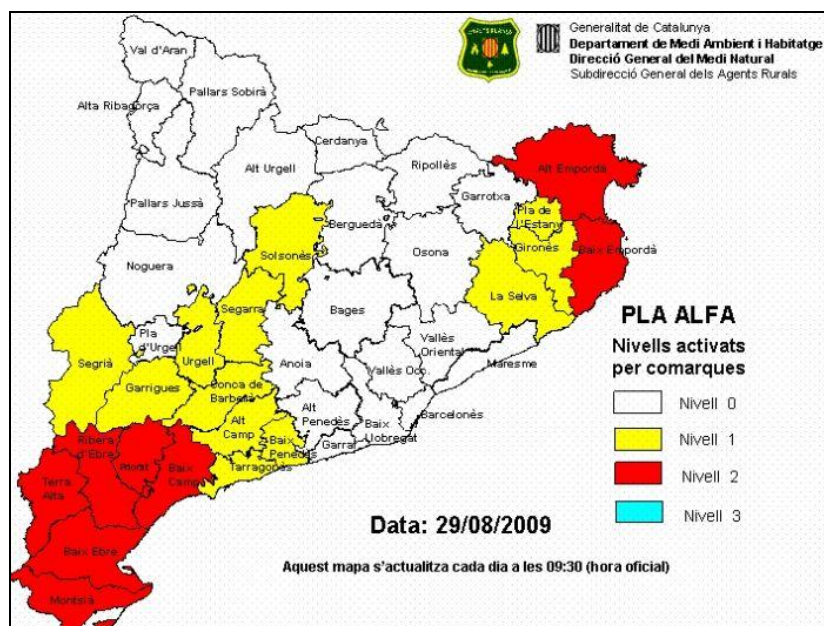
Un plan opérationnel établi par la Direction Générale du Milieu Naturel, le plan Alfa<sup>49</sup> permet de définir les actions de surveillance et de prévention d'incendies de forêt déployés sur le territoire. Il présente une carte de niveau d'alerte mise à jour quotidiennement, que l'on peut consulter sur internet. L'activation du Plan Alfa donne la carte de risque quotidien spécifique pour chaque région de Catalogne. Il y a 4 niveaux opérationnels : 0, 1, 2 et 3, et chaque niveau entraîne un degré de mobilisation des effectifs de la DGMN. Le niveau 0 n'entraîne pas de vigilance particulière, le niveau 1 qui correspond au risque modéré entraîne la surveillance des fumées suspectes. En cas de niveau 2 et 3 qui correspondent au risque élevé et extrême, ils entraînent aussi les phases de pré-alerte et d'alerte du plan INFOCAT, qui implique des moyens du Département de l'Intérieur, Relations Institutionnelles et Participation de la Generalitat. Le niveau 3 implique la fermeture des massifs forestiers.

<sup>49</sup> Consultable sur: [http://www.gencat.cat/mediamb/incendis/graf/pla\\_alfa.gif](http://www.gencat.cat/mediamb/incendis/graf/pla_alfa.gif)

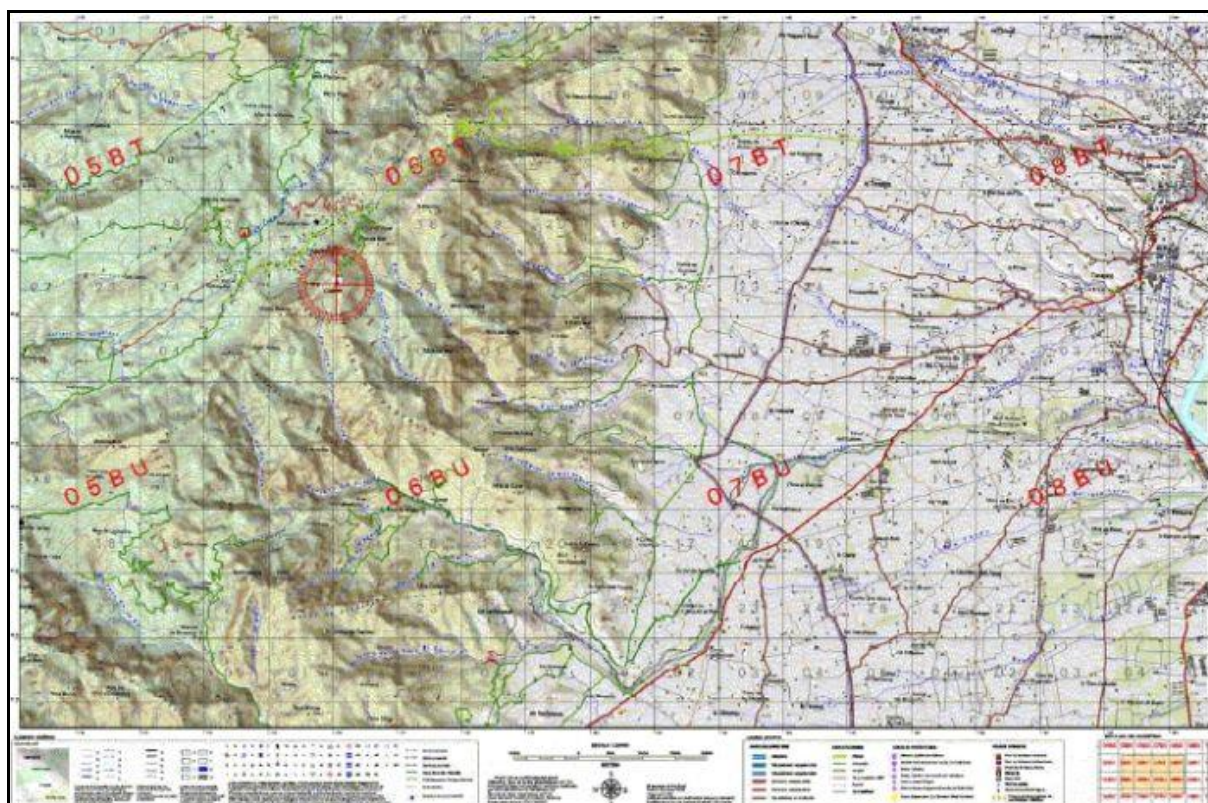


### Exemple de carte d'activation du Plan ALFA:

Source: Documents d'équivalences PRINCALB



### La Cartographie Opérationnelle d'urgence



### Exemple de COE





Source: Document d'équivalences PRINCALB

La Cartographie Opérationnelle d'Urgence a été conçue spécifiquement pour les interventions d'urgence et plus particulièrement pour la lutte contre les incendies de forêt. Elle se présente à l'échelle 1/25 000e et elle est réglementée selon le plan INFOCAT. La COE contient des informations pertinentes pour les interventions d'extinction telles que le réseau routier, les points d'eau, les bandes débroussaillées, etc. Elle est élaborée et mise à jour par la Direction Générale des Urgences et de la Sécurité Civile de la Generalitat de Catalunya à partir des cartes de l'Institut Cartographique de la Catalogne. Elle est complétée par des informations extraites des relevés de terrain et de la connaissance du territoire.

### Le réseau routier

La classification en réseau de piste est définie par le plan INFOCAT. Elle est basée principalement sur les critères de largeur de pistes et de possibilité ou non de croisement des camions de lutte type BRP (Bombardier Rural Lourd). La symbologie graphique suivante est utilisée dans la Cartographie Opérationnelle d'Urgence; elle représente l'état actuel du réseau routier.

Caractéristiques et sémiologie graphique des pistes selon le plan INFOCAT

Type de voie	Sémiologie graphique	Caractéristiques
Piste principale		Largeur de 5 m ou plus. 2 BRP peuvent se croiser. Elle permet des déplacements rapides entre les extrémités du PPP et le premier accès aux logements, aux noyaux urbains et aux zones stratégiques pour la lutte, fixées prioritairement par les PPP de PPI.
Piste secondaire		Largeur de 3 à 5 m avec surlargeur tous les 100/150 m, permettant le croisement de 2 BRP. Elle permet un accès à des infrastructures de prévention secondaire et permet l'accès aux lotissements et aux villages.
Piste Tertiaire		Ne permet pas le croisement de 2 BRP
Piste non accessible aux BRP		Piste non accessible aux BRP

## Les points d'eau

Les points d'eau sont recensés dans la base de données du Service de Prévention des Incendies. Cette dernière est la plus exhaustive possible et est intégrée dans la Cartographie Opérationnelle d'Urgence.

La capacité et les caractéristiques des points d'eau dédiés à la lutte contre les incendies peuvent être différentes, mais dans la majorité des cas ils sont circulaires, à ciel découvert, avec 120 m<sup>3</sup> de capacité et rendus accessibles à la fois aux hélicoptères et aux BRP. Pour ce faire, les points d'eau sont généralement dotés de bouches d'incendie avec des raccords type « Barcelone » de 100mm de diamètre. Outre leurs différences de caractéristiques, les points d'eau peuvent appartenir à différents propriétaires, que nous avons déjà évoqués (IRIP, DMAH, Communes, Association de Défense Forestière (ADF), Province de Gironne ou particuliers).

Le Plan INFOCAT définit les critères minimums dont doivent disposer les points d'eau pour garantir la sécurité des hélicoptères. Ces critères sont obligatoires dans le cadre de la construction de tout nouveau point d'eau. De plus la connexion à des réseaux d'eau naturels pour le remplissage automatique de ces points d'eau est favorisée. La bonne mise aux normes des points d'eau permet d'obtenir des subventions de l'administration.

Il existe trois catégories de points d'eau:

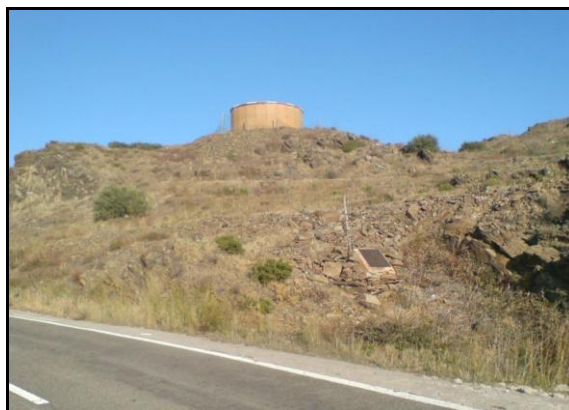
- Les points d'eau naturels.
- Les points d'eau artificiels: ils sont séparés en deux sous-catégories, selon qu'ils sont reliés à un hydrant ou non. Un hydrant est un point d'eau, naturel ou non, utilisé pour permettre l'alimentation en eau. L'accès ou non des Hélicoptères Bombardiers d'Eau aux différents points d'eau subdivise encore chaque catégorie en une sous-catégorie.
- Les autres points d'eau: il s'agit de points d'eau spécialement destinés à l'extinction des incendies de forêt.

Voici quelques exemples de points d'eau:



Point d'eau du Col de Belitres (Portbou): accessible aux hélicoptères et disposant de raccord.

Source: Document d'équivalences PRINCALB



Point d'eau du Puig d'Esquers (commune de Colera)

Source: Document d'équivalences PRINCALB



Point d'eau du Col de Taravaus (Portbou)

Source: Document d'équivalences PRINCALB




## Les aires de combustible

Le Plan INFOCAT définit une représentation graphique pour les aires de baisse de charge de combustible. Celles-ci sont peu utiles dans le cadre de la planification actuelle. Elles supposent que les bandes débroussaillées sont de largeurs égales de part et d'autre de la piste avec deux possibilités : portée de 25 ou de 100m. Le réseau routier, et la représentation graphique qui lui correspond selon son emprise, se superpose à la trame de l'aire de débroussaillage.

Sur le versant Sud, deux familles d'actions existent, celle des aires de sécurité et celle des aires de protection. Pour cette dernière il existe cinq catégories.

- La première et la plus importante est l'Aire Stratégique (AE: Àrea estratègica). Elle influence le comportement de l'incendie en diminuant la vitesse de propagation, la longueur des flammes et en minimisant l'apparition de foyers secondaires pour faciliter l'extinction. Elle est souvent placée à des points critiques relatifs à la topographie (cols, lignes de crêtes, vents dominants importants, etc.) et offrant des opportunités quant aux combustibles.

Représentation graphique des aires de baisse de charge de combustible selon le plan Infocat

Nom	Représentation graphique
Aire de baisse de charge de combustible d'une portée de 25m.	
Aire de baisse de charge de combustible d'une portée de 100m.	
Frange de sécurité	

Aire Stratégique (AE)  
du Col de Panissars,  
exemple du type de  
structure peu  
combustible

Source: Documents d'équivalences  
PRINCALB



- La deuxième est la Frange Auxiliaire Stratégique qui facilite l'attaque des flancs et de la queue du feu au moyen d'un traitement de la végétation directement lié à une ligne de

défense comme les routes, les chemins, les sentiers ou autre. Cette action permet la baisse de l'intensité du front de feu.

- La troisième est l'Aire Complémentaire, qui permet de réduire l'intensité linéaire du front de flamme généré sur une superficie spécifique de l'AE et de la FAE ou réduire la vulnérabilité des zones sensibles. Ces zones sont des lieux stratégiques pour maintenir ou développer une occupation active du territoire.

- La quatrième action est la Frange de Protection, qui permet de réduire le comportement de l'incendie à proximité des zones urbanisées, elle permet aussi d'améliorer la mobilité des services de lutte autour de ces zones et de ralentir la progression d'un incendie.

- La dernière action est la Frange d'Accessibilité qui permet l'accès aux moyens d'extinction terrestres à l'ensemble du réseau routier stratégique, aux bouches d'incendies et aux aires de charges des points d'eau. Elle se situe aussi de part et d'autre du réseau routier stratégique.



Exemple de Frange d'accessibilité (FAT), à faible charge de combustible et d'une aire de sécurité (AS) autour d'un point d'eau accessible au HBE

Source: ONF 11/ 66

Quant aux aires de sécurité, il en existe deux types. La première est l'aire de sécurité (AS), qui doit permettre le refuge des services de lutte pris au piège. Implantées aux abords des points d'eau et des bouches d'incendie, elles peuvent être généralisées aux routes, aux zones planes, aux milieux ouverts et implantées de façon stratégique pour être accessible depuis tous les points du massif. La deuxième action est la frange de mise en sécurité des infrastructures qui permet d'éviter la propagation du feu par contact direct. Elle se situe souvent en bordure de routes, de voies de chemins de fer et aux abords des lignes électriques.



## La signalétique DFCI

### Sur l'usage du feu

De nombreux panneaux interdisant l'usage du feu sont implantés sur le territoire.

Panneau interdisant l'usage du feu

Source: Documents d'équivalences PRINCALB



### Les points d'eau

Actuellement la majorité des points d'eau n'est pas signalée sur le terrain, certains disposent uniquement de panneaux interdisant la baignade.

Signalisation d'un point d'eau pour les moyens aériens:

Source: Document d'équivalences PRINCALB



Un document de normalisation des points d'eau est en cours d'élaboration, il synthétisera les spécifications techniques devant être respectées lors de la mise en œuvre

des nouveaux points d'eau : il s'agira notamment de l'incorporation de la signalisation des points d'eau à l'attention des moyens aériens et terrestres et du public. Pour être bien visible par les hélicoptères, les bords du point d'eau doivent être peints de rayures rouges et blanches.

Pour les moyens terrestres, l'affichage des panneaux est en cours de réalisation. Ils reprennent le symbole des points d'eau de la Cartographie Opérationnelle d'Urgence selon le Plan InfoCat, la codification des Point d'eau, ici PA-33251 et la distance qu'il reste pour arriver au point d'eau, ici 150 mètres.

Source: Documents d'équivalences  
PRINCALB



Les points d'eau sont dotés de panneaux d'informations pour le public indiquant que le dispositif est prévu pour l'extinction des incendies, interdisant de se baigner et mentionnant le risque de glissade.

Panneaux d'informations  
à l'attention du grand  
public

Source: Documents d'équivalences  
PRINCALB





## La régulation des accès aux massifs

Les principaux accès au massif sont dotés d'une signalisation spécifique qui est rendue visible lorsque l'accès au massif est interdit en cas de risque élevé d'incendie de forêt. Cette restriction est adoptée quand une comarca atteint le niveau 3 du plan Alfa. En général, en plus de ces panneaux de signalétique visibles, une patrouille spéciale est activée de façon à s'assurer du bon respect de la réglementation.

Exemple de panneau escamotable interdisant l'accès au massif.

Source: Documents d'équivalences PRINCALB



Majoritairement située dans les forêts publiques, une signalétique similaire permanente est affichée pour interdire l'accès motorisé dans le milieu naturel ainsi que la fermeture des barrières de façon à fermer les voies sans affecter les effectifs humains de la DGMN. L'ensemble des barrières est doté de cadenas normalisés. Leur ouverture est donc rendue possible aux pompiers, aux ADF et aux gestionnaires des forêts qui détiennent la clef. De cette manière il est possible de restreindre temporairement le passage de véhicules n'étant pas issus des services de protection de la forêt ou de gestion du territoire.

Exemple de barrière et de signalisation permanente dans les forêts publiques

Source: Documents d'équivalences PRINCALB





## La sensibilisation

Divers supports qui ont pour vocation d'informer et de sensibiliser le public sur le patrimoine naturel et historique des forêts sont visibles dans les forêts catalanes.

Certains comme celui situé au col de Frare, entre les communes de Colera et Portbou, explique les divers aspects et conséquences des incendies de forêt; ils mentionnent aussi l'interdiction de faire usage du feu.

Source: Documents d'équivalences PRINCALB



## 2.3. La prévention sur le versant nord

### La législation et la réglementation

#### a) Au niveau de l'État

##### La réglementation

Au niveau de l'État trois lois majeures ont été votées.

La première est la Loi d'Orientation forestière n°2001-602 du 9 juillet 2001, qui modifie et complète la partie réglementaire du Code Forestier consacrée à la défense et lutte contre les incendies<sup>50</sup>. On note des précisions en matière de création de servitude pour l'aménagement des voies de défense des forêts contre l'incendie, de mise en place des Plans de protection des forêts contre les incendies, de brûlage dirigé et de débroussaillage obligatoire autour des habitations<sup>51</sup>.

La deuxième loi est la Loi n° 2003-1311 du 30 décembre 2003 et son article 128<sup>52</sup>. Elle stipule que le fonds de prévention des risques naturels majeurs mentionné à l'article L.561-3 du code de l'environnement<sup>53</sup> peut contribuer au financement d'études et travaux de prévention ou de protection contre les risques naturels dont les collectivités territoriales ou leurs groupements assurent la maîtrise d'ouvrage, dans les communes couvertes par un plan de prévention des risques prescrit ou approuvé. Le taux maximum d'intervention est fixé à 50 % pour les études, à 40 % pour les travaux de prévention et à 25 % pour les travaux de protection.

---

<sup>50</sup> Consultable sur: <http://www.ofme.org/affdoc.php3?ID=65>

<sup>51</sup> Décret d'application n° 2002-679 du 29 avril 2002 relatif à la défense et à la lutte contre l'incendie et modifiant le code forestier.

<sup>52</sup> Consultable sur:  
<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=LEGITEXT000005754523&dateTexte=20100923>

<sup>53</sup> Consultable sur:  
[http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=4146121D2D96D1DD616EC3D881ABA3FB.tpdjo15v\\_1?cidTexte=LEGITEXT000006074220&idArticle=LEGIARTI000006834567&dateTexte=&categorieLien=cid](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=4146121D2D96D1DD616EC3D881ABA3FB.tpdjo15v_1?cidTexte=LEGITEXT000006074220&idArticle=LEGIARTI000006834567&dateTexte=&categorieLien=cid)

La dernière est la Loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile<sup>54</sup> qui a pour objet la prévention des risques de toute nature, l'information et l'alerte des populations ainsi que la protection des personnes, des biens et de l'environnement contre les accidents, les sinistres et les catastrophes par la préparation et la mise en œuvre de mesures et de moyens appropriés relevant de l'Etat, des collectivités territoriales et autres personnes publiques ou privées. L'Etat évalue en permanence la préparation aux risques et veille à la mise en œuvre des mesures d'information et d'alerte des populations.

## **Les plans de prévention**

Le code forestier définit les bois situés dans les régions particulièrement exposées aux incendies de forêts, les mesures d'aménagement, d'équipement et de lutte ainsi que les mesures de prévention et la sanction pénale. La zone d'application retenue dans la réglementation prend en compte la totalité des zones forestières et assimilées auxquelles une zone d'interface de 200 m a été attribuée.

L'article R321-15 du code forestier, modifié par le décret n°2006-871 du 12 juillet 2006, instaure l'élaboration de Plans Départementaux de Protection des Forêts Contre l'Incendie (PDPFCI), commentés au point suivant. Ils sont établis en application de l'article L. 321-6 ayant pour objectif la diminution du nombre d'éclosions de feux de forêts et des superficies brûlées ainsi que la prévention des conséquences des incendies sur les personnes, les biens, les activités économiques et sociales et les milieux naturels.

Le PDPFCI est ensuite décliné sur l'ensemble des massifs du département des Pyrénées-Orientales, dont le massif de l'Albera, sous la forme de Plans d'Aménagement des Forêts contre les Incendies faisant chacun l'objet de dispositions particulières.

## **b) Au niveau préfectoral**

### **La réglementation**

Elle est adaptée aux spécificités du département des Pyrénées-Orientales par l'arrêté préfectoral permanent du 14 avril 2008, relatif aux mesures de prévention des incendies de forêts et milieux naturels applicables sur le territoire des communes du département des Pyrénées-Orientales. Celui-ci définit plus particulièrement le périmètre d'application de la

---

<sup>54</sup> Consultable sur:

[http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=4146121D2D96D1DD616EC3D881ABA3FB.tpdjo15v\\_1?cidTexte=LEGITEXT000006074220&idArticle=LEGIARTI000006834567&dateTexte=&categorieLien=cid](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=4146121D2D96D1DD616EC3D881ABA3FB.tpdjo15v_1?cidTexte=LEGITEXT000006074220&idArticle=LEGIARTI000006834567&dateTexte=&categorieLien=cid)

réglementation relative à la prévention des incendies de forêt, les modalités en matière d'emploi du feu et les obligations légales de débroussaillage.

Il est complété par d'autres arrêtés préfectoraux comme l'arrêté préfectoral n° 2001-2903 du 20 août 2001, relatif aux mesures de protection contre les risques d'incendie et les risques naturels prévisibles dans les terrains de camping, imposant le débroussaillage d'une profondeur de 50 m au delà de l'assiette du terrain de camping; l'arrêté préfectoral n° 2346 du 6 juillet 2007 régit la pénétration et la circulation dans les massifs forestiers ainsi que l'usage de certains appareils et matériels; l'arrêté préfectoral n° 3027/2008 du 17 juillet 2008 autorise l'implantation de certaines places à feu sur le territoire des communes des Pyrénées-Orientales relevant du Code Forestier<sup>55</sup>.

### **Les plans de prévention**

Divers plans de prévention existent à plusieurs échelles. Les premiers en vigueur à l'échelle départementale sont les Plans Départementaux de Protection des Forêts Contre les Incendies. Face au risque feu de forêt, l'État et les collectivités territoriales ont un rôle de prévention, qui se traduit notamment par des actions d'information et de sensibilisation préventive, par une politique départementale de protection des massifs, traduite par ces plans. Elles ont été instaurées par le Règlement communautaire n° 2158/92 du 23 juillet 1992 pour les régions à risque telles que le Languedoc-Roussillon.

Le PDPFCI a pour objectif de réduire le nombre d'éclosion de feux de forêt ainsi que de diminuer les surfaces brûlées. Le contenu de ces plans repose sur l'expertise du risque. Ils décrivent les objectifs à atteindre et les moyens juridiques et techniques afin de les obtenir sont le traitement prioritaire des facteurs aggravants du risque et la sélection d'outils de prévention et de lutte adaptés aux enjeux à défendre. Pour cela, les PDPFCI se composent d'un rapport de présentation qui fait état des lieux de la situation (évaluation des stratégies, cohérence, description et évaluation des dispositifs, bilan et analyse des incendies passés), d'un document d'orientation (plan d'action par massif et objectifs prioritaires) et de documents graphiques composés de différentes cartes.

Depuis 2002, les mesures, les opérations d'investissements DFCI ou les actions forestières à caractère de protection contre les incendies doivent s'inscrire dans le cadre d'un PDPFCI pour être éligibles à des aides de l'État, du Conseil Général et de l'Union Européenne. Le PDPFCI du Département des Pyrénées Orientales a été arrêté pour une période allant de 2006 à 2012<sup>56</sup>.

---

<sup>55</sup> Les arrêtés préfectoraux sont consultables sur: [http://www.risque-incendie.com/emploi\\_feu/textes.php](http://www.risque-incendie.com/emploi_feu/textes.php)

<sup>56</sup> Consultable sur: [http://www.risque-incendie.com/risque/plan\\_departemental.php](http://www.risque-incendie.com/risque/plan_departemental.php)



À une échelle plus réduite on trouve les Plans d'Aménagement de la Forêt contre l'Incendie (PAFI), ce sont des PDPFCI mais traduits au niveau local par des plans intercommunaux. Dans les Pyrénées-Orientales, ils ont été élaborés à l'échelle de chaque massif forestier. Le PAFI, en concertation avec les différents acteurs, définit des actions concrètes en fonctions des carences en matière d'aménagement et d'équipement DFCI, comme la création ou l'aménagement de pistes, l'implantation d'une citerne ou la création de coupures stratégique prioritaires. Le respect des orientations du PAFI constitue une garantie vis-à-vis des financeurs de la DFCI, car seules les actions définies dans le PAFI peuvent être subventionnées.

Au niveau des communes il y a les Plans de Prévention des Risques, où sont inscrits tous les risques naturels ou technologiques. Les conditions d'élaboration et d'approbation des PPR sont définies par Loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative à la protection de l'environnement et par le décret n°2005-3 du 4 janvier 2005 modifiant le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles. Un des risques cartographiés est celui des incendies. On appelle ce plan un PPR d'incendie de forêt (PPRif).

Le calcul de l'aléa définit les dangers potentiels inscrits dans le PPRif. Les constructions et installations à l'intérieur ou en limite de massifs forestiers sont un facteur important d'augmentation du risque d'incendie. Leur présence est toujours corrélée à une multiplication des éclosions de feu et à un accroissement du risque subi par la population. En outre, leur développement, notamment sous forme d'habitat diffus, augmente et disperse les personnes et les biens exposés au feu et rend ainsi la lutte plus difficile.

La maîtrise de ce phénomène est un enjeu essentiel de la politique de prévention des incendies de forêt et doit répondre à l'interdiction des implantations humaines nouvelles dans les zones les plus dangereuses où, quels que soient les aménagements, la sécurité des personnes ne pourrait être garantie. Cela amène l'interdiction des habitations diffuses et le contrôle des autres implantations dans les autres zones boisées, la prescription des mesures de prévention adaptées au risque dans les autres secteurs exposés où des mesures d'interdiction ne se justifient pas et, pour finir, la délimitation des zones de protection entre les implantations existantes ou futures et les massifs forestiers. Actuellement beaucoup de problèmes se posent lors de la mise en place de ces PPRif.

Un autre plan, lié au PPR et au PPRif car il est obligatoire dans les communes qui y sont soumis, est le Plan Communal de Sauvegarde. Il regroupe l'ensemble des documents de compétence communale contribuant à l'information préventive et à la protection de la population. Il détermine en fonction des risques connus les mesures immédiates de sauvegarde et de protection des personnes, il fixe aussi l'organisation nécessaire à la

diffusion de l'alerte et des consignes de sécurité, il recense les moyens disponibles et enfin définit la mise en œuvre des mesures d'accompagnement et de soutien de la population. Il est arrêté par le maire de la commune. La mise en œuvre du plan communal ou intercommunal de sauvegarde relève de chaque maire sur le territoire de sa commune.

## **Les structures compétentes en matière de DFCI**

### **Les financements**

Les conditions ou critères d'éligibilité dépendent de l'objet des financements (protection des biens et des personnes ou du massif). Les bénéficiaires peuvent être les propriétaires des fonds, soit les propriétaires privés ainsi que leurs groupements, les collectivités territoriales et leurs groupements propriétaires de forêt, ou l'Office National des Forêts pour les forêts domaniales.

#### **L'État français**

En matière de prévention des Incendies de forêt, deux ministères interviennent: le Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche sur la prévention du feu et le Ministère de l'Écologie, de l'Énergie du Développement Durable et de la Mer sur les risques naturels et l'urbanisme. Ils interviennent à travers la Délégation pour la Protection de la Forêt Méditerranéenne qui gère les crédits<sup>57</sup> du Conservatoire de la Forêt Méditerranéenne ainsi que l'Entente interdépartementale qui harmonise la communication, l'information et la sensibilisation, la formation et la recherche en matière de DFCI à l'échelle des 15 départements de la Zone de Défense Sud. Ils sont tous sous la tutelle du Préfet de zone.

#### **La Région Languedoc Roussillon:**

Elle contribue à la DFCI à travers des crédits spécifiques pour le financement de coupures ainsi qu'à la réhabilitation de subéraies (peuplements forestiers dominés par le chêne-liège).

#### **Le Conseil Général des Pyrénées-Orientales (CG66)**

---

<sup>57</sup> Ils sont régis par la circulaire "DGFAR/SDFB/C2007-5040" du 2 juillet 2007. Ces crédits du ministère de l'agriculture sont programmés par le préfet de la zone de défense Sud qui gère les crédits d'État en matière de financement des programmes de prévention des incendies de forêt. Disponibles depuis Décembre 1986 les financements sont attribués à une grande variété d'actions dans les 15 départements de l'arc Méditerranéen français, situés dans 5 régions: Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes, Corse et Languedoc-Roussillon. Ce financement est fait conjointement avec les collectivités territoriales et locales : Conseil Général, Conseil Régional, les communes et EPCI.

Il participe au financement de la mise en place et de l'entretien d'équipements d'aide à la lutte de type pistes, points d'eau et coupures. De plus, selon un plan quinquennal, il entretient et organise les débroussailllements en bord de voiries.

### **Les Établissements Publics de Coopération Intercommunale**

Dans le cadre du transfert de compétences des communes vers les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale, la gestion des aménagements de « Protection des Forêts Contre l'Incendie » peut donc relever des SIVU, SIVOM<sup>58</sup> ou des Communautés de communes : c'est le cas pour le SIVU des Alberes qui intègre les communes de Maureillas las Illas, Le Boulou, L'Albère, Les Cluses, Le Perthus, Villelongue dels-Monts, Laroque des Alberes, Sorède, Argelès-sur-Mer et Collioure.

### **Les communes**

Normalement, les communes détiennent de nombreuses compétences en matière de prévention. Elles doivent gérer l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme et prendre en compte le risque d'incendie, contrôler l'application de la réglementation et mettre en place et entretenir les équipements d'aide à la lutte de leur territoire. Sur le massif de l'Albera, les communes de Cerdère, Banyuls-sur-Mer et Port-Vendres ont conservé leur compétences en matière de DFCI.

## **L'expertise**

### **La Préfecture des Pyrénées-Orientales**

Le Préfet des Pyrénées-Orientales a à sa disposition plusieurs services qui mettent en place la politique de prévention. L'un d'eux, le Service Interministériel de Défense et de Protection Civile met en place le dispositif de prévision et s'assure de la bonne information préventive grâce au Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM66). L'autre est la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Pyrénées-Orientales qui définit et affiche le risque, élabore des documents de planification, contrôle l'application de la réglementation en matière de débroussaillage obligatoire, prend en compte le risque incendie dans l'aménagement du territoire, s'assure de la mise à jour de la cartographie opérationnelle DFCI, instruit la base de données "Prométhée" et sensibilise le public.

---

<sup>58</sup> Les SIVU et SIVOM sont des regroupements de communes, à vocation unique ou à vocation multiple, qui gèrent les compétences déléguées à la place des communes.



### **Le Service Départemental d'Incendie et de Secours**

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours n'intervient pas qu'au niveau de la lutte. Il est aussi un acteur important de la prévention. Pour cela il participe au procédé « Hydrolème », qui est un suivi automatique du stress hydrique des végétaux, actuellement en phase de test sur onze sites du département. De plus il intervient dans le cadre de la Cellule REX (Retour d' Expériences, développé infra) et il délivre des avis et des préconisations sur les permis de construire relatifs aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement<sup>59</sup>.

### **L'Office National des Forêts**

L'ONF est un Etablissement public à caractère industriel et commercial qui a pour mission la gestion des forêts publiques ainsi que la réalisation de missions d'intérêt général pour le compte de l'État. L'ONF effectue également des prestations de services relatives à la gestion des espaces naturels, à l'aménagement du territoire et, plus généralement, à l'environnement.

Il fait partie du réseau de sensibilisation, d'information et d'éducation des populations sur le risque d'incendie de forêt. Il contrôle le respect des obligations réglementaires de débroussaillage à travers ses agents qui ont une fonction de police judiciaire portant sur l'application et le respect du code forestier. Il participe à la mise en œuvre du réseau hydrique à travers le contrôle du stress hydrique de la végétation au niveau zonal dans onze départements de l'arc méditerranéen, comprenant deux sites de prélèvement dans les Pyrénées-Orientales dont un à Montesquieu. Ce contrôle émis chaque semaine durant la période estivale permet de connaître l'état d'évolution de la sécheresse des végétaux.

### **Le Syndicat des Propriétaires Forestiers Sylviculteurs**

Il participe à l'élaboration d'une méthodologie de Calcul de l'Aléa Feu de Forêt adapté au département des Pyrénées-Orientales. Il participe activement aussi à la Cellule Retour d'Expérience et conseille les propriétaires forestiers en matière de DFCI dans le cadre de la réalisation des Plans Simples de Gestion.

### **Le Centre Régional de la Propriété Forestière**

Il apporte des conseils aux propriétaires forestiers en matière de DFCI dans le cadre de la réalisation des Plans Simples de Gestion.

---

<sup>59</sup> ICPE: une installation exploitée ou détenue par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peut présenter des dangers ou des inconvénients pour la commodité des riverains, la santé, la sécurité, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement, la conservation des sites et des monuments. En France ce sont 600 000 entreprises industrielles ou agricoles.

## Les Bureaux d'Études

Ces bureaux d'études sont des entités privées ou publiques qui peuvent faire des prestations de services et des études DFCI ainsi qu'avoir la maîtrise d'œuvre sur des ouvrages DFCI.

## La cellule Retour d'EXpérience

Il s'agit d'une cellule d'observation des feux en temps réel. Elle est composée de personnels forestiers et de pompiers avec pour objectif l'analyse du déroulement des incendies de forêts.

Le véhicule REX avec son matériel de mesure

Source : SPFSP0



La cellule REX est opérationnelle durant la période estivale, 24h sur 24, et intervient en cas de sinistre déclaré nécessitant la mise en place d'un Poste de Commandement. Elle bénéficie d'un véhicule 4x4 équipé de matériel de prise de données et dédié à l'observation. L'action est pilotée conjointement par le chef du service prévision du SDIS 66 et le responsable de l'unité forêt de la DDTM 66 selon un protocole qui prévoit les modalités d'interventions et les règles de diffusion des informations.

Durant un incendie, la cellule REX oriente son déplacement sur la zone incendiée et détermine les secteurs d'observation en fonction de la connaissance du terrain, des conditions de sécurité et des manœuvres en cours. La priorité d'action est la prise d'information en direct concernant l'évolution de l'incendie sous la forme de données cartographiques, de données météo, et d'images. Ces informations sont complétées par un retour sur zone et une analyse a posteriori.

Chaque incendie fait l'objet d'une analyse du comportement du feu vis-à-vis des équipements DFCI concernés et d'une cartographie de la zone incendiée<sup>60</sup>.

## **En matière technique**

### **Les Auxiliaires de Protection de la Forêt Méditerranéenne**

Ils font l'objet d'une convention pluriannuelle entre le Ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Pêche et l'ONF. L'État finance et établit le programme d'action des APFM, et l'ONF encadre ces ouvriers spécialisés dans la protection des forêts contre l'incendie. Les missions confiées aux APFM sont la mise aux normes et le maintien opérationnel des équipements DFCI des massifs. Au sein des Pyrénées-Orientales une équipe basée à Laroque-des-Alberes est dédiée au massif de l'Albera.

### **Les entreprises**

Plusieurs entreprises ont des contrats de maîtrise d'ouvrages avec des SIVU, des communes ou encore des collectivités territoriales pour mener à bien certaines actions en matière de protection du massif.

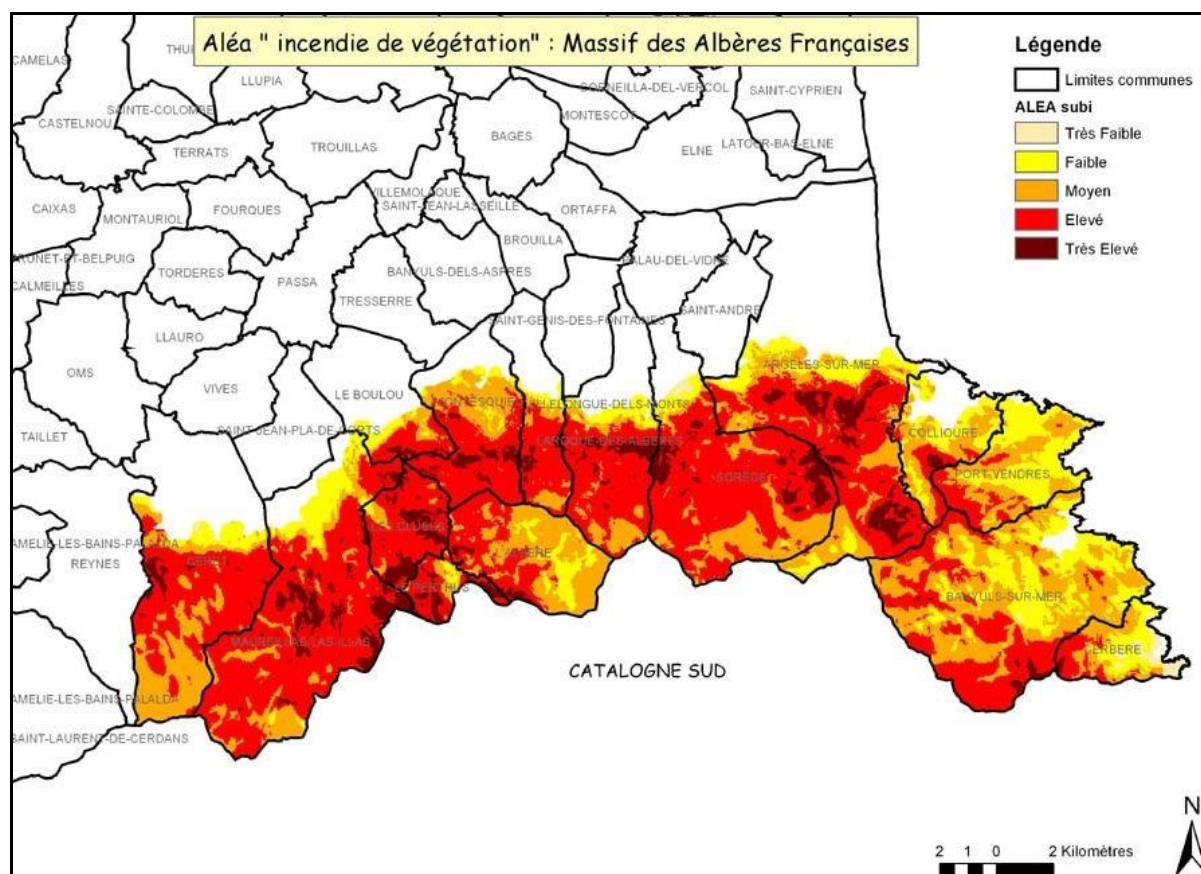
## **Les cartes**

### **La carte de l'aléa**

La carte d'aléa est réalisée à partir de quatre couches d'informations combinées caractérisant l'occurrence et l'intensité. Ces informations comprennent des données sur la végétation, le relief et le vent, le climat et l'activité humaine. La carte est représentée avec une résolution de 50m x 50m, comprenant 5 niveaux, très faible, faible, moyen, élevé, très élevé. Elle permet de cibler les secteurs d'aménagement prioritaires à l'échelle du massif. Outre le positionnement pertinent d'aménagements de protections DFCI, le calcul de l'aléa permet également au Service Forêt de la DDTM 66 de prendre en compte le risque d'incendie de végétation au niveau de l'urbanisation dans le cadre de l'élaboration des zonages réglementaires des PPRif ou d'instruire les permis de construire dans les communes à risque.

---

<sup>60</sup> Ces informations sont centralisées sur un site Web professionnel accessible à partir du portail : <http://www.risqueincendie.com/>



Source: SPFSPO

### La carte du risque journalier

Au sein du département des Pyrénées-Orientales, le dispositif de prévention estival est basé sur une carte de danger "feux de forêt" découpée en 8 zones météorologiques et mise en ligne par Météo France. La carte de danger influe directement sur l'ampleur du dispositif journalier mis en œuvre dans le cadre de "l'Ordre d'Opération Feu de Forêt" défini par le Service Départemental d'Incendie et de Secours des Pyrénées-Orientales.

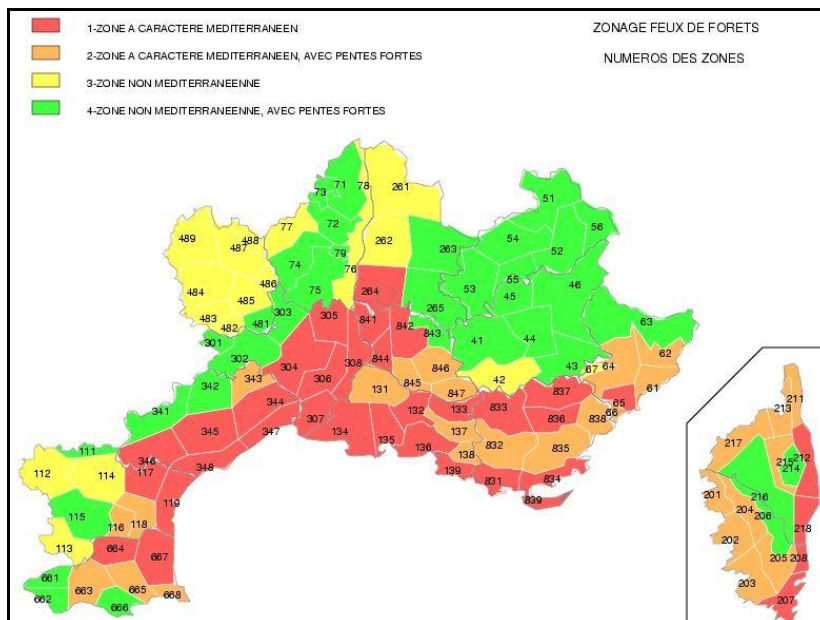
### Le risque zonal

Le risque météorologique défini par Météo France concerne le danger météorologique d'incendie. Il est défini de manière zonale. Il résulte du croisement de trois indices qui sont la vitesse de propagation, le seuil d'éclosion et l'indice de sécheresse. Ces indices sont issus de la prévision des paramètres météorologiques entre 15h00 et 16h00 c'est-à-dire la direction et la force du vent, la température, l'humidité relative de l'air, l'ensoleillement ou la nébulosité et la quantité estimative de pluie.

L'expertise des indices précités une cartographie consiste en l'appréciation du danger feux de forêt sur chacune des zones. L'échelle de danger météorologique feux de forêt comporte six niveaux : faible, léger, modéré, sévère, très sévère et exceptionnel.

### Exemple de risque météorologique

source : Météo France



niveau	appellation	abréviation	couleur	définition
1	Faible	F	Bleu	La zone est peu sensible. Le danger météorologique d'éclosion est très faible. L'éclosion d'un feu est improbable.
2	Léger	L	Vert	La zone est peu sensible. Dans l'hypothèse peu probable où un feu prendrait, celui-ci se propagerait à une vitesse faible.
3	Modéré	M	Jaune	La sensibilité de la zone augmente. L'état de dessèchement est faible ou modéré. En cas de feu, celui-ci se propagerait avec une vitesse modérée.
4	Sévère	S	Orange	La zone est sensible. Le dessèchement est modéré ou fort. Deux cas principaux : - Le départ d'un feu est peu probable. Toutefois, en cas de départ, le feu pourrait se propager avec une vitesse élevée. Ce cas est rencontré dans des situations où l'humidité de l'air est élevée. - Le danger météorologique d'éclosion est important. En présence d'une cause de feu, le départ de feu est probable. La vitesse de feu pourrait être assez forte. Ce cas est rencontré dans des situations où l'humidité de l'air est faible.
5	Très sévère	T	Rouge	La zone est très sensible. Le danger d'éclosion est élevé. Toute flamme ou source de chaleur risque de donner un feu se propageant à une vitesse élevée.
6	Exceptionnel	E	Noir	La zone est extrêmement sensible. Le niveau de sécheresse est extrême. Le danger d'éclosion est très élevé. Toute cause de feu risque de donner un feu de très forte intensité, se propageant à une vitesse extrêmement rapide.

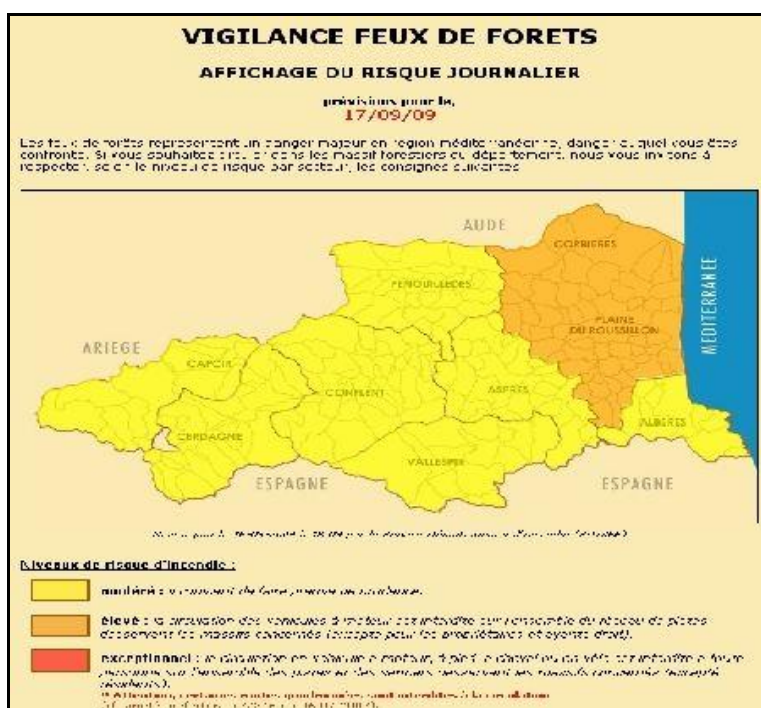
### Le risque dans les Pyrénées-Orientales

Le risque dans les Pyrénées-Orientales est évalué grâce à la carte du risque météorologique de Météo France et de la mesure du stress hydrique de la végétation en utilisant le procédé « Hydrolème ». Accompagné des relevés de l'ONF, ces mesures permettent au SDIS d'apprécier l'assèchement des végétaux, et le cas échéant, d'adapter le dispositif opérationnel. Après analyse des résultats, un classement est fait selon le risque



pour les différents massifs des Pyrénées-Orientales. À travers le site internet départemental<sup>61</sup> mis en oeuvre par la DDTM, le Conseil Général des Pyrénées-Orientales et le Conservatoire de la Forêt Méditerranéenne. Celui-ci permet au grand public comme aux collectivités locales de s'informer de façon quotidienne du risque "Feux de forêt" et des contraintes qui en découlent. Bien que simplifié, l'affichage du risque reprend l'analyse de Météo France. Il est généralement consultable du 1er juin au 30 septembre.

### Exemple de l’affichage journalier départemental



Source : [http://www.risque-incendie.com/meteo/carte\\_meteo.php](http://www.risque-incendie.com/meteo/carte_meteo.php)

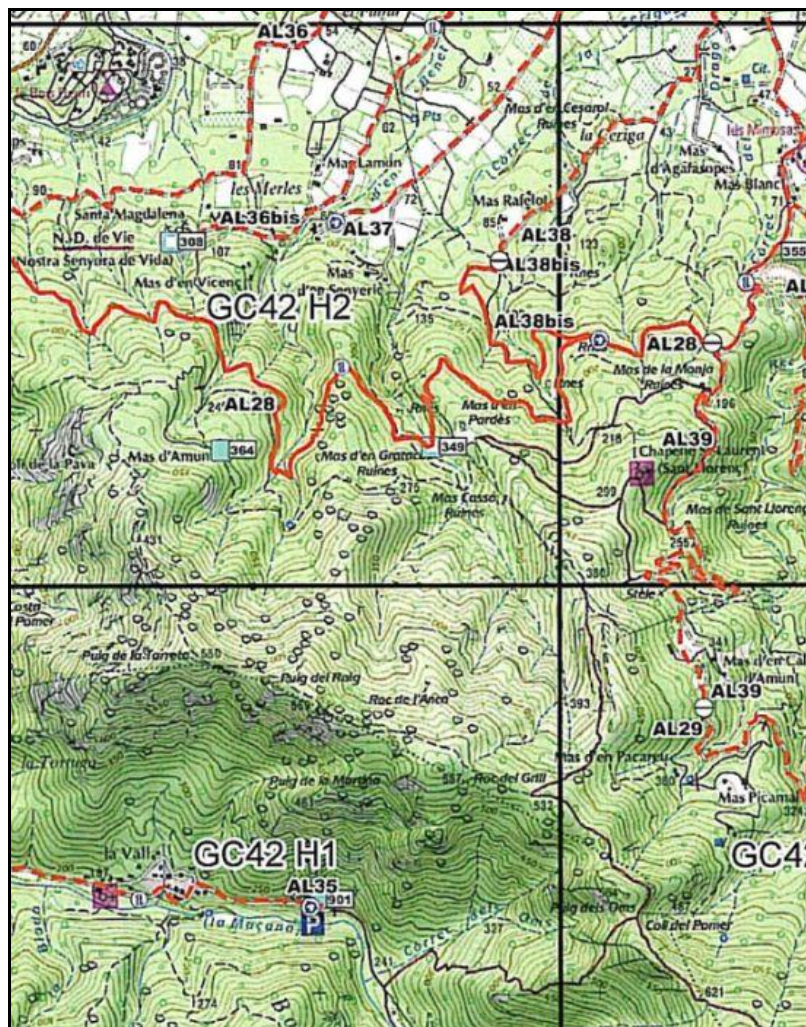
Le fait d'être en risque normal, modéré, élevé ou exceptionnel entraîne une réglementation différente: pour le risque normal (en blanc), aucune réglementation particulière; en cas de risque modéré (en jaune), il faut faire preuve de prudence; lorsque le risque est élevé (en orange) l'accès est interdit aux véhicules à moteur sur les pistes ; en cas de risque exceptionnel (en rouge), les interdictions précédentes sont toujours valables et, de plus, l'accès est interdit à pied, à cheval ou à vélo sur les pistes et les sentiers des massifs concernés.

<sup>61</sup> <http://www.prevention-incendie66.com/>

## Les atlas DFCI

Extrait de l'Atlas DFCI  
des Pyrénées-Orientales

Source: DDTM66



La cartographie opérationnelle en matière de DFCI est réalisée par la DDTM en partenariat avec l'Entente pour la Forêt Méditerranéenne, via le pôle « Nouvelles Technologies ». L'Atlas DFCI est issu de l'exploitation de la Base de Données SIG<sup>62</sup> DFCI dont le Conseil Général, le SDIS et la DDTM sont propriétaires. La base de données SIG DFCI fait l'objet de mises à jour régulières, tous les trois ans.

L'Atlas DFCI présente, sur un fond de plan « SCAN 25 © » de l'Institut Géographique National au 1/25000e les pistes forestières à vocation DFCI catégorisées, les hydrants, les hélisurfaces, les centres d'intervention, les lignes à haute tension, les aménagements DFCI<sup>63</sup> et le carroyage kilométrique DFCI.

<sup>62</sup> Système d'Information Géographique.

<sup>63</sup> Comme les tours de guet, les aires de croisement et de retournement, les points noirs, les barrières, les zones de débroussaillage.

## **Le réseau routier**

L'ensemble des équipements DFCI du versant Nord du massif de l'Albera est classé et cartographié selon les critères du guide de normalisation édité en 2001 par la Délégation à la Protection de la Forêt Méditerranéenne à la demande du Préfet de Zone. Ce document a pour but d'harmoniser les équipements DFCI et de permettre l'édition d'une cartographie continue sur les quinze départements méditerranéens de la Zone de Défense Sud.

A l'échelle du département des Pyrénées-Orientales, la DDTM effectue une mise à jour de la base de données SIG avec une description des ouvrages et relevés GPS tous les 3 ans. Cette mise à jour effectuée par massif forestier permet une actualisation des atlas DFCI. Selon le guide de normalisation DFCI de la DPFM il y a trois catégories de pistes.

- La première classée en catégorie 1 doit présenter une largeur minimale de 6 mètres de roulement ou de largeur minimale de 4 mètres avec des aires de croisement<sup>64</sup> espacés de 200 mètres et aucun point noir<sup>65</sup>.

- Pour les pistes de catégorie 2, la largeur minimale doit être de 4 mètres de roulement avec des aires de croisements espacés de 500 m en moyenne, une aire de retournement environ tous les kilomètres ainsi qu'à son extrémité et une signalisation des points noirs.

Pour ces deux catégories, une pente moyenne de 10% avec des tolérances ponctuelles est autorisée et un dévers 5% au maximum. Un débroussaillage de 10 mètres des deux cotés de la piste doit être effectué.

- La catégorie 3 correspond au reste des pistes qui ne rentrent pas dans les caractéristiques des deux autres catégories.

## **Les points d'eau**

De même, les points d'eau sont classés par le guide de normalisation DFCI de la DPFM de 2001. Il existe trois types de points d'eau.

- Le premier consiste en bassins et citernes non équipés d'un dispositif de raccordement. Ces points d'eau sont classés en deux catégories, la première étant un point d'eau de capacité minimale de 120m<sup>3</sup> pour les bassins et 30m<sup>3</sup> pour les citernes. Ils doivent être équipés d'une plateforme d'aspiration de 8m par 4m constitué de matériaux drainant pouvant supporter un poids de 19 tonnes.

---

<sup>64</sup> Sur-largeur de 2m sur une longueur de 30m.

<sup>65</sup> Les points noirs sont des pentes importantes, des rayons de courbure nécessitant des manœuvres, des rétrécissements, une limitation de tonnage à 8 tonnes et une hauteur à 3,50m ou un problème de largeur et autres difficulté d'accès.



- La deuxième catégorie concerne les points d'eau qui ne correspondent pas aux normes de la première catégorie. L'indication pour l'accès par les HBE est obligatoirement précisé. Le deuxième type de point d'eau correspond aux points d'eau naturels. Dans ce cas, aucune précision concerne ces points d'eau sauf pour l'accès par HBE.

Exemple de Citerne DFCI, commune d'Argelès-sur-Mer

Source : ONF 11/66



- Le troisième type de point d'eau correspond aux poteaux d'incendie, bassins et citernes dotés d'un raccordement utilisable pour la DFCI. Ils sont classés en première ou deuxième catégorie selon les mêmes critères que précédemment et l'accès aux HBE est également notifié. Les raccords pour les vannes de sortie sont des raccords de type DSP et de diamètre 100mm<sup>66</sup>.

### **Les aires de coupures de combustibles**

Les aires de coupures de combustibles sont adaptées au PDPFCI des Pyrénées-Orientales. Il en existe de quatre types.

- La première est une coupure dont l'objectif est la limitation des surfaces parcourues par les grands incendies. Elle permet d'offrir des zones d'appui à la lutte en permettant d'intervenir directement sur le front ou le flanc des grands incendies et de tenter d'en stopper la propagation. Situés sur des points stratégiques, les aménagements visent à créer un milieu peu favorable à l'éclosion et à la propagation d'un incendie. La coupure verte doit par définition avoir un faible indice d'inflammabilité et de combustibilité. Ces aménagements de coupures de combustible constituent une bonne base en matière de lutte. Pour en optimiser leur efficacité, ils doivent être couplés avec les autres aménagements de lutte comme les points d'eau et les points d'accès.

---

<sup>66</sup> Il en existe encore avec des raccords de 70 mm de diamètre.

- La deuxième a comme objectif principal la réduction des effets des incendies. Le rôle de ces coupures est essentiellement passif. Il permet d'assurer des conditions de sécurité correctes pour le transit des véhicules de secours, assurer l'auto-protection des peuplements forestiers ou d'espaces naturels remarquables. Elle se décompose en trois types d'actions.

- La première étant les Bandes Débroussaillées de Sécurité (BDS) sont des espaces définis de part et d'autre d'une piste ou d'une crête, sur laquelle la végétation sera traitée principalement par débroussaillage et élagage afin de limiter la puissance d'un feu et donc sa propagation à son contact.
- Le deuxième type d'action est le « pare-feu » classique. Ces équipements linéaires de 50 à 100 mètres de large sont généralement prévus dans les documents d'aménagement de type PAFI. Leur mise en place cherche à assurer la jonction avec les différents types de coupures (naturelles, de combustible, agricoles,...) afin de créer un maillage continu d'aménagement, en compartimentant ainsi les massifs sensibles. Leur mise en place est une démarche volontaire initiée suite à de l'animation foncière et généralement portée par des structures intercommunales ou des propriétaires.
- Pour finir il y a le débroussaillage le long des voies publiques et privées qui sont régies par l'arrêté préfectoral du 14 avril 2008. Pour les voies publiques, l'État et les collectivités territoriales, propriétaires des voies ouvertes à la circulation publique, procèdent à leurs frais au débroussaillage et au maintien en l'état débroussaillé sur une bande dont la largeur ne peut excéder 20 mètres de part et d'autre de l'emprise de ces voies. Un programme quinquennal de travaux de débroussaillage a été établi pour les voiries départementales identifiées comme traversant des massifs sensibles. Le plan quinquennal est validé par le préfet. Pour les voies privées desservant les propriétés, elles doivent être débroussaillées sur une profondeur de 10 mètres.

- Le troisième type de coupure sont les coupures de combustible dont l'objectif principal est le traitement des départs de feux. Il permet de réduire les risques d'éclosion de feu et d'optimiser les premières interventions grâce à la création d'une bande incombustible à l'interface entre les espaces à risque induit fort de type poudrière (place à feu, bord de route) et l'espace naturel sensible<sup>67</sup>.

- Le dernier type de coupure est le débroussaillage individuel réglementaire autour des bâtiments pour permettre leur protection. La portée du débroussaillage telle que définie dans l'arrêté préfectoral du 14 avril 2008 est de 50 mètres, à partir du bâti, cette distance

---

<sup>67</sup> Cet aménagement est rarement réalisé

peut-être portée à 100 mètres dans le cadre d'un arrêté municipal ou si le bâti se situe en zone "rouge" d'un PPRif approuvé.

## La signalétique DFCI

Sur le versant nord du Massif de l'Albera, la signalisation relative à la DFCI est définie en 4 thèmes : la signalétique inhérente à l'atlas DFCI (insertion des noms de pistes DFCI et des points d'eau), la signalétique relative à l'usage du feu, la signalétique relative à l'accès au massif selon le risque affiché et la signalétique relative aux places à feu autorisées.

### Sur l'usage du feu

Exemple de panneau qui sensibilise à l'usage du feu

Source: Documents d'équivalences PRINCALB



### Les panneaux DFCI

Les panneaux DFCI concrétisent sur le terrain la cartographie opérationnelle, permettant ainsi aux Services de lutte de se repérer et d'être guidés lors des interventions. Sur le versant Nord les pistes sont indiquées et les points d'eau sont déjà référencés et numérotés. Ce système permet aux moyens qui ne sont pas du secteur, en utilisant l'atlas DFCI, de pouvoir assez facilement se repérer et se diriger sur les interventions.

Exemple de signalétique des pistes DFCI, harmonisée sur les Pyrénées-Orientales par la DDTM

Source: ONF 66



Exemple de citerne DFCI et de sa signalisation sur le massif de l'Albera


Source: ONF66

## L'accès au massif

Comme on l'a vu précédemment, en risque élevé et en risque exceptionnel, l'accès aux massifs pour les véhicules à moteur est interdit. En risque exceptionnel, même la circulation à pied, à vélo ou à cheval est interdite. À chaque entrée de piste et de massif est posé le panneau ci-dessous qui permet de rappeler la réglementation en cas de risque et les peines encourues en cas de non respect de celle-ci.

source: [www.prevention-incendie66.com](http://www.prevention-incendie66.com)

**RISQUE FEUX DE FORET**



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

**Circulation réglementée dans les massifs forestiers**  
Arrêté préfectoral n° 2346 du 06/07/2007


En région méditerranéenne, les feux de forêts présentent un danger majeur auquel vous pouvez être confronté si vous circulez à l'intérieur des massifs forestiers. L'arrêté préfectoral n°2346 du 06/07/2007 réglemente cette circulation du 1er juillet au 15 septembre. Vous devez respecter les consignes et interdiction qui en découlent : toute personne en infraction est passible d'une contravention de 4<sup>ème</sup> classe (art.R322-5 du code forestier).

**En cas de risque modéré :** il convient de faire preuve de prudence.

**En cas de risque élevé :** la circulation des véhicules à moteur est interdite sur l'ensemble du réseau de pistes desservant les massifs concernés (excepté pour les propriétaires et ayants droit).

**En cas de risque exceptionnel :** la circulation en véhicule à moteur, à pied, à cheval ou en vélo est interdite à toute personne sur l'ensemble du réseau de pistes et de sentiers desservant les massifs concernés.

L'affichage du risque est actualisé chaque jour pour chacun des 8 massifs couvrant le département.



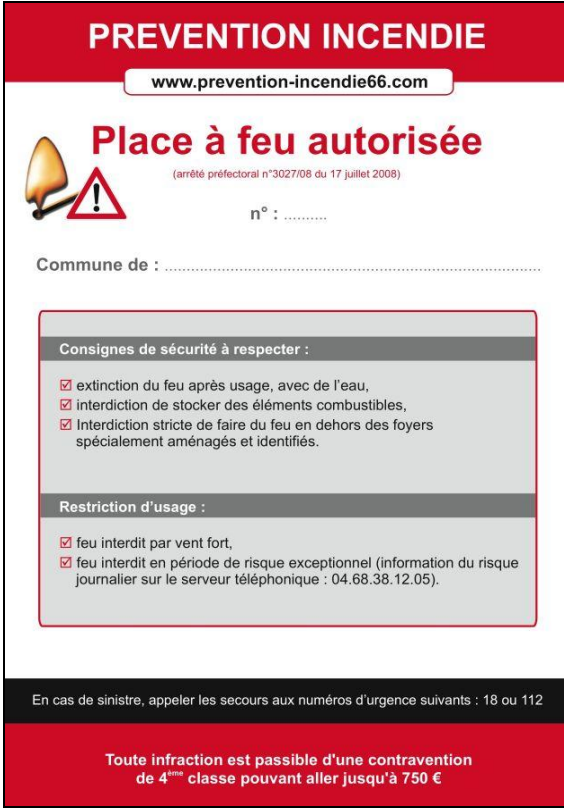
Pour connaître le risque du jour  
ainsi que les possibilités de circulation dans le massif où vous vous trouvez :

**consulter le site internet [www.prevention-incendie66.com](http://www.prevention-incendie66.com)**  
**ou téléphoner au 04 68 38 12 05**  
(soit d'une communication locale)

## La signalétique relative aux places à feu autorisées

Cette signalisation concerne les endroits où il est possible de faire du feu.

Source: [www.prevention-incendie66.com](http://www.prevention-incendie66.com)



**PREVENTION INCENDIE**

[www.prevention-incendie66.com](http://www.prevention-incendie66.com)

**Place à feu autorisée**  
(arrêté préfectoral n°3027/08 du 17 juillet 2008)

n° : .....

Commune de : .....

**Consignes de sécurité à respecter :**

- ☒ extinction du feu après usage, avec de l'eau,
- ☒ interdiction de stocker des éléments combustibles,
- ☒ interdiction stricte de faire du feu en dehors des foyers spécialement aménagés et identifiés.

**Restriction d'usage :**

- ☒ feu interdit par vent fort,
- ☒ feu interdit en période de risque exceptionnel (information du risque journalier sur le serveur téléphonique : 04.68.38.12.05).

En cas de sinistre, appeler les secours aux numéros d'urgence suivants : 18 ou 112

**Toute infraction est passible d'une contravention de 4<sup>ème</sup> classe pouvant aller jusqu'à 750 €**

## 2.4. La prévention au niveau transfrontalier

### Création d'un document d'équivalences

Dans le cadre du projet PRINCALB une commande a été passée pour créer un document d'équivalences entre les deux versants. Ce document permet de connaître toutes les structures compétentes, les réglementations et tout ce qui traite de la prévention et la lutte incendie au niveau du massif de l'Albera. Il a permis aussi de trouver certaines équivalences entre les deux versants. Par ailleurs il m'a aidé et orienté pour ce mémoire.

### Équivalences réglementaires

Voici les équivalences qui ont été obtenues entre les textes légaux et réglementaires sur la foresterie et la prévention d'incendies:

Versant nord		Sujet ou thème	Versant sud	
Echelle	Règlement		Règlement	Echelle
Etat	LOF Code Forestier	<b>Forêt et incendie de forêt</b>	Loi 6/1988 Loi de Montes 43/2003	Catalogne Etat
Etat	Code Forestier	<b>PDPFCI</b>	-	
Etat	Code Forestier	<b>PAFI /PPP</b>	Infocat	Catalogne
Etat	Loi 95-120/1995 Loi Barnier	<b>PPRif / PPMI</b>	Infocat	Catalogne
Pyrénées-Orientales	Arrêté Préfectoral 2346/2007	<b>Accès au massif</b>	Loi 9/1995 Décret 166/1998	Catalogne
Pyrénées-Orientales	Arrêté Préfectoral 1459/2008	<b>Usage du Feu</b>	Loi 64/1995	Catalogne
Pyrénées-Orientales	Arrêté Préfectoral 1459/2008	<b>Protection du bâti</b>	2003 et 2005	Catalogne
Pyrénées-Orientales	Arrêté Préfectoral 2903/2001	<b>Protection des campings</b>	Infocat	Catalogne
Pyrénées-Orientales	Arrêté Préfectoral 1459/2008	<b>Lignes électriques</b>	Décret 268/1996	Catalogne
Pyrénées-Orientales	Arrêté Préfectoral 1459/2008	<b>Brûlages Dirigés</b>	Décret 312/2006 et montagne	Catalogne
Pyrénées-Orientales	Arrêté Préfectoral 1459/2008	<b>Routes</b>	Décret 130/1998	Catalogne

### Équivalences dans la planification territoriale

Versant Nord		Echelle de Planification et échelle d'intervention	Versant Sud	
Nom			Nom	
OOFF	Ordre d'Opération Feu de Forêt	Département des Pyrénées-Orientales / Generalitat de Catalunya	Plan d'urgence contre les incendies de forêt	INFOCAT
PDPFCI	Plan Départemental de Protection des Forêt Contre l'Incendie	Département des Pyrénées-Orientales / Province de Gironne		
PAFI	Plan d'Aménagement de la Forêt Contre l'Incendie	Massif Forestier / Massif de l'Albera  PRINCALB	Plan de Prévention des incendies (PPI) des Périmètres de Protection Prioritaire (PPP)	PPI de PPP
PPRif	Plan de Prévention des Risques d'incendie de forêt	Commune	Plan de Prévention d'Incendies Municipal	PPMI
PCS	Plan Communal de Sauvegarde		Plan d'Action Municipal	PAM

	<i>Aucun document de planification réglementaire, mais des Obligation légales de débroussaillage incombant aux propriétaires de bâti</i>	<b>Urbanisation</b>	Plan d'Autoprotection de l'Urbanisation	PAU
--	--	---------------------	---	-----

Pour la planification, le projet PRINCALB équivaut :

- au PAFI pour le versant Nord,
- au PPI d'un PPP pour le versant Sud.

### Équivalences institutionnelles

Ce travail avait déjà été fait grâce à d'autres projets européens qui avaient permis une coopération entre les différents acteurs de la prévention des incendies.

### Les cartes

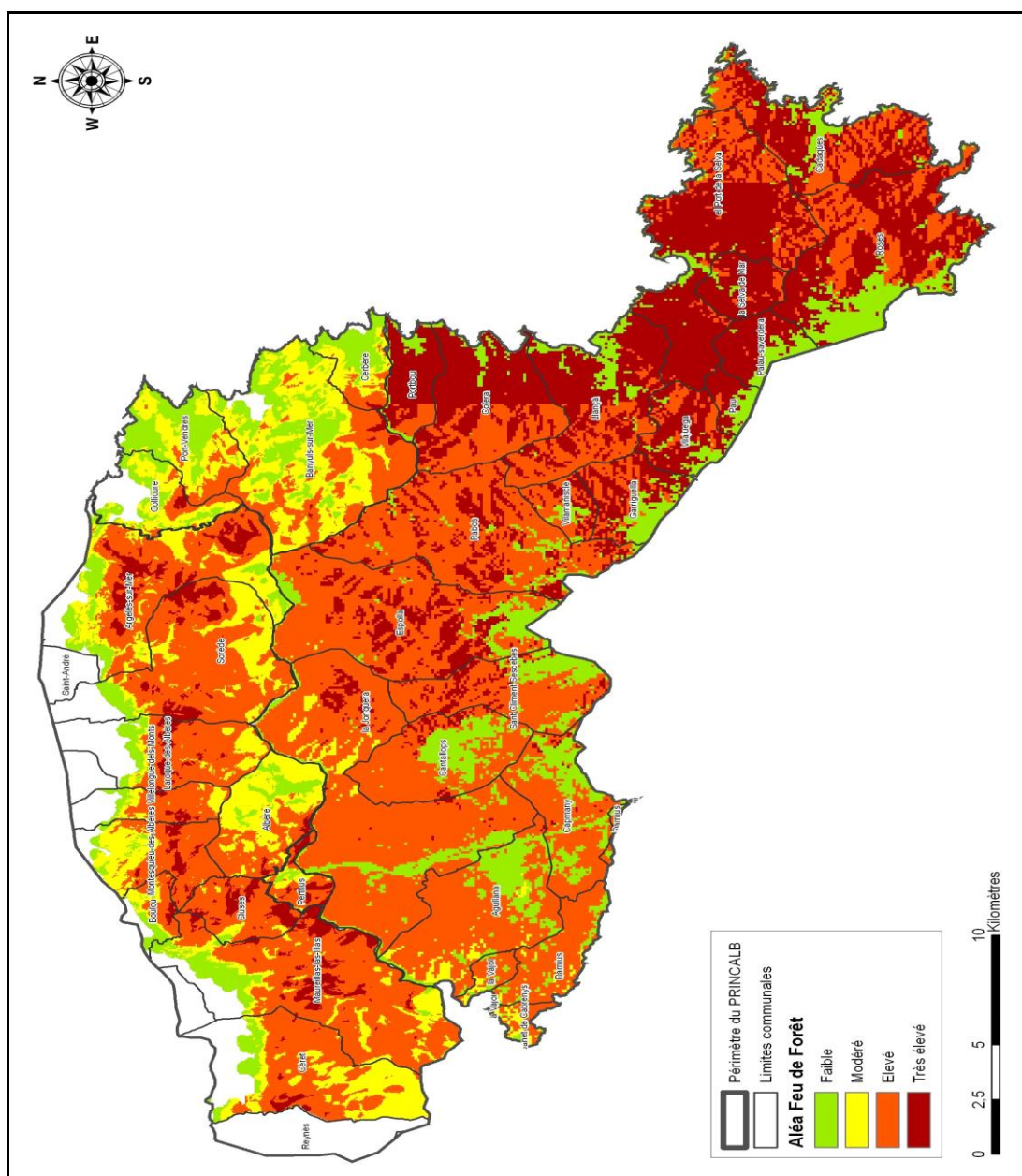
Une équivalence a été trouvée pour les cartes de risque :

Versant nord		Dispositif de prévision et échelle d'intervention	Versant sud	
Source	Description et échelle		Description et éch.	Source
Météo France	Accès aux professionnels au Risque Météo "Feu de Forêt" par massif (8 zones météorologiques sur les Pyrénées-Orientales) durant la période estivale	<b>Risque météorologique</b> Département des Pyrénées-Orientales / Catalunya	Carte journalière du risque incendie de forêt (Résolution 7.5x7.5km). Calculé toute l'année	SPI
DDTM 66	Accès au grand public au risque Météo feu de forêt simplifié (8 zones météorologiques sur les Pyrénées-Orientales) durant la période estivale	<b>Risque météorologique</b> Département des Pyrénées-Orientales / Generalitat de Catalunya	Le plan Alfa ("Comarca") Calculé toute l'année	SPI
DDTM 66	Carte d'Aléa feu de forêt Résolution 50 x 50m	<b>Aléa ou Risque Statique</b> Département des Pyrénées-Orientales / Catalogne	Carte de risque statique ou de danger basique Résolution 100x100m	DGMN



Une carte transfrontalière d'aléa a été créée. Sa conception a cependant posé problème car les deux méthodes de calcul de l'aléa étaient différentes et ne prenaient pas en compte les mêmes données. De plus les différences de système cartographique accentuaient davantage ces difficultés. Malgré cela le travail a pu aboutir.

## Cartographie de l'Aléa feu de forêt sur le périmètre du PRINCALB





## Équivalence de la cartographie opérationnelle

<b>Versant nord :</b>	<b>Caractéristiques</b>	<b>Versant sud :</b>
Atlas de Défense des Forêts Contre l'Incendie (Atlas DFCI)	<b>Nom</b>	Cartographie Opérationnelle d'Urgence (COE)
1:25.000	<b>Echelle</b>	1:25.000
Pistes DFCI par catégorie, aires de croisement, aires de retournement, points noirs, barrières	<b>Informations contenues</b>	Pistes forestières par catégories
		Discontinuité de combustible
Points d'eau		Points d'eau
Hélicoptères et Centre de Secours		Hélicoptères et Caserne de pompiers
Lignes haute tension		Lignes haute tension
Tours de guet		Tours de guet
Carroyage DFCI 1x1 Km		Système d'Orientation Cartographique (SOC)

Je pense qu'il pourrait être envisagé de créer un Atlas cartographique transfrontalier. Cela permettrait d'avoir réunies une partie de chaque versant tout le long de la frontière, ce qui amènerait une aide supplémentaire pour intervenir en toute sécurité et mieux utiliser les moyens qui sont partagés en limite de frontière.

### Les études incendies

Une équivalence au niveau du dispositif existe entre la cellule REX et les pompiers du GRAF pour les études de retour d'expérience. En revanche, je ne peux affirmer qu'ils travaillent ensemble pour les échanges de données et de pratiques.

### Le réseau routier

Au niveau du réseau routier il n'y a pas beaucoup de différences de classification. Les différences se trouvent au niveau des largeurs de pistes car au Sud la largeur minimale pour les pistes de catégorie 1 est de 5 mètres alors qu'au Nord elle est de 6 mètres ou de 4 mètres si il y a des aires de croisements espacées de 200 mètres. À ce niveau les différences se font sur des détails. En revanche pour la signalisation sur les cartes DFCI, la symbologie n'est pas la même, mais elle peut être qualifiée de semblable et compréhensible.

pour les personnels des deux versants. De plus au niveau du versant Sud, une signalisation est en train de se mettre en place.

Dans le projet PRINCALB, quelques connexions de pistes transfrontalières sont en cours d'étude pour permettre une liaison entre les deux territoires et un accès plus simple aux véhicules de secours. Les cadenas qui existent dans le massif de l'Albera sont différents d'un versant à l'autre. Il serait judicieux d'équiper au moins les quelques centres de secours qui sont proches de la frontière avec les clés des deux versants pour utiliser librement les accès.

Exemplaires de clés pour cadenas DFCI modèle catalan (à gauche), clés standard français (au milieu) et polycoise française (à droite)

Source: Document d'équivalences PRINCALB



### **Les points d'eau**

Pour les points d'eau beaucoup de différences existent. Elles sont dues à la différence de stratégie en matière de lutte. C'est pourquoi on trouve au versant Sud beaucoup de bassins de grande capacité à ciel ouvert alors que sur le versant Nord, on trouvera en grande partie des points d'eau type citerne DFCI de faible capacité et souvent très peu accessibles aux moyens aériens. En revanche la symbolologie elle est quasiment identique.

Au niveau du projet PRINCALB, il y a une volonté des acteurs d'équiper les différents points d'eau avec les deux types de raccords pour qu'ils soient utilisables par les moyens des deux versants au cours des opérations.

### **Les aires de combustibles**

Elles sont semblables des deux côtés de la frontière. Elles sont un peu plus définies dans leur utilité au versant Sud.

**La signalétique DFCI.** Une équivalence a été trouvée pour les deux versants.

Versant nord		Type de Signalétique	Versant sud	
Caractéristiques et types	Existence		Existence	Caractéristiques et types
Signalétique incluant la codification de l'Atlas DFCI	Oui	Equipement DFCI	Non	Il n'y a pas de panneaux spécifiques pour les pistes à vocation de prévention des incendies.
Panneautage indique la position géographique de l'intéressé. Toutefois le degré de restriction des accès au massif est dépendant du niveau de risque quotidien affiché sur le site Web : <a href="http://www.risque-incendie.com/meteo">http://www.risque-incendie.com/meteo</a>	Oui	Réglementation de l'accès au milieu naturel	Oui, 3 types	1 - Signalisation (escamotable) d'interdiction de circuler en cas d'activation du niveau 3 du Plan Alfa.
				2 - Signalisation permanente de réglementation dans les forêts publiques.
				3 - Signalisation d'interdiction permanente de circulation motorisée dans les parcs nationaux.
Les points d'eau sont signalés et identifiés via la numérotation apparaissant dans l'Atlas DFCI	Oui	Points d'eau	oui	Bien qu'il n'y est quasiment aucun panneau de signalisation spécifique aux points d'eau sur le massif de l'Albera, il existe des panneaux de la DIRIP à l'attention des moyens aériens, terrestre et du grand public.
Facultatif. Des clés sont mises à la disposition de toutes les personnes impliquées dans la gestion du territoire.	Oui	Barrières	Oui	Facultatif. Des clés sont mises à la disposition de toutes les personnes impliquées dans la gestion du territoire.
Signalétique commune aux deux versants du massif.	Oui	Utilisation du feu : interdiction générale	Oui	Signalétique commune aux deux versants du massif.
Indique les consignes de sécurité et de restrictions selon les conditions de vent et du risque incendie quotidien disponible sur le site internet.	Oui	Autorisation d'utiliser du feu dans des sites agréés	Non	
	Non	Discontinuité de combustible	Non	

On peut considérer que la signalétique a une certaine équivalence entre les deux versants et qu'elle est compréhensible de la population des deux régions.

Pour éviter tout problème, je pense qu'il faudrait mettre en place, des deux côtés, une double signalétique en particulier pour l'accès au massif, car il n'est pas régulé de la même façon en France et en Catalogne, et pour les autorisations de places à feu, qui n'existent pas au versant Sud. Ce manque de double signalétique DFCI est souvent constaté, alors que les panneaux culturels informent sur le territoire en plusieurs langues. Je pense qu'il s'agit donc d'un problème linguistique présent au versant Nord avec le catalan et au versant Sud avec le français.

Cette double signalétique serait aussi très utile aux touristes venus d'autres régions, d'autant qu'ils sont souvent très peu sensibles aux risques de feux de forêts par méconnaissance de ce risque.

On peut aussi regretter l'absence de lien internet sur les sites des deux versants. Leur présence pourrait permettre au public de connaître le risque sur l'autre versant et ainsi respecter la réglementation.

Compte tenu de ce que les dispositifs de prévisions sont différents dans les deux versants, on peut très bien imaginer une situation où, par exemple, le versant Nord serait classé en risque exceptionnel sans que ce soit le cas sur le versant Sud : cela entraînerait une interdiction de circuler dans le nord du massif, même à pied. Si ce même jour un groupe de randonneurs a décidé de faire une sortie classique, partant de Cantallops (au sud) pour aller à Banyuls-sur-Mer (au nord), en passant la frontière au Coll Forcat, ils feraient ainsi, sans le savoir, une grande partie de la randonnée dans le versant Nord en infraction, car l'accès y serait interdit, et en situation de risque.

## **Sur d'autres frontières**

Un projet semblable à celui de PRINCALB a été réalisé par ARPA Piemonte. Il se nomme ALPFFIRS et vise à améliorer la prévention des incendies de forêt dans le territoire alpin par la création d'un système d'alerte de danger de feu de forêt basé sur les conditions météorologiques affectant, d'une part, le potentiel de l'incendie et, d'autre part, les types de végétations forestières principalement sensibles.

Le projet est toujours en cours car le système sera mis au point sur une durée de trois ans à compter de septembre 2009. Son objectif majeur est la définition de protocoles communs pour l'interprétation des niveaux de danger utilisés dans les différents pays participants qui sont la France, l'Italie, la Suisse, l'Autriche, l'Allemagne et la Slovaquie.

Le produit final permettra de faciliter l'adaptation et la coordination des processus d'alerte ainsi que la répartition des moyens de prévention et de lutte dans le territoire alpin. La participation transnationale des gestionnaires dans le projet veillera à ce que les résultats soient appliqués lors d'événements transfrontaliers ou nécessitant une coopération. Une zone pilote de tests du nouveau système d'alerte et des procédures sera implantée dans chaque pays. Pour la France, le CEREN travaillera avec le SDIS 06 sur une zone frontalière avec l'Italie.

## **Pour conclure cette deuxième partie**

Nous avons constaté que la prévention et la lutte contre les incendies de forêt sont assez semblables sur les deux versants de l'Albera. Les seules différences que nous avons pu trouver sont relatives à des détails et à des différences de compétences selon les structures. Des rapprochements sont réalisés et tout peut être compris par la population des deux versants.

J'ai pu remarquer durant mon stage que pour la prévention les choses sont en route et qu'il y a une réelle coopération dans tous les domaines. Je pense que cette coopération fonctionne assez bien. Il est vrai qu'après plusieurs projets européens, les personnes commencent à se connaître, et on peut ressentir au sein de cette équipe une réelle envie d'avancer et de faire des choses ensemble. Comme toujours une coopération est une question de relations humaines.

Mon unique crainte est l'arrêt de cette coopération à la fin du projet car les financements européens ne seront plus accordés. Compte tenu des difficultés économiques actuelles il paraît difficile qu'un autre projet soit réalisé sur cette même thématique. L'unique espérance repose sur le bon vouloir des individus qui en sont responsables.

Nous pouvons esquisser trois pistes de développement :

### **1.- Le lien entre les sites internet.**

La première piste serait de **relier le site Prévention Incendie 66**, qui s'occupe de signaler le risque feux de forêt dans les Pyrénées-Orientales, **au site del Mapa de risc d'incendis on line de la Generalitat de Catalunya**. Ce lien serait judicieux car il y a des différences entre les niveaux d'alerte des deux versants de l'Albera, comme nous l'avons vu. De plus il serait souhaitable d'avoir un petit résumé dans les deux langues, en français et en catalan, pour la meilleure compréhension des données des sites internet.

## 2.- L'information du public.

Ensuite, compte tenu de la situation géographique du massif de l'Albera, il serait opportun d'avoir **tous les panneaux de sensibilisation, d'explication ou d'indications dans les deux langues parlées dans le massif, français et catalan**. Cette double signalétique me semble assez importante pour informer les personnes se promenant dans le massif. De plus, certains panneaux comme par exemple celui qui signale l'interdiction d'entrée dans le massif n'est pas très explicite, même s'il existe la traduction en espagnol, car c'est une langue très peu présente à l'intérieur du massif. Enfin, certains panneaux étant spécifiques à chacun des versants il est parfois difficile d'en connaître la signification.

Il serait également intéressant de créer un petit **fascicule transfrontalier bilingue destiné au grand public**, rappelant les mesures de sécurité et les risques d'incendie dans le massif, sur le même principe que ceux édités actuellement mais qui sont soit en langue française, soit en langue catalane. Cette question des langues est facile à résoudre techniquement, alors qu'elle demeure un obstacle car elle n'est pas toujours entrée dans les habitudes.

## 3.- Les documents pour les professionnels.

Enfin, pour les professionnels on devrait envisager la création d'un **Atlas de cartographie opérationnelle transfrontalière** pour pallier aux carences actuelles. Cette cartographie qui prendrait en compte tout le massif de l'Albera permettrait de connaître les équipements comme les points d'eau utilisables, les pistes ou encore les coupures de combustible des deux versants. De plus la signalétique dédiée aux secours seraient expliquée et donc comprise sur les deux versants. Cette connaissance des équipements communs permettrait un gain de temps d'intervention, une sécurité supplémentaire, une coordination possible de l'engagement des moyens et une limitation des dégâts.

Un **atlas spécifique aux tours de guet** pourrait être lui aussi créé car certaines tours de guet ont une vue sur les deux versants du massif. Malheureusement, comme cela est arrivé plusieurs fois, il est impossible de localiser précisément un départ de feu de l'autre côté du versant car les cartes s'arrêtent à la frontière. Cet atlas semble aujourd'hui indispensable surtout après les différents aménagements imposés par l'Union Européenne à la France et à l'Espagne au niveau de la frontière. D'ici peu, la frontière ne sera presque plus visible ce qui entraînera des erreurs de localisation lors des interventions ainsi qu'un problème de responsabilités territoriales.



Ainsi, par exemple, le village frontalier du Perthus, avec son “quartier espagnol” dit dels Límits, est au quotidien confronté à ces problèmes transfrontalier, tels que la non prise en compte des poteaux incendie dans ce quartier sur l'atlas des poteaux incendie fait par le SDIS66 de la commune. Et ceci alors que ce quartier est accolé au village, la frontière suivant la rue centrale, et que les sapeurs-pompiers du Perthus y interviennent régulièrement. Les équipements d'aide à la lutte versant sud ne sont pas pris en compte. il en est de même pour les équipements d'aide contre les feux de forêts.

## **Troisième partie**

### **Une fois qu'il est trop tard... la lutte contre les incendies**

Cette troisième partie traitera de la lutte elle-même contre les incendies. Comme dans la seconde partie, il y aura quatre approches, la vision européenne, le versant Sud, le versant Nord et la vision transfrontalière.

Cela nous permettra de voir qui est compétent en matière de lutte, quelles sont les différentes organisations, les stratégies d'intervention, bref, de mieux connaître les différents acteurs et de pouvoir entreprendre un processus de coopération.

### **3.1. La lutte contre les incendies au niveau européen**

À travers l'Union Européenne plusieurs actions sont mises en place depuis 2001 et les séries de catastrophes qui l'ont touchée.

En premier lieu, elle a créée un fond pour financer des mesures de protection civile, allant de 2007 à 2013. Ce financement est accompagné de la création d'un mécanisme de coopération pour la protection civile ainsi que la création d'un Centre Européen de suivi et d'information pour la protection civile basé à Bruxelles. Quelques pays regrettent que cette structure ne soit pas plus impliquée au niveau opérationnelle. L'Union Européenne est entrain de réfléchir à la création d'une force de protection civile européenne afin de mieux lutter contre les catastrophes à l'intérieur ou à l'extérieur de son territoire.

Actuellement pour le risque feux de forêts deux avions de type canadien ont été placés en Corse, à la base de Bastia. Ils constituent le "module Européen" susceptible d'intervenir dans tous les pays de l'Europe du Sud.

## **3.2. La lutte contre les incendies sur le versant sud**

### **Les acteurs compétents en matière de lutte**

#### **L'État espagnol**

L'Etat espagnol n'a pas de réelles compétences dans la lutte contre les incendies. Il apporte son soutien aux communautés autonomes en cas de gros incendie ou de feu concernant plusieurs communautés. Cette aide se fait le plus souvent par l'intervention de moyens aériens.

#### **La Generalitat de Catalogne**

C'est elle qui détient la compétence sur la protection civile, la prévention et la lutte contre les incendies. Cette compétence est gérée par le Département de la Generalitat de l'Intérieur, des Relations Institutionnelles et de Participation (DIRIP). Il a dans ses services le personnel du Corps des Bombers et le personnel la Direction Générale des services de prévention, d'extinction d'incendies et de secours de la Generalitat.

Sa Sous-direction Générale Opérationnelle est la structure qui dirige, planifie et assure la gestion opérationnelle globale des catastrophes ou des situations d'urgences. Elle s'occupe d'établir les lignes directrices et les instructions relatives au personnel opérationnel de la Division des actions de lutte contre les sinistres, des activités opérationnelles des médias spécialisés, comme les moyens aériens, d'établir des rapports sur les accidents ou les situations d'urgence et de gérer la coordination opérationnelle relative à tout sinistre ou situation d'urgence en cas d'intervention de divers services.

Le Corps des Bombers est responsable de l'extinction des incendies, de la prévention des incendies et des accidents ainsi que les interventions en matière de protection civile.

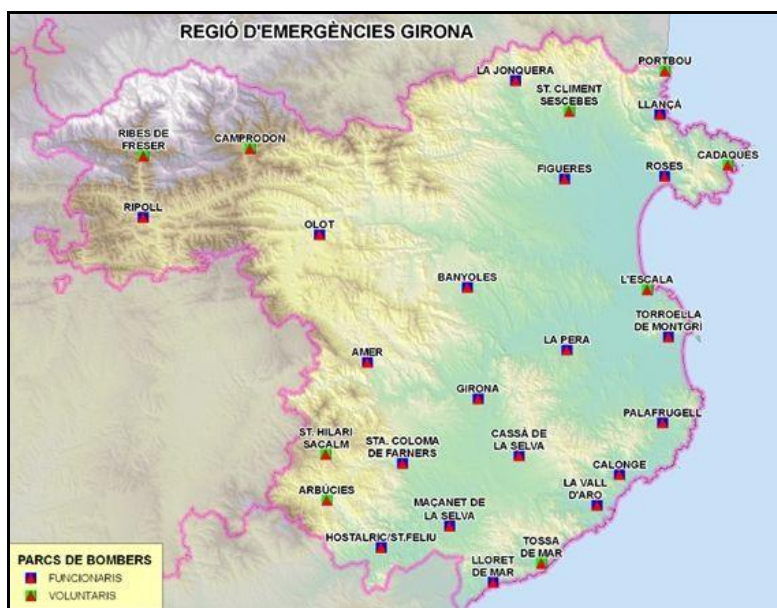
## Les moyens terrestres

### Le Corps des Bombers

Le Corps des Bombers a une organisation de deux types, d'une part des casernes avec des effectifs de professionnels et, d'autre part, celles qui ont des effectifs de volontaires. Nous avons déjà vu leurs compétences.

Logo des Bombers de la Generalitat

Source: <http://www20.gencat.cat>



Casernes de la région de Girona

Source: <http://www20.gencat.cat>

On compte 28 casernes de Bombers dans la région de Girona, dont neuf sont des casernes de Bombers volontaires. Dans la zone couverte par PRINCALB, il y a six casernes dont trois de volontaires. Lors de la saison estivale les effectifs, professionnels ou volontaires, sont complétés par du personnel contractuel car le risque est élevé.

Les deux structures sont gérées par le Centre de coordination opérationnelle Catalogne. Il est le centre supérieur de coordination et d'information de la structure de protection civile de Catalogne. Il réceptionne les appels d'urgence. Il active les plans d'alerte

et coordonne les urgences. Il regroupe tous les services impliqués dans la protection des personnes et des biens comme les mossos d'esquadra, le SEM, etc. La Salle Centrale des Pompiers gère les interventions des Bombers.

Salle Centrale des  
pompiers

Source: Bombers



Les Bombers sont dotés de véhicules pour les extinctions de feux de forêts, de type BRP, Bombardier Rural Lourd.

Source: Bombers

Raccord de type « Barcelona ».

Source: CIS Le Boulou





## Les Associations de Défense Forestière

Les Associations de Défense Forestière sont des associations formées par les propriétaires forestiers et les conseils municipaux sur leurs territoires respectifs, afin de prévenir et de lutter contre les incendies de forêt. Les ADF peuvent également intégrer des organisations professionnelles ainsi que des associations de protection de la nature officiant sur le même territoire. Leur échelle d'action peut-être communale ou supra communale en fonction du massif forestier et de ses limites. Ils opèrent sous le commandement du CAR et sont souvent amenés à travailler sur des parties bien ciblées lors des incendies.

Logo officiel des ADF



Six ADF sont impliquées au sein de la zone du PRINCALB, à l'exception de l'ADF "Les Salines" qui est affectée à l'Alt empordà.

Nom de l'ADF	Zone géographique	Communes
Les Salines	Salines	La Vajol, Agullana, Darnius, Maçanet de Cabrenys i Biure
L'Albera	Massif de l'Albera	La Jonquera, Cantallops, Espolla, Sant Climent Sescebes, Capmany, Masarac, Mollet de Peralada i Peralada
Ragaví	Massif de l'Albera	Rabós, Garriguella i Vilamaniscle.
Verdera	Cap de Creus	Palau-Saverdera i Pau
Cap de Creus - Serra de Rodes	Cap de Creus	El Port de la Selva i Selva de Mar
Cadaqués - Cap de Creus	Cap de Creus	Cadaqués

Elles sont financées par le Conseil provincial de Gérone et gérées par l'Association des ADF dans l'Alt Empordà. Les patrouilles sont également coordonnées par le Corps des Agents Ruraux et le Service de Prévention d'Incendie .

Ces patrouilles mobiles sont activées durant les trois mois d'été. Durant les jours de risque exceptionnellement élevés, les patrouilles sont affectées à la surveillance de points fixes sur des sites présentant un risque particulier. Les patrouilles sont équipées de réservoirs de 500 litres d'eau ainsi que de motopompes et d'un outillage spécifique à la gestion de la végétation.

### La patrouille du GEPIF

La Patrouille de surveillance du Groupe Spécial de Prévention d'Incendie de Forêt, du Département de l'Environnement et de l'Habitat: une seule patrouille est assignée pour tout le territoire de l'Alt Empordà. Par conséquent la patrouille n'est pas toujours sur le massif de l'Albera. La patrouille de surveillance est contrôlée par le Corps des Agents Ruraux et le personnel effectue des actions de surveillance durant la saison estivale et des travaux de prévention durant le reste de l'année. L'unité dispose de trois personnes, d'un camion équipé d'une citerne et d'une motopompe ainsi que d'un véhicule tout terrain.

Véhicules du GEPIF Source: Document d'équivalences PRINCALB



### Les tours de guet

Les tours de guet du massif de l'Albera et des Salines ainsi qu'une partie du personnel pompiers ne sont activés que pendant l'été. Les six tours de guet comprises dans le territoire PRINCALB ou qui ont vision sur ce territoire sont celles de la Serra de l'Altrera,

du Puig d'Esquers, de la Mare de Déu del Mont, de la Serra de Verdera, du Pic Moixer et celle de Santa Magdalena.

Les deux tours du Puig d'Esquers et du Pic Moixer n'ont pas été activées durant l'été 2009. Les quatre autres tours ont été activées constamment ces dernières années, mais les alertes pour des départs de feu au CECAT sont majoritairement données par des particuliers grâce à leur téléphone mobile plus que par les tours de guet. Dans ce contexte, la fonction des tours de guet est de plus en plus de confirmer et préciser la localisation et la virulence de la colonne de fumée que de signaler des départs de feu.

## Les moyens aériens

### Patrouille de surveillance aérienne du DIRIP

Le DIRIP, dispose de moyens de surveillance aérienne, les Avions de Surveillance et d'Attaque. Ils survolent les zones à risques durant les périodes où le risque d'incendie est élevé. En Catalogne, quatre unités sont basées à l'aéroport de Sabadell. Le territoire catalan est divisé en 4 zones. La zone PRINCALB est inscrite dans la zone de survol « Nord-Est », qui s'étend sur presque toute la côte de Gérone à Barcelone. Ces avions ont un réservoir d'une capacité de 3200 litres d'eau pour pouvoir intervenir rapidement en cas de départs d'incendies sur leur zone de vol.

Avion de surveillance et d'Attaque

Source: Document d'équivalences PRINCALB



### Surveillance aérienne du CAR

Le Corps des Agents Ruraux dispose lui aussi de moyens aériens. Un hélicoptère et un avion lui permettent d'effectuer des missions de surveillance. Ils sont principalement utilisés lors des périodes à risque élevé d'incendie et sont basés à l'Aéroport de Sabadell.

## L'hélicoptère d'attaque

L'hélicoptère d'attaque est stationné à l'héliport d'Orriols. Il n'est mis en service que durant la période estivale. Il sert à apporter un appui aérien aux hommes au sol. Les dates de mises en service peuvent varier en fonction des prévisions météorologiques et de la sensibilité au risque d'incendies. Il est systématiquement activé du 30 juin à mi-septembre. Le reste de l'année, un hélicoptère d'attaque reste opérationnel, mais au départ de Sabadell.

## L'hélicoptère de commandement

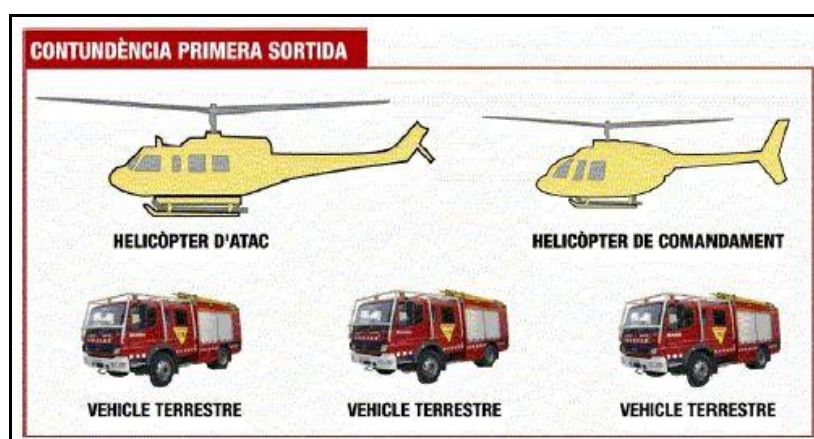
L'hélicoptère de commandement décolle en même temps que celui d'Orriols. Il commande les troupes au sol et embarque un gradé des Bombers: il oriente et conseille les hommes au sol car le fait d'être dans les airs donne le plus souvent une meilleure vision de l'incendie et de son déroulement futur.

## La stratégie d'attaque

Les Bombers catalans ont une stratégie d'attaque basée sur les moyens aériens. Lors d'une alerte incendie, le dispositif déclenché pour l'intervention est constitué de trois BRP, d'un hélicoptère d'attaque bombardier d'eau et de l'hélicoptère de commandement. Les moyens terrestres viennent des casernes les plus proches du sinistre.

### Schématisation de la stratégie d'attaque

Source : présentation de la campagne forestière estivale 2009



### **3.3. La lutte contre les incendies sur le versant nord**

#### **La compétence en matière de lutte**

##### **L'État**

Au niveau de l'État c'est le Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des Collectivités Territoriales qui a la compétence sur la lutte. Les secours sont organisés par le service interministériel de la défense et de la protection civile. Le département des Pyrénées-Orientales se trouve dans la zone de défense Sud, qui correspond à l'arc méditerranéen français. Cette zone de défense qui comprend le Centre InterRégional de COordination de la Sécurité Civile, gère les moyens aériens appartenant à l'État. Ce centre est dirigé par le Préfet de zone.

##### **Dans les départements**

C'est le SDIS qui a la compétence de la lutte au niveau départemental. Il l'organise en mettant en place des moyens et des protocoles de lutte et, de plus, il gère la lutte à travers son Centre Opérationnel Départemental d'Incendies et de Secours. Toute action du SDIS est validée au préalable par le Préfet à travers l'Ordre d'Opération Feu de Forêt.

##### **Au niveau Communal**

Le maire est responsable sur sa commune de l'organisation des moyens de secours car il est responsable de la sécurité du territoire communal. Il peut être le Directeur des Opérations de Secours en cas de sinistres.

##### **L'Ordre d'Opération Feu de Forêt**

Il est élaboré par le SDIS en partenariat avec la DDTM et les principaux acteurs concernés. L'OOFF organise et coordonne les actions et les moyens mis en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies de forêts durant toute la saison estivale sur le département des Pyrénées-Orientales, en définissant le rôle de chaque service. L'OOFF est approuvé par le Préfet des Pyrénées-Orientales.

Les indications suivantes sont relatives à l'OOFF de 2010.

- La mise en place du réseau de surveillance et d'alerte s'appuie sur un réseau de tours de guet, renforcé par des patrouilles de surveillance et d'un guet aérien, le dispositif de surveillance est proportionnel aux niveaux de risques prévus. Ce réseau permet la mise en œuvre rapide des moyens de lutte, dès le signalement de l'éclosion. En effet, la rapidité d'intervention est une condition fondamentale du succès en matière de protection des forêts contre l'incendie. L'optimum serait que lors des jours à risque « sévère » et « très sévère », les premiers moyens d'intervention puissent intervenir dans un délai maximum de 15 minutes après l'éclosion de l'incendie. Ceci nécessite donc, dans un premier temps, un système de détection particulièrement performant, basé sur le risque météorologique, et appuyé par un réseau de tours de guet fixes et un guet armé aérien.
- Le guet armé vise à assurer, par une mobilisation de tout le personnel disponible, un îlotage fin des massifs les plus exposés durant les périodes à risque. Il est terrestre (patrouille formée de personnel pompiers ou forestiers) et aérien.

## Les moyens terrestres

### Les sapeurs-pompiers

Sur le versant Nord, la majorité des sapeurs pompiers sont des volontaires. Il y a dans le SDIS66 environ 2300 sapeurs pompiers dont 2050 sont des sapeurs pompiers volontaires. Les casernes sont beaucoup plus présentes sur le versant Nord. On peut en compter onze sur le territoire PRINCALB dont seulement deux ont une partie de leurs effectifs avec des sapeurs pompiers professionnels.

Logo des sapeurs pompiers du SDIS 66

Source: sdis66





Le Centre de Traitements des Alertes est à Perpignan. C'est là que tous les appels pour demander l'intervention des sapeurs pompiers arrivent à travers le 18 ou le 112. Le CODIS est situé dans les mêmes locaux que le CTA, et permet de gérer l'intervention au niveau opérationnel.

Le SDIS 66 est majoritairement équipé de Camion Citerne Feux de forêt Moyen d'une contenance d'environ 4000 litres



Au niveau des raccords les sapeurs-pompiers du SDIS66 utilisent des raccords de type DSP.

Source: CIS Le Boulou

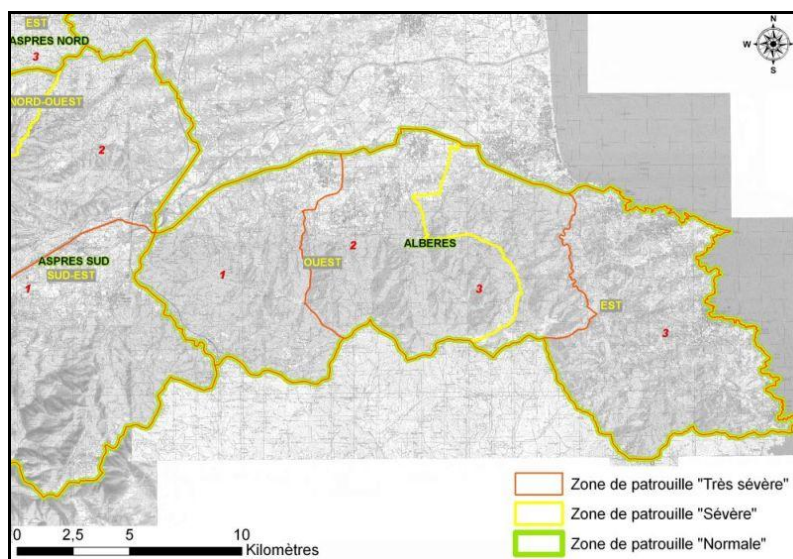
## Les patrouilles terrestres

Elles se composent d'un véhicule léger tout-terrain équipé d'une citerne d'eau et d'une motopompe. Ce sont les APFM et les sapeurs pompiers qui font ces patrouilles. Elles ont pour objectif d'informer le public, de veiller au respect de la réglementation relative à l'emploi du feu, de vérifier l'état des aménagements de lutte, de faire constater les infractions par des agents assermentés, de détecter précocement les départs de feu et de donner l'alerte, d'orienter les secours vers le lieu du sinistre et d'intervenir sur les feux naissants.

Du 1er juillet au 15 septembre, six patrouilles (en risque normal), sont activées chaque jour de 13h00 à 21h00. Selon le risque, jusqu'à six patrouilles supplémentaires sont susceptibles d'être ajoutées au dispositif. Le nombre de patrouilles par zone météorologique peut être respectivement doublé ou triplé si le risque affiché sur la zone est Sévère ou Très sévère. Du 1<sup>er</sup> juillet au 15 Septembre, le massif de l'Albera est parcouru quotidiennement par une patrouille au minimum et trois au maximum en risque très sévère.

Exemple de zones de patrouilles en fonction du risque météorologique défini sur le massif de l'Albera

Source: Document d'équivalences PRINCALB

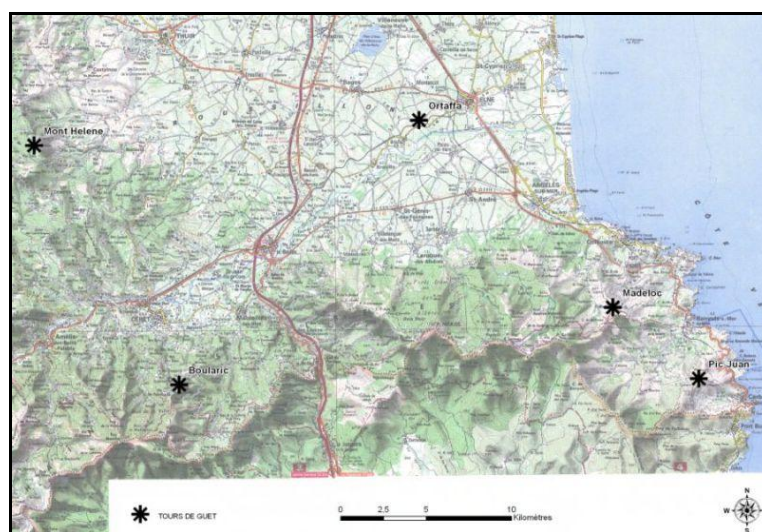


## Les tours de guet

Le département est couvert par neuf tours qui assurent une surveillance de 11h00 à 21h00. Il y a quatre tours principales qui sont opérationnelles du 1<sup>er</sup> juillet au 15 septembre: Força Réal, Mont Hélène, Ortaffa, et Madeloc. Puis il y a cinq tours secondaires qui sont opérationnelles du 15 juillet au 31 août: Opoul, Roquejalère, Boularic, Pic Juan et Lesquerde. Dans le territoire PRINCALB, en cas de risques maximums, trois tours de guet sont activées: Boularic, Pic Juan et Madeloc. Elles sont accompagnées de deux autres tours qui ont une visibilité sur le territoire du PRINCALB, il s'agit de Mont Helene et Ortaffa. Cependant l'Ordre d'Opération Feu de Forêt des Pyrénées-Orientales de 2009 spécifie que la période d'activité des tours de guet peut être modifiée selon les conditions météorologiques.

Localisation des Tours de guets sur le versant nord du massif de l'Albera

\*Source: SDIS 66



## **La Cellule Recherche des causes et circonstances d'Incendie**

Le SDIS66, l'ONF et la Gendarmerie participent conjointement à la cellule RCI pour déterminer les origines des incendies récurrents sur une zone, lorsque la surface incendiée est importante. L'équipe localise le ou les points de départ de l'incendie et recherche des traces et indices permettant de définir la cause de l'éclosion. La bonne définition des causes et des circonstances des incendies permet d'adapter la politique préventive sur le département.

## **Les moyens aériens**

### **L'avion de surveillance et de reconnaissance du SDIS 66**

Cet avion du SDIS66 nommé HORUS66 permet, grâce à son équipage composé d'un pilote et d'un gradé des sapeurs pompiers, d'exécuter les missions suivantes: surveiller les massifs, détecter ou confirmer les fumées en complément des tours de guet et en faire la transmission au CODIS. Il peut permettre aussi de guider les véhicules au sol et de les aider pour parfaire l'extinction grâce à la vision aérienne. L'avion d'observation et de reconnaissance est activé du 1er juillet au 15 septembre, les horaires et les secteurs des circuits de guet sont définis par l'Officier CODIS. Le départ de l'avion a lieu généralement entre 13 heures et 15 heures jusqu'au coucher du soleil (environ 20 h00). En cas de zone classée en risque météorologique Sévère, Très sévère ou Exceptionnel, l'activation d'Horus 66 est obligatoire. Il est basé à l'aéroport de Perpignan.

### **L'hélicoptère Bombardier d'eau du SDIS 66**

Il est affrété pour la saison feux de forêt par le SDIS et participe à ces missions d'observation, de surveillance et de lutte. En 2009, il a été activé et maintenu dans le département des Pyrénées-Orientales du 15 juillet au 15 septembre. Sa mission est d'assurer une surveillance, d'effectuer une reconnaissance et un appui au commandement. Enfin il est là pour intervenir sur les feux naissants grâce à sa réserve d'eau. Il est basé à l'aéroport de Perpignan.

### **Le Guet Armé Aérien**

Ces moyens ne sont pas départementaux mais zonaux. Ils surveillent un vaste territoire et peuvent rapidement intervenir sur des feux naissants. Le type d'avion qui compose ce guet armé est de type tracker et fonctionne en binôme. La base aérienne la plus

proche est celle de Carcassonne. Les prévisions de vol sont définies par l'officier de permanence du Centre Opérationnel de Zone de Valabre en fonction des conditions météorologiques. Le déclenchement du GAAR se fait entre 14h30 et 15h00. De plus le déclenchement des avions bombardiers d'eau peut être fait sur un feu confirmé et qui nécessite l'intervention des moyens aériens. Ces moyens aériens sont basés à Marignane et ne peuvent être utilisés que la journée.

## **Le Dragon 66**

Le Dragon 66 est un hélicoptère de la Sécurité Civile qui est basé à l'aéroport de Perpignan. Il peut servir en matière de lutte pour faire des reconnaissances dans le cadre d'importants incendies.

## **La Stratégie**

### **Les Groupes d'Intervention Feux de Forêt**

Les GIFF sont composés de quatre Camions Citerne Feu de Forêt et d'un Véhicule Léger Tout Terrain de commandement. Ils sont situés au sein des massifs, permettent d'intervenir rapidement sur des feux naissants. L'activation des GIFF est prévue de 13h30 à 21h00 sur les massifs du Conflent, des Fenouillèdes, des Aspres, des Corbières de la Plaine du Roussillon et de l'Albera. Le choix des sites se fait en fonction du niveau de risque. Les GIFF sont mis en place pour la protection des massifs les plus sensibles en fonction des prévisions météorologiques. Du 1er au 14 juillet et du 1er au 15 septembre, le dispositif de base est constitué de deux GIFF, et peut être complété selon les besoins. Ensuite, du 15 juillet au 31 août, les GIFF principaux sont Montpins, le Col de la Bataille, Tordères et le Mas Christine.

Selon le risque, jusqu'à huit GIFF supplémentaires peuvent être activés. Les GIFF peuvent être positionnés au niveau de Salses, Saint Michel de Llotes, Vinça, Fontcouverte, Thuir, Le Boulou, Saint-André et Père Carnère. Les GIFF qui sont sur le territoire du PRINCALB sont le Mas Christine en période normale et le Boulou, Saint André et Père Carnère en période de risque.

### **Les plans spécifiques**

#### **Le plan ALARME**

Le sigle ALARME signifie "ALerte Au Risque Météorologique Exceptionnel". Le plan a pour objet de réaliser à titre préventif une mobilisation exceptionnelle des moyens de

détection et de lutte contre les incendies de forêts, lorsque les prévisions météorologiques font état de risques très sévères ou exceptionnels. Il est déclenché uniquement dans les zones météorologiques concernées par l'état du risque. Il prévoit la mobilisation complète et le renforcement du dispositif de commandement, le renforcement du dispositif de détection de feux et de transmission de l'alerte, la mise en place des détachements d'intervention préventifs et des mesures à prendre en cas de grand sinistre.

### **Le plan ALADIN**

Un deuxième plan spécifique existe, le plan ALADIN. Il est activé lorsque les conditions climatiques et sociologiques dans une zone ou sur l'ensemble du département font craindre des actes de pyromanie. Le Préfet déclenche alors le Plan ALADIN, "Alerte Liée Aux Départs d'Incendie Nocturne", sur proposition du Directeur Départemental des Services d'Incendie et Secours. Ce plan poursuit les mêmes buts que le PLAN ALARME mais avec une mise en place qui s'effectue de nuit.

## **3.4. La lutte contre les incendies au niveau transfrontalier**

### **L'équivalence des dispositifs de lutte**

Au niveau des actions, on peut voir qu'elles sont presque semblables. Deux choses importantes sont à retenir de ce tableau. La première est une différence de stratégie d'attaque dans les deux versants du massif de l'Albera, la deuxième une différence au niveau des raccords.

Au niveau de l'OOFF, il existe une partie qui concerne les mesures à prendre en cas d'intervention transfrontalières

Pour les raccords, un système a été trouvé pour permettre de travailler avec les moyens du versant Sud.

Versant nord		Dispositif de surveillance et échelle d'intervention	Versant sud	
Gestion et coordination	Dispositif effectif sur le massif de l'Albera		Dispositif effectif sur le massif de l'Albera	Gestion et coordination
SDIS 66 (CODIS 66)	4 Tours de guet	<b>Tours de guet</b> Département des Pyrénées-Orientales / Catalunya (Massif de l'Albera)	3 Tours de guet	DIRIP
SDIS 66 / ONF 66 (CODIS 66)	De 1 à 3 Patrouille(s) de surveillance	<b>Patrouilles terrestres</b>  Département des Pyrénées-Orientales / Alt Empordà (Massif de l'Albera)	5 Patrouilles de surveillance	ADF (PN / SPI / CAR et Pompiers)
SDIS 66 (CODIS 66)	de 1 à 5 GIFF		1 Patrouille de surveillance	GEPIF (SPI qui délègue au CAR)
SDIS 66 (CODIS 66)	Avion de surveillance et de reconnaissance HORUS	<b>Patrouilles aériennes</b>  Département des Pyrénées-Orientales / Province de Girona	1 Hélicoptère et 1 avion de Surveillance	CAR
	1 Hélicoptère Bombardier d'eau (HBE)		1 Hélicoptère (Bombardier) d'attaque	DIRIP
Base de Carcassonne (COZ de Valabre)	Guet Armé Aérien (GAAR)	Zone de Défense Sud / Catalogne	1 Avion de Surveillance et d'Attaque (AVA)	DIRIP
L'ensemble des Services Publics (Préfecture / CODIS 66)	Plan ALARME & Plan ALADIN	Plans spécifiques de surveillance	Aucun	
Type DSP		Raccords	Type « Barcelona »	

Source: Document d'équivalences PRINCALB



Raccords de type « Barcelone » (à gauche) et de type DSP (à droite)

Source : SDIS66, CS du Boulou



Adaptateur Franco-Catalan

Source : SDIS66, CS du Boulou



Souvent les casernes du piémont de l'Albera possèdent dans leurs engins des adaptateurs qui peuvent permettre de se raccorder aux engins des différents versants ou de pouvoir utiliser les points d'eau des deux versants.

Au niveau des tours de guet qui ont une vision sur les deux versants, il serait envisageable de mettre à la disposition des guetteurs une cartographie de leur champ de vision qui ne s'arrête pas à la frontière. Cela permettrait d'aider à la détection des départs de feu pour les deux versants.



### **Équivalence des dispositifs d'études des incendies**

<b>Vessant nord</b>	<b>Missions</b>	<b>Vessant sud</b>
Cellule RCI (personnel pompiers gendarme et forestiers)	Recherche des Causes et circonstances d'Incendies	Le Corps des Agents Ruraux (CAR)

### **Accords juridiques**

Il n'y a aucun accord juridique sur des protocoles d'interventions ou d'assistance mutuelle entre les deux versants. Il y a juste un accord verbal pour envoyer des moyens dans les autres versants du massif de l'Albera.

### **Sur d'autres frontières**

Plusieurs projets en matière de lutte ont été créés sur d'autres frontières que celle de l'Albera. On a par exemple la construction d'EUROPA 1, un bateau-pompe franco-allemand. Il a été mis en service en juin 2007. La construction et la formation des personnels pour ce bateau-pompe aura coûté environ 2,5 millions d'euros dont 1 million de financements FEDER. Le propriétaire du bateau est un GLCT de droit français et basé dans l'enceinte du port de Strasbourg. L'armement de l'engin se fait de manière transfrontalière avec, en journée, des sapeurs-pompiers de Strasbourg et la nuit et les week-end les sapeurs-pompiers de Kehl.

On peut trouver également des exemples de coopération à la frontière franco-belge, avec un accord entre le SMUR français et le SMUR belge qui se répartissent les interventions selon la rapidité d'intervention le secteur d'action. La frontière n'est pas prise en compte dans cette sectorisation.

Dans la même région, on peut voir que grâce aux fonds européens de l'INTERREG 2, un réseau de transmissions opérationnelles transfrontalières a été financé. Pour un coût total de 62.530 euros il a permis l'installation en Belgique de quatre relais radio interconnectés et l'acquisition de douze émetteurs/récepteurs mobiles et portatifs, puis l'acquisition par le SDIS

des Ardennes de trente émetteur/récepteur mobiles équipant les véhicules d'intervention des CIS de la Pointe.

Une autre coopération mise en place est tri-nationale, franco-germano-suisse, dans la région du Rhin supérieur. Elle a permis la création de groupes de projets thématiques entre les trois pays pour coordonner les dispositifs et les moyens d'interventions.

Un autre projet encore plus ambitieux a vu le jour au niveau de l'Euregio Meuse-Rhin. Il s'agit de la création d'un eurodistrict « EMRIC » en matière de coopération des services de sécurité.

Enfin le plus récent et qui nous touche de plus près car il est sur la frontière franco-espagnole, c'est la signature d'une convention de coopération transfrontalière entre la Navarre et les Pyrénées-Atlantiques. Cette convention qui se signera normalement d'ici peu, amènera réflexion sur la construction d'un centre de secours transfrontalière au pied de l'Arbas.

Au niveau de la réglementation, on peut trouver plusieurs accords de coopération transfrontalières pour les secours entre la France et ses voisins européens. Par exemple l'arrangement administratif entre le Ministère Français de l'Intérieur, de la Sécurité Intérieure et des libertés locales et la Présidence du Conseil des Ministres Italien et son Département de la Protection Civile sur un ordre d'opérations pour l'intervention des moyens aériens bombardiers d'eau en cas d'assistance mutuelle lors d'incendies de forêts. Il a été signé à Paris en 2004.

On trouve aussi un traité entre le Royaume d'Espagne et la République Française qui définit la coopération en matière de protection et de sécurité civiles, signé à Perpignan le 11 octobre 2001.

## **Éléments récapitulatifs sur la lutte contre les incendies**

Nous avons pu voir que les stratégies de lutte diffèrent énormément d'un versant à l'autre du massif de l'Albera. Par ailleurs les exemples des situations à d'autres frontières montrent que la barrière étatique, linguistique et mentale peut être surpassée et que l'Union Européenne encourage ces actions. Comme pour les bassins à risques, je pense qu'il faut voir le massif de l'Albera comme un seul massif. Il faudrait donc préparer et signer des accords communs de coopération entre les services de lutte pour éviter de revivre des épisodes tragiques comme le feu de Port- Vendres en 1978 ou encore celui du Perthus en

1986. Il serait intéressant d'aller plus loin que la simple coopération en matière de feux de forêts et élargir la coopération à tous les types d'interventions qu'il serait susceptible d'effectuer sur ce territoire.

Dans le cadre du mémoire et après l'entretien avec le Capitaine Brou, j'ai recherché des moyens pour développer la coopération franco-catalane en matière de lutte. Les trois axes principaux sont la langue, la formation commune et le cadre juridique.

Pour tout cela, la création d'un **accord juridique** entre les deux pays semble inévitable pour permettre une coopération sécurisée entre les deux entités durant les interventions transfrontalières. D'autant plus que cette coopération va s'accroître avec l'ouverture et l'utilisation du tunnel transfrontalier du TGV et la suppression des installations qui marquaient la frontière sur l'autoroute A9.

Pour conclure cet accord, l'Eurodistrict ou l'Euro-Institut pourraient apporter leur aide à la préparation de cet accord ou même porter eux-même cette démarche. L'Euro-Institut est associé à un laboratoire de recherche, l'ICRESS, qui a un programme de recherche intitulé Frontière, Tourismes et Identités, qui comprend un thème sur la Gouvernance de l'Espace Catalan Transfrontalier. La création de cet accord pourrait parfaitement s'inscrire dans cet axe de recherche. L'Eurodistrict car c'est l'objectif même de cette entité, destinée à résoudre les problèmes transfrontaliers sur son territoire.

Sur **le plan technique**, le premier travail à envisager est la création d'un document d'équivalences entre les sapeurs-pompiers du département des Pyrénées-Orientales et les Bombers de la Generalitat de Catalunya. Ce document d'équivalences permettrait de connaître les grades afin que les sapeurs-pompiers sachent quel niveau de compétence a le personnel en face de lui, de connaître le type d'équipement de chacun et de comprendre le mode de fonctionnement de chaque côté en détaillant les procédures de déclenchement des secours, la couverture opérationnelle, etc.

De plus il faudrait que toutes les casernes des deux versants du massif de l'Albera soient équipées des deux types de clefs présentes sur le massif ainsi que d'adaptateurs franco-catalans pour les véhicules d'interventions, car les deux raccords sont de types totalement différents. Une solution a été trouvée pour pallier à cette différence, comme nous l'avons indiqué précédemment, mais encore faut-il que toutes les casernes en possèdent.

En ce qui concerne les points d'eau de type citernes ou bassins, le projet PRINCALB prend en compte la création du dispositif de double raccord. Ces petits dispositifs d'aide permettent souvent de sécuriser ou de mener à bien certaines missions.

Nous avons vu aussi qu'il existe un réel problème linguistique, par méconnaissance souvent des deux langues de proximité, celles qui sont utilisées sur les deux versants du massif, le français et le catalan. Un projet de formation linguistique devrait être conçu pour permettre l'acquisition de la langue catalane dans le département des Pyrénées-Orientales et du français en Catalogne. Ce projet pourrait être réalisé par l'intermédiaire d'un projet européen CULTURPRO. Il permettrait de bénéficier de quatre heures par semaine de cours gratuits spécialisés de catalan à Perpignan et de français à Girona, jusqu'en 2012. De plus, il est possible d'apprendre la langue grâce à des modules multimédias, notamment des modules techniques spécialisés pourraient être créés dans le domaine des sapeurs-pompiers dans les deux langues. Cela faciliterait la communication entre les sapeurs-pompiers des deux pays, sans laquelle il n'y a pas de coopération possible et, surtout, cela améliorerait l'efficacité des actions entreprises.

Un autre projet lié aux questions de langue devrait être la création de deux lexiques multi-langues. Le premier, créé exclusivement en franco-catalan, concernerait les incendies et servirait d'aide pour communiquer en cas d'intervention transfrontalière. Le deuxième, sur la base du franco-catalan, pourrait également intégrer d'autres langues comme l'anglais et l'allemand. Ce lexique comporterait tous les éléments ayant un rapport avec le secours aux victimes et permettrait de définir plus facilement les blessures, les problèmes des victimes, les circonstances des accidents, etc.

Enfin il pourrait être envisagé la création de formations communes. Grâce à l'Euro-Institut, des séminaires de formations thématiques devraient être organisés. Ils seraient destinés aux gradés des services d'incendie et de lutte des deux versants ainsi qu'aux services de santé comme le SAMU66, le SEM catalan et le Service de santé du SDIS66. Il est clair que la période de juillet à septembre est à exclure car c'est la saison des plus forts risques. La périodicité de ces séminaires reste à définir mais elle pourrait être d'un par trimestre, sans frais d'inscription, car cela rentrerait dans le cadre du projet de coopération Euro-Institut Catalan Transfrontalier 2010/2013. Seuls les frais de déplacement, de repas et autres frais nécessaires au déroulement du séminaire devraient être couverts.

Ces séminaires, dont la thématique reste également à définir en fonction des besoins des professionnels, pourraient débuter par un séminaire dit de présentation où les différentes entités feraient connaissance et évoqueraient les objectifs attendus de ces séminaires. Ensuite, les séminaires seraient organisés par type de risques. Il y aurait donc un séminaire

sur les feux de forêt, un sur les feux urbains, un sur les secours routiers, un sur les risques divers ( les inondations,...) et un sur la thématique du secours sur le TGV.

Ces séminaires permettraient ainsi d'obtenir des renseignements sur les différentes manières de travailler de chaque entité, de connaître les capacités, de partager les savoir-faire et, finalement, d'arriver à bien travailler conjointement en créant des protocoles d'intervention.

## En guise de conclusion

Nous avons pu voir que notre territoire comporte des paysages exceptionnels mais qu'ils sont très fragiles en matière d'incendie. C'est pourquoi plusieurs actions se sont développées dans les massifs en utilisant des financements européens, nationaux et locaux, pour améliorer leur protection et permettre une lutte plus organisée.

On a pu constater que la coopération entre les deux versants sur cette thématique n'est pas une chose aussi simple car les compétences, les méthodes de fonctionnement et les mentalités sont assez différentes. En matière de prévention contre les incendies, ces différences sont assez faciles à faire disparaître. En revanche, au niveau de la lutte, s'il est vrai que ces différences peuvent disparaître, il est aussi certain que cela sera plus compliqué car chacun a ses méthodes de travail.

J'ai pu remarquer à travers mon stage que, malgré les difficultés liées à la différence d'État, c'est la volonté des personnes de souhaitent faire avancer les choses qui arrive à dépasser les frontières.

J'espère qu'au niveau de la lutte contre les incendies, la coopération va s'accroître et devenir une coopération durable. Cette coopération peut s'améliorer grâce aux propositions avancées dans ce travail et par tout ce qui apparaîtra au cours de cette coopération. La coopération transfrontalière est la seule solution pratique et efficace. Accompagnée d'aménagements importants, comme ceux du projet PRINCALB, elle nous permettra de sauvegarder notre beau patrimoine et d'éviter un traumatisme semblable à celui de l'année tragique de 1986, dont les effets sur le territoire et sur les esprits restent marqués pendant plusieurs décennies.

Une autre initiative porteuse d'espoir est la création de l'Eurodistrict Catalan Transfrontalier dont nous espérons qu'il soit une aide fondamentale pour la coopération transfrontalière. Cet appui et ses initiatives accentueront les volontés de coopération pour aller, je l'espère, vers une structure de prévention et un réseau de lutte entièrement transfrontaliers.

# Bibliographie

## Ouvrages:

- Document d'équivalences PRINCALB, 2010
- Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, *Plan Départemental de Protection des Forêts contre les Incendies, Département des Pyrénées-Orientales*, Mai 2006.
- Bouisset, Christine, «Les incendies de forêts méditerranéens : limites, marges, frontières », *Revue Persée*, N° 609 , pages 648-650, Année 1999.
- Mission Opérationnelle Transfrontalière et Universitat de Girona, *Livre Blanc de l'Eurodistrict Catalan Transfrontalier*, Octobre 2008.

## Sites internet

- Generalitat de Catalunya: <http://www.gencat.cat/>
- Conseil Général des Pyrénées-Orientales: <http://www.cg66.fr/>
- Prévention Incendie 66: <http://www.prevention-incendie66.com>
- Mission Opérationnelle Transfrontalière: <http://www.espaces-transfrontaliers.org>
- Service Départemental d'Incendie et de Secours des Pyrénées-Orientales: <http://www.sdis66.fr>
- POCTEFA: <http://www.poctefa.eu>
- Union Européenne: <http://europa.eu>
- Agence de Développement Rural Europe et Territoires (ADRET): <http://www.europedirectplr.fr>

## Vidéos:

- « Ça sent le roussi », Film d'Arnaud Brugier 2007, Édition Art Image.
- « Memòria del foc » (1986-2006), Film de Jordi Calvet i Montse Burset, 2006, Édition personnelle.



## Annexes

Annexe 1: Financement des mesures de protection civile (2007-2013)

Selon:

[http://europa.eu/legislation\\_summaries/environment/civil\\_protection/128156\\_fr.htm](http://europa.eu/legislation_summaries/environment/civil_protection/128156_fr.htm)

Annexe 2: Mécanismes de coopération pour la protection civile

Selon:

[http://europa.eu/legislation\\_summaries/environment/civil\\_protection/128003\\_fr.htm](http://europa.eu/legislation_summaries/environment/civil_protection/128003_fr.htm)

Annexe 3: EUROPA 1, Bateau-pompe franco-allemand

Selon: <http://www.sdis67.com/fr/aovehiculesspecialises/bateau-pompe>

Annexe 4: Des secours sans frontières, accord entre les SMUR de Dinant et de Fumay pour la couverture opérationnelle par les sapeurs-pompiers

Selon: <http://www.lunion.presse.fr/article/region/des-secours-sans-frontiere>

Annexe 5: La coopération transfrontalière dans le SDIS des Ardennes

Selon: <http://www.sdis08.com/?rub=2&ssrub=6>

Annexe 6: La coopération tri-nationale franco-germano-suisse des secours dans la région du Rhin-supérieur

Selon:

[http://www.ctif.org/IMG/pdf/France\\_-\\_Border\\_cooperation\\_french\\_-\\_Francis\\_Levy.pdf](http://www.ctif.org/IMG/pdf/France_-_Border_cooperation_french_-_Francis_Levy.pdf)

Annexe 7: La création d'un eurodistrict sur la collaboration des Services de Sécurité dans l'Euregio Meuse Rhin (EMRIC)

Selon: <http://www.emric.info>

Annexe 8: Exercice pour une approche transfrontalière des secours (convention entre la Navarre et les Pyrénées-Atlantiques)

Selon:

<http://www.larepubliquedespyrenees.fr/2010/08/11/exercice-pour-une-approche-transfrontaliere-des-secours,150363.php>

Annexe 9: Arrangement administratif entre la France et l'Italie sur l'Ordre d'Opérations de moyens aériens en cas d'assistance mutuelle lors d'incendies de forêt

Selon:

<http://www.doc.diplomatie.fr/BASIS/pacte/webext/bilat/DDD/20040279.pdf>

Annexe 10: Traité entre le Royaume d'Espagne et la République Française en matière de protection et de sécurité civile

Selon: [http://untreaty.un.org/unts/144078\\_158780/5/2/12828.pdf](http://untreaty.un.org/unts/144078_158780/5/2/12828.pdf)

Annexe 11: Appel à projets 2010 Fond commun de soutien aux projets de coopération sur l'espace catalan transfrontalier

Selon: <http://www.cg66.fr>

Annexe 12: Entretien avec la Capitaine Brou, Chef du service Opérations du SDIS66

Annexe 13: Ordre Opérationnel Feux de Forêt du SDIS66

Annexe 14: L'Euroinstitut Catalan Transfrontalier

Annexe 15: Le projet CULTURPRO

## **Annexe 1: Financement des mesures de protection civile (2007-2013)**

Selon: [http://europa.eu/legislation\\_summaries/environment/civil\\_protection/128156\\_fr.htm](http://europa.eu/legislation_summaries/environment/civil_protection/128156_fr.htm)

Financement des mesures de protection civile (2007-2013)

Page 1 sur 2

EUROPA > Synthèses de la législation de l'UE > Environnement > Protection civile

**Financement des mesures de protection civile (2007-2013)**

L'Union européenne (UE) en place d'un instrument destiné à financer l'élaboration et la mise en œuvre de mesures de protection civile. La présente décision définit les actions éligibles, leurs critères de sélection et leur mode de financement. Elle définit également les bénéficiaires et certaines mesures de contrôle et de lutte contre la fraude.

**ACTE**

**Décision 2007/162/CE, Euratom du Conseil, du 5 mars 2007, instituant un instrument financier pour la protection civile.**

**SYNTHÈSE**

La décision met en place un instrument permettant de financer des mesures de préparation et de réaction rapide aux urgences majeures, que celles-ci résultent de catastrophes naturelles, industrielles et technologiques, ou d'actes terroristes. L'objectif est de contribuer à l'efficacité des systèmes nationaux de préparation et de réaction aux situations à risque pour les personnes, l'environnement ou les biens soit en améliorant la capacité de ces systèmes, soit en favorisant leur coopération.

Les actions pouvant obtenir un financement sont définies dans la décision et comprennent, notamment, les projets de démonstration, les mesures de sensibilisation et de diffusion, la formation et les exercices, l'envoi et le déploiement d'experts ou la mobilisation à brève échéance des moyens et équipements appropriés. En outre, les mesures de contrôle et d'évaluation par la Commission directement nécessaires à la mise en œuvre du présent instrument peuvent également être financées par ce moyen.

Parmi les critères de sélection, les actions doivent, par exemple, permettre l'évaluation des besoins et favoriser la constitution de moyens et d'équipements appropriés, assurer la disponibilité de ces moyens et équipements, permettre leur transfert aux États demandeurs, promouvoir l'échange d'expérience et de savoir-faire entre les services nationaux, etc. Les bénéficiaires peuvent être des personnes physiques ou morales de droit privé ou public.

Les actions et mesures financées par le présent instrument sont complémentaires d'autres instruments et politiques de l'Union européenne (UE), tel que le Fonds de solidarité pour l'Union européenne (FSUE).

Toutefois, pour éviter les doubles emplois et les doubles financements, certains domaines d'action sont exclus des possibilités de financement par l'instrument proposé ici. C'est le cas, entre autres, des actions et mesures prévues par le [deuxième programme d'action communautaire dans le domaine de la santé \(2008-2013\)](#) ou par le [programme d'action dans le domaine de la politique des consommateurs](#), de celles effectuées hors de l'UE qui sont couvertes par l' [instrument de stabilité](#) et de celles prévues par le [programme spécifique en matière de terrorisme](#) ou relatives au maintien de l'ordre et de la sécurité intérieure. Par ailleurs, le financement est exclu lorsque l'action ou la mesure envisagée est déjà financée par un autre instrument financier européen.

Le montant total des actions et mesures financées par le présent instrument est fixé à 189,8 millions d'euros pour la période comprise entre le 1er janvier 2007 et le 31 décembre 2013. Ces actions et mesures peuvent être financées par des subventions ou par des marchés publics, élaborés et mis en œuvre conformément au [règlement financier de l'UE](#).

Afin de garantir une bonne gestion du présent instrument financier, la Commission peut effectuer des contrôles sur place. En outre, afin de [protéger les intérêts financiers](#) de la Communauté, la Commission a la charge d'appliquer des mesures de protection contre la fraude, la corruption et toute autre activité illégale, ainsi que des sanctions lorsqu'elles sont nécessaires.

**Contexte**

Le financement apporté par le présent instrument permettra d'accroître l'efficacité des mesures de préparation et de réaction aux urgences majeures, notamment les mesures prises dans le cadre de la

[http://europa.eu/legislation\\_summaries/environment/civil\\_protection/128156\\_fr.htm](http://europa.eu/legislation_summaries/environment/civil_protection/128156_fr.htm)

27/09/2010

## Financement des mesures de protection civile (2007-2013)

Page 2 sur 2

coopération entre États membres mise en place par la décision [2007/779/CE](#), Euratom relative à un [mécanisme de protection civile](#).

Jusqu'au 1er janvier 2007, les actions en matière de protection civile étaient financées par le programme d'action communautaire en faveur de la protection civile, institué par la [décision 1999/847/CE](#). Le présent instrument financier permet la continuation de ces actions.

**RÉFÉRENCES**

Acte	Entrée en vigueur	Délai de transposition dans les États membres	Journal Officiel
Décision <a href="#">2007/162/CE</a> , Euratom	01.01.2007	-	JO L 71 du 10.03.2007

Dernière modification le: 15.05.2008



## **Annexe 2: Mécanismes de coopération pour la protection civile**

Selon : [http://europa.eu/legislation\\_summaries/environment/civil\\_protection/128003\\_fr.htm](http://europa.eu/legislation_summaries/environment/civil_protection/128003_fr.htm)

Mécanisme de coopération pour la protection civile Page 1 sur 4

EUROPA > Synthèses de la législation de l'UE > Environnement > Protection civile

**Mécanisme de coopération pour la protection civile**

Le mécanisme communautaire de protection civile soutient et facilite la mobilisation des services de secours pour répondre aux besoins immédiats des pays frappés par une catastrophe ou qui risquent d'en subir une. Il améliore la coordination des interventions de secours en définissant les obligations des États membres et de la Commission, et en instituant certains organes et procédures, tels que le centre de suivi et d'information.

**ACTE**

Décision [2007/779/CE](#), Euratom du Conseil du 8 novembre 2007 instituant un mécanisme communautaire de protection civile (refonte) [[Voir actes modificatifs](#)].

**SYNTHÈSE**

Un mécanisme de coopération est instauré afin d'améliorer la coordination de l'intervention des services de secours de la protection civile dans les cas d'urgence majeure. Ces cas peuvent être le résultat d'une catastrophe naturelle, technologique, radiologique ou environnementale (y compris la pollution marine accidentelle), ou d'un acte terroriste survenant ou menaçant de survenir tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Union européenne (UE).

Le mécanisme se fonde sur une série d'éléments et d'actions, notamment:

- établir un inventaire des équipes de secours et d'intervention disponibles dans les États membres;
- élaborer un programme de formation destiné aux membres des équipes d'intervention et de secours;
- mettre en marche des ateliers, des séminaires et des projets pilotes relatifs aux principaux aspects des interventions;
- constituer des équipes d'évaluation et de coordination;
- mettre en place un centre d'information et de suivi (MIC), ainsi qu'un système commun de communication et d'information ;
- mettre en place un système commun de communication et d'information d'urgence (CECIS) entre le MIC et les points de contact des États membres ;
- contribuer à élaborer des systèmes de détection et d'alerte rapide ;
- faciliter l'accès aux ressources en matériel et en moyens de transport grâce à la fourniture d'information sur les ressources disponibles auprès des États membres et au recensement des ressources provenant d'autres sources ;
- mettre à disposition des moyens de transport complémentaires.

**Préparation aux urgences**

En vue de la mise en place du présent mécanisme, les États membres doivent en particulier:

- recenser les équipes disponibles pour intervenir dans un délai de 12 heures à compter de la demande d'aide;
- sélectionner les personnes pouvant être appelées à participer à une équipe d'évaluation ou de coordination;
- mettre sur pied des modules d'intervention interopérables rassemblant les ressources d'un ou plusieurs États membres et capables de remplir des missions de réaction à une situation d'urgence ;
- envisager la possibilité de fournir une assistance supplémentaire spécialisée en cas d'urgence particulière ;
- fournir toute autre information pertinente pour la mise en œuvre du mécanisme, au plus tard six mois après l'adoption de la présente décision;
- signaler les autorités compétentes et les points de contact en vue de la mise en œuvre de cette décision.

Par ailleurs, les États membres qui le souhaitent peuvent fournir des informations sur la disponibilité de moyens militaires lors d'une demande d'aide.

[http://europa.eu/legislation\\_summaries/environment/civil\\_protection/128003\\_fr.htm](http://europa.eu/legislation_summaries/environment/civil_protection/128003_fr.htm) 27/09/2010

## Mécanisme de coopération pour la protection civile

Page 2 sur 4

De son côté, la Commission européenne prend en charge, entre autres, la mise en place et la gestion du MIC, du CECIS et du programme de formation des équipes d'intervention. Elle prépare la mobilisation et l'envoi de petites équipes d'experts sur le terrain chargées d'évaluer les besoins et, éventuellement, de faciliter la coordination des opérations sur place. Elle établit également un programme de recensement et de diffusion des enseignements tirés des interventions, et collecte et centralise les informations sur les capacités nationales en matière de ressources médicales.

Les informations sur les moyens nationaux de protection civile disponibles pour les interventions de secours sont compilées dans une base de données. Il bénéficie également du contenu de la base de données militaire, compilé par l'État-major de l'Union européenne (EMUE), qui donne une vue d'ensemble des ressources disponibles pour gérer les conséquences des catastrophes.

**Réaction aux urgences**

L'organe opérationnel du mécanisme est le centre de suivi et d'information (MIC - « monitoring and information center ») qui est basé à la Commission européenne à Bruxelles. Par l'intermédiaire du MIC, qui est disponible 24 heures sur 24, la Commission peut faciliter la mobilisation des moyens de protection civile des États membres en cas d'urgence.

Tout pays participant touché ou qui risque d'être touché par une catastrophe majeure - dans ou hors de l'UE - peut demander une assistance directement à un État membre ou par l'intermédiaire du MIC. Dans ce cas, le MIC transmet immédiatement la demande au réseau des points de contact nationaux. Ces derniers indiquent au MIC s'ils sont en mesure de fournir de l'aide. Le MIC compile ensuite les réponses obtenues et informe le pays dont émane la demande de la disponibilité des secours. Le pays concerné sélectionne alors le type d'assistance dont il a besoin et prend contact avec les pays qui la proposent. Le MIC peut également apporter un soutien technique, par exemple un accès plus aisé aux images satellites, et joue un rôle de centre d'information qui collecte des données et en diffuse des mises à jour régulières à tous les pays participants.

La responsabilité de la direction des opérations de secours relève de l'État demandeur, tandis que les détails d'exécution relèvent de la personne désignée par l'État qui apporte l'assistance. L'État demandeur peut déléguer la direction des opérations aux équipes d'intervention, qui doivent dès lors coordonner leurs actions, éventuellement avec le soutien des équipes d'experts chargées de l'évaluation et/ou de la coordination.

Dans le cas d'une intervention de secours dans un pays tiers, la présidence du Conseil joue un rôle de coordination politique et stratégique des opérations, la Commission conservant son rôle de coordination opérationnelle. Les tâches relevant de la coordination opérationnelle comprennent en particulier des activités de dialogue et de contact avec les points de contact nationaux, le pays tiers touché ainsi que les intervenants importants tels que les services de l'Organisation des Nations unies (ONU). Par ailleurs, la coordination globale est assurée par l'ONU lorsque ses services sont présents sur les lieux.

Le mécanisme est ouvert à la participation des pays candidats à l'adhésion à l'UE et à des États tiers. Aujourd'hui, 30 pays prennent part au mécanisme qui bénéficie d'une allocation financière sur une base annuelle: les 27 États membres de l'UE, l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège.

La Commission présente un rapport sur la mise en œuvre de la présente décision tous les trois ans.

**Contexte**

En janvier 2006, la Commission a proposé de renforcer le mécanisme européen de protection civile existant grâce à l'expérience acquise et de fournir une base juridique appropriée pour les actions futures dans ce domaine. Ce renforcement vise à faire face à l'accroissement de la fréquence et de la gravité des catastrophes naturelles et d'origine humaine.

Le présent instrument de coopération, issu de cette proposition de la Commission, remplace le mécanisme pour les interventions de secours mis en place par la décision [2001/792/CE](#), Euratom, abrogée par la présente décision.

**RÉFÉRENCES**

Acte	Entrée en vigueur - Date d'expiration	Délai de transposition dans les États membres	Journal Officiel
------	--	---	------------------



Décision <a href="#">2007/779/CE</a> , Euratom	8.11.2007	-	JO L 314 du 1.12.2007
---	-----------	---	-----------------------

Acte(s) modificatif(s)	Entrée en vigueur	Délai de transposition dans les États membres	Journal Officiel
Décision 2008/73/CE, Euratom	20.12.2007	-	JO L 20 du 24.1.2008

## ACTES LIÉS

**Décision [2007/162/CE](#), Euratom du Conseil du 5 mars 2007 instituant un [instrument financier pour la protection civile](#) [Journal officiel L 71 du 10.3.2007].**

L'UE dispose d'un instrument qui lui permet de financer des activités axées sur la prévention, la préparation et l'intervention effective, notamment celles exercées en vertu du présent mécanisme. Cet instrument financier couvre la période 2007-2013 et remplace le programme d'action communautaire en faveur de la protection civile, institué par la [décision 1999/847/CE](#).

**Communication de la Commission du 20 avril 2005 intitulée « Perfectionner le mécanisme communautaire de protection civile » [COM(2005) 137 final - Non publiée au Journal officiel].** La présente communication souligne quatre domaines dans lesquels le mécanisme peut être perfectionné, sans que celui-ci nécessite une modification :

- mieux préparer les interventions, notamment en poursuivant l'évaluation des moyens de protection civile, les cours de formation et les exercices de simulation, ainsi qu'en développant la spécialisation d'équipes de secours (approche modulaire);
- développer les moyens d'analyse et d'évaluation des besoins, notamment les moyens et actions du MIC;
- renforcer la coordination à tous les niveaux: entre les États membres et au sein de la Commission, avec l'Organisation des Nations unies (ONU), avec les services communautaires d'aide humanitaire (ECHO), sur le terrain et avec les services militaires mobilisés en cas de catastrophe;
- améliorer l'assistance en faveur des ressortissants de l'UE victimes de catastrophes hors de l'UE.

En outre, la communication envisage des mesures à plus long terme pour développer les moyens communautaires de protection civile, telles que le regroupement des moyens de protection civile, l'information des pays tiers des possibilités de recours au mécanisme communautaire, le développement de modules spécialisés de réserve, le renforcement de la base logistique et la promotion de la coordination internationale des services de secours en cas de catastrophe. Ces mesures à plus long terme nécessiteraient une modification du mécanisme communautaire de secours.

**Décision [2004/277/CE](#), Euratom de la Commission du 29 décembre 2003 fixant les modalités d'exécution de la décision [2001/792/CE](#), Euratom, instituant un mécanisme communautaire visant à favoriser une coopération renforcée dans le cadre des interventions de secours relevant de la protection civile [Journal officiel L 87 du 25.03.2004].**

**Résolution du Conseil du 22 décembre 2003 relative au renforcement de la coopération communautaire dans le domaine de la recherche en matière de protection civile [Journal officiel C 8 du 13.01.2004].**

Le Conseil encourage le développement de projets de recherche en matière de réduction des risques naturels et technologiques et d'atténuation de leurs conséquences. Il encourage également les instituts de recherche et les organismes compétents à élaborer des objectifs communs en matière de prévention et de réaction face aux risques naturels et technologiques.

**Résolution du Conseil du 19 décembre 2002 sur les aides spécifiques en matière de protection civile aux régions ultrapériphériques et isolées, aux régions insulaires et d'accès difficile et aux régions faiblement peuplées de l'Union européenne [Journal officiel C 24 du 31.01.2003].**

Le Conseil estime que les régions ultrapériphériques, isolées, insulaires éloignées et faiblement peuplées doivent bénéficier de mesures appropriées à leur situation particulière. Il encourage ainsi notamment la réalisation de projets conjoints entre régions présentant les mêmes caractéristiques, la prise en compte de ces caractéristiques lors de la planification des réponses aux situations d'urgence, la constitution d'équipes d'intervention spécialisées et le développement de systèmes de communications efficaces et



Mécanisme de coopération pour la protection civile

Page 4 sur 4

fiables adaptés.

**Résolution du Conseil du 28 janvier 2002 visant à renforcer la coopération en matière de formation dans le domaine de la protection civile [Journal officiel C 43 du 16.02.2002].**

Le Conseil invite la Commission à examiner des initiatives en vue d'établir un réseau entre les centres de formation et les écoles de protection civile ainsi qu'à soutenir financièrement le projet et à y impliquer les pays candidats. La Commission est également invitée à étudier la possibilité de mettre en place une académie européenne de protection civile pour perpétuer cette coopération.

Dernière modification le: 04.04.2008

## Annexe 3: EUROPA 1, Bateau-pompe franco-allemand

Selon: <http://www.sdis67.com/fr/aovehiculesspecialises/bateau-pompe>

EUROPA 1 en action.  
Capacité de débit des 2 lances monitor 14 000 l/min.

Vue de la timonerie  
Au centre, le poste de pilotage.  
À gauche, le poste du chef de l'équipe des sapeurs-pompiers.

ACTUALITÉ

# EUROPA 1

## bateau-pompe franco-allemand

Texte : Lcl Alex ROTH

**Présentation et conditions de mise en service**

Le bateau-pompe EUROPA 1 sera mis en service à la fin de l'année 2007. Six années de travail ont été nécessaires pour la réalisation complète du projet. Le dernier trimestre 2007 était consacré aux ultimes réglages de ce prototype ainsi qu'à la formation des équipages.

Son coût final, formation et équipement compris, est de 2.5 millions d'euros. Il sera la propriété d'un GLCT (groupement local de coopération transfrontalière) de droit français et basé dans l'enceinte du port autonome de Strasbourg.

En journée, les sapeurs-pompiers de Strasbourg (groupement Centre) desserviront le bateau-pompe; la nuit et le week-end, les sapeurs-pompiers de Kehl (Allemagne) situés juste sur l'autre rive du Rhin prendront le relais.

L'équipage est composé d'un conducteur titulaire de la patente (certificat de conduite) du Rhin, d'un mécanicien sapeur-pompier et de 6 sapeurs-pompiers. Il n'y a pas de veille à bord. Les équipages désignés convergent au lieu d'amarrage à la demande.

En matière de formation, nous avons effectué une première série destinée à quelque 200 sapeurs-pompiers (équipiers bateau-pompe), puis des formations pour les chefs d'agrès, les mécaniciens.

Ce bateau-pompe a fait l'objet d'un règlement opérationnel spécifique validé par le ministère de l'Intérieur. Il est habilité à effectuer les missions suivantes :

- **Sauvetage de personnes** (de masse jusqu'à 30 personnes).

- **Lutte contre l'incendie :**

- feu de bateau (tout type),
- feu de bâtiments situés à proximité de la voie fluviale,
- alimentation en eau des moyens sapeurs-pompiers à terre.

- **Aide technique :**

- opération de désincarcération en cas de collision,
- lutte contre les voies d'eau d'un bateau (pompage, renflouage),
- lutte contre les matières dangereuses,
- lutte limitée contre les pollutions/ récupération de produits dans les eaux calmes des ports et écluses,
- plate-forme de travail sécurisée pour les plongeurs,

- livraison d'énergie électrique et éclairage des lieux d'interventions aux abords du Rhin,
- sécurisation des obstacles dérivants.

Le bateau-pompe ne pourra assurer de remorquage de péniche ou d'automoteur. Le bateau-pompe sera opérationnel 24h/24h et interviendra sur son secteur normal du Nord au Sud du Bas-Rhin (de Lauterbourg à Marckolsheim), des deux côtés du Rhin, soit à la demande du COS français soit d'un COS allemand. La garde sera assurée 24h/24h à partir des centres de secours du groupement Centre (CS Finkwiller et CS Ouest). À terme, nous procéderons à une mutualisation des moyens avec un équipage mixte franco-allemand.

En cas de demande expresse pour une intervention hors secteur normal compatible avec les délais d'intervention, le bateau-pompe pourra également être sollicité.

Entraînement des équipiers à la piscine du centre de secours Ouest.

4

SDIS67.com • N°5 • décembre 2007





© Photos : Serge Schlegel

Les 6 diffuseurs de brouillard d'eau assurant l'autoprotection du bateau-pompe.

## CARACTÉRISTIQUES

### MOTORISATION

- 2 moteurs MAN de 1100 CV chacun
- 2 hydrojet type Kameva
- Réserve diesel à bord : 4000 litres
- Consommation moyenne à 40km/h : 300 l/heure
- Vitesse maxi : 50km/h (il s'agit de rattraper le temps perdu nécessaire à l'écluse)

### MOYENS HYDRAULIQUES

- 2 pompes ALCO débits 7000 litres/minute chacune, soit 14 000 litres/minutes, alimentant la lance monitor eau/mousse de proue et la lance monitor de poupe montée sur une grue (hauteur déployée 11 m)
- 1 pompe électrique 2000 litres/minute
- 1 réserve de 3200 litres d'émulseur A3F à 1%
- possibilité de rajouter 6 cubitainers contenant 1000 litres d'émulseur à 3% sur le pont de proue
- possibilité d'attaque ou d'approvisionnement en eau des moyens sapeurs-pompiers terrestres. 5 sorties de 70 et 2 sorties de 110 côté bâbord et tribord
- 6 diffuseurs de brouillard d'eau servant à l'autoprotection
- 3 lances à mousse pour la protection du bateau-pompe en cas de nappe dérivante d'hydrocarbure en feu

### MOYENS TECHNIQUES

#### Moyens de levage :

- 2 grues de proue, bâbord et tribord (capacité de 1 T à 3 M)
- 1 grue lance de poupe (capacité de 5 T à 3 M) servant également à la dépose du canot de sauvetage

#### Énergie / éclairage :

- 2 générateurs électrique MITSUBISHI de 63 KVA chacun

- 4500 W d'éclairage de poupe côté bâbord et tribord
- 1 projecteur de poursuite
- des moyens d'éclairage mobiles

#### Protection anti-déflagrant :

##### ↓ Niveau ① (gaz lourds) :

- Détection au niveau des plats-bord à tribord et bâbord.

##### ○ Si détection positive :

- verrouillage des portes (mais avec possibilité de fuite)
- réalisation d'un SAS
- suppression à l'intérieur des locaux
- coupure des prises de courant extérieures non anti-déflagrante
- verrouillage au tableau de bord des commandes d'éclairage extérieur
- dispositif anti-étincelles pour les gaz d'échappement

##### ↑ Niveau ② (gaz léger) :

- Prise d'air à 5,0 m au dessus du niveau de l'eau
- Détection à 4,5 m

##### ○ si détection positive → fuite

### MATÉRIEL LOCAL SAPEUR-POMPIER

- matériel d'attaque (lances LDV eau/mousse, tuyaux de 110, de 70, de 45, raccord franco-allemand)
- matériel de pompage (16000 litres/minute)
- matériel de protection respiratoire
- tenues de protection contre les risques chimiques
- matériels d'éclairage de port
- matériel de désincarcération
- matériel médical
- petit matériel

### TRANSMISSION / AUTRES

- 2 fréquences rhénanes - 156 Mhz et 174 Mhz
- 2 fréquences allemandes 76,69 Mhz et 86,49 Mhz

- 2 fréquences françaises 400/470 Mhz et 66/68 Mhz
- 2 émetteurs-récepteurs portatifs français, 2 émetteurs-récepteurs portatifs allemands, «bandeau»
- GSM
- fax embarqué
- ordinateur portable avec clavier AZERTY et QWERTY
- sonar
- radar
- canot de sauvetage avec moteur de 60 cv
- capacité eaux usées : 300 litres
- capacité eaux filtrées : 250 litres

Pose d'un des deux moteurs.  
Puissance totale du bateau-pompe : 2200 CV.





## Annexe 4: Des secours sans frontières, accord entre les SMUR de Dinant et de Fumay pour la couverture opérationnelle par les sapeurs-pompiers

Selon: <http://www.lunion.presse.fr/article/region/des-secours-sans-frontiere>

Des secours sans frontière | L'Union
Page 1 of 2

Vous et l'union  
Pseudo  
Mot de passe oublié  
Se connecter

Actualités Départements Economie Sports Sorties & Loisirs Vidéos Communautés Annonces Services

### OÉLICATE CIRCULAIRE SUR LES ROMS

Le gouvernement s'est mis en position délicate face à l'opposition et aux organisations de défense des immigrés qui menacent de le poursuivre en justice pour sa circulaire sur les Roms.

Accueil > Région > Société > Givet

## Des secours sans frontière

Publié le jeudi 18 mars 2010 à 11H47

**Le Smur de Dinant est désormais le premier à répondre aux appels d'urgence émis depuis Givet et six autres communes de la Pointe.**

LA vie ne tient parfois qu'à un fil. Et souvent même qu'à une poignée de secondes, lorsque survient un malaise ou un accident grave. Conscients de l'enjeu, les Smur (Services mobiles d'urgence et de réanimation) français et belges travaillent depuis quelques années main dans la main. Avec un objectif bien précis : réussir à raccourcir au maximum le délai de prise en charge des victimes.

Dans cette optique, une première convention avait déjà été signée en mars 2007 pour permettre à l'un et à l'autre des deux services d'intervenir chez son voisin, si celui-ci n'était pas en mesure de le faire lui-même.

« Une évolution fondamentale »

Aujourd'hui, un pas supplémentaire vient d'être franchi. Désormais, un Smur sera appelé en première intention de l'autre côté de la frontière s'il est le plus proche du lieu de l'intervention. Dans ce cas de figure, une équipe de chaque pays se rendra sur place, ce qui permettra aux secouristes étrangers d'être relayés et de redevenir ainsi rapidement disponibles chez eux.

### Gagner du temps

Cette « évolution fondamentale » - dit Jean-Marc Delizée, le secrétaire d'État belge aux affaires sociales - concerne un territoire bien précis, défini par des techniciens du Samu 08 et des centres 100 belges. Celui-ci englobe 31 villages outre-Quêvrain et sept localités françaises : Givet, Chooz, Charnois, Fromelennes, Ham-sur-Meuse, Landrichamps et Rancennes.

Dorénavant, si un problème survient dans la partie française de cette zone, le Smur de Dinant - plus proche que celui de Fumay - sera déclenché en priorité.

Dans le même temps, les secouristes français interviendront sur le territoire de plusieurs communes belges, telles que Oignies en Thiérache, Nivèlée, Willerzie, Sugny ou encore Corbion.

Les gains de temps qui en découlent seront loin d'être négligeables : « entre 5 et 20 minutes selon les cas », précise Joëlle Barat, membre de la commission santé du conseil régional.

Mis en œuvre le 15 février dernier, cette nouvelle organisation va maintenant être testée durant un an. « Si le résultat est concluant, on l'appliquera alors à l'ensemble de la zone frontalière, du Luxembourg à Dunkerque », assure le président de l'observatoire franco-belge de la santé (OFBS), Alain Coheur.

Réunis cette semaine à Nismes (Belgique) - le centre symbolique de l'ex Europe des 15 - élus et professionnels du secteur ont semblé emballés par la démarche.

Claude Wallendorf, le maire de Givet, aussi. À une nuance près : « La zone qui a été définie devrait d'ores et déjà être élargie, estime-t-il. Je ne trouve pas très logique que le Smur de Dinant puisse aujourd'hui intervenir à Ham-sur-Meuse, mais pas à Aubrives, qui est pourtant une commune limitrophe. »

Sur le long et sinueux chemin de la coopération transfrontalière, un pas de plus a été accompli. Mais beaucoup reste encore à faire.

Aurélien AVIGLIANO

Réagissez

### A suivre

Tchat spécial foires aux vins

TNT : ce que vous devez savoir

### Dans la même rubrique

Le Prétoire transformé en cabaret  
Un skipper comme parrain  
Etudiant-salarié : formule gagnante !  
Niche fiscale liée à l'emploi à domicile : ce qu'en pensent les pros  
Julien, dans « Un dîner presque parfait, le combat des régions »  
Nouvelle saison culturelle : le conte à l'honneur

### La région en direct

Pourquoi ne pas reconstituer les sacres à Reims?  
15H25 - Reims

Stéphane Guillon tade Yoann Lemaire  
15H24

Dernières Journées du Patrimoine au musée de la BA  
112  
14H36 - Marne

CSSA : entorse pour Oliveira  
14H29 - Sedan

Retour en images sur le concert de Noah  
12H39 - Sedan

Retour sur l'élection de la duchesse de Gonzague en images  
12H36 - Charleville-Mézières

Retour en images sur le concert de Yannick Noah  
12H30 - Sedan

Accident sur la D1 entre Château et Soissons  
11H10 - Aisne

La paix en lettres de feu place Ducale  
10H38 - Charleville-Mézières

Les autres infos

### Les + lus

Depuis 5 jours

La paix en lettres de feu  
Qu'est-ce que c'est que ces cinq boules orange dans le ciel ?  
Un corps retrouvé près d'une moto  
Un commissaire de course et un pilote blessés à Gueux

Depuis 1 mois

La paix en lettres de feu  
Un gendarme décède lors d'une course poursuite  
Mort en volant une merque de travers  
Francis Lalanne caillasse

### Les + commentés

Depuis 5 jours

Guke / En souvenir du dalmatien Marche blanche pour Lucky  
Qu'est-ce que c'est que ces cinq boules orange dans le ciel ?  
Champignons, la cueillette miraculeuse  
Il jeûne pour dénoncer la politique de Besson

Depuis 1 mois

Interpellation musclée / Les deux jeunes donnent

Dorénavant, si un problème survient dans la partie française de la zone concernée, le Smur de Dinant - plus proche que celui de Fumay - sera déclenché en priorité.

<http://www.lunion.presse.fr/article/region/des-secours-sans-frontiere>
13/09/2010

## Annexe 5: La coopération transfrontalière dans le SDIS des Ardennes

Selon: <http://www.sdis08.com/?rub=2&ssrub=6>

liens utiles

téléchargement

plan d'accès

recrutement

contact

actualités

accueil

Service Départemental d'Incendie et de Secours des Ardennes

SDIS08

Recherche

> SDACR > Coopérations

LE REGLEMENT OPERATIONNEL ET

Présentation

Administration

Etat-major

SDACR

Risques

Sollicitations

Astreintes

Coopérations

Moyens

Activités

Interventions

Urgences

Communication

Engins

Marchés

Identifiez vous

Coopérations Inter-services

LA COOPERATION INTER-SERVICES POUR LES MISSIONS A COMPETENCES PARTAGEES :

- Interconnexion 15/18 et conférence à 3 (La réception du 112 est assurée par le CRRA-15)

- Plan rouge approuvé le 09/12/1996 (en cours de révision)

- Convention opérationnelle SAMU / SDIS approuvée le : 03/03/1997

- Conventions SMUR/SDIS approuvées le : 30/11/1999 & 17/02/2000

- Convention SSU approuvée le : 16/02/2000 réseau installé le 14/11/2000

Coopérations Interdépartementale / Zonale / Transfrontalière

Des conventions opérationnelles interdépartementales devront être signées afin de permettre une meilleure défense incendie et la distribution du secours des communes situées près des limites départementales (AISNE / MARNE / MEUSE) en donnant la priorité au potentiel disponible placé à la distance la plus courte du sinistre ou de l'accident.

La coopération zonale se traduit par la mise en œuvre opérationnelle de Colonnes Mobiles de Secours spécialisées portant assistance mutuelle.

La coopération transfrontalière est développée à partir des arrangements particuliers relatifs à l'assistance mutuelle en cas de catastrophes ou d'accident grave, signés, le 9 décembre 1997 entre le Gouverneur de la Province de NAMUR (Belgique) et le Préfet des Ardennes, et le 23 octobre 2001 entre le Gouverneur de la Province du LUXEMBOURG (Belgique) et le Préfet des Ardennes conformément aux clauses de la Convention du 21 avril 1981, approuvée par la loi du 9 décembre 1983, au décret du 05/12/1984 et à l'article 50 du décret n°97-1225 du 26-12-1997 relatif à l'organisation des Services d'Incendie et de Secours.

Par ailleurs, avec le concours de fonds délégués le cadre du programme européen INTERREG 2, dans un volet sécurité, a été financé un réseau de transmissions opérationnelles transfrontalières. Ce projet d'un montant total de 62530 euros (410.163 F H.T.), approuvé par délibération du CASDIS le 11/06/1999, permet l'installation en Belgique de 4 relais radio interconnectés et l'acquisition de 12 émetteurs / récepteurs mobiles et portatifs ainsi que l'acquisition par le S.D.I.S des Ardennes de 30 E/R mobiles équipant les véhicules d'intervention des CIS de la POINTE.

accueil - actualités - contact - recrutement - plan d'accès - téléchargement - liens utiles - haut ^

<http://www.sdis08.com/?rub=2&ssrub=6>

13/09/2010



## **Annexe 6: La coopération tri-nationale franco-germano-suisse des secours dans la région du Rhin-supérieur**

Selon: [http://www.ctif.org/IMG/pdf/France - Border cooperation french - Francis Levy.pdf](http://www.ctif.org/IMG/pdf/France_-_Border_cooperation_french_-_Francis_Levy.pdf)

### **COOPERATION TRI NATIONALE FRANCO-GERMANO-SUISSE DES SECOURS DANS LA REGION DU RHIN SUPERIEUR De la catastrophe de Sandoz à Régio-kat et Epi-Rhin**

**Médecin Colonel Francis LEVY  
Médecin chef du SDIS du Haut-Rhin  
Coordinateur européen**

La haute vallée du Rhin est le carrefour international entre l'Allemagne, la Suisse et la France. Cette région, dite des 3 frontières, est un des premiers pôles mondiaux de la chimie agro-alimentaires, de celle des colorants et de l'industrie du médicament. En plus des nombreuses usines de type Seveso, la région du Rhin supérieur est un nœud de transport Nord-Sud et Est-ouest quasi obligatoire entre l'Europe du Nord et de l'Est, la France, l'Italie et la péninsule ibérique. Le Rhin, plus exactement le Grand Canal d'Alsace est une pénétrante fluviale majeure. L'Euroairport Bâle Mulhouse Fribourg, les nœuds autoroutiers germano franco suisse ainsi que les voies ferrées constituent des voies de passages essentielles tant pour le trafic des passagers que celui des marchandises en particulier les produits nécessaires à la chimie rhénane. Ces conditions géopolitiques et économiques ont été la cause d'un certain nombre d'incidents et d'accidents qui ont été les fondateurs d'une politique de coopération en matière de secours dont le célèbre incendie chez Sandoz à Schweitzer Halle le 1 novembre 1986 a été le point de départ.

#### ***Catastrophe écologique sur le Rhin : Tchernobâle***

Dans la nuit du 1/11/1986 à 0h19 une patrouille de la police de Bâle Campagne donne l'alerte à la suite de flamme provenant d'une entrepôt de l'usine Sandoz, maintenant Novartis, du complexe chimique de Schweitzer Halle à 6km à l'est de Bâle entre le Rhin, la voie ferrée Bâle Zurich et l'autoroute. Malgré une arrivée rapide des pompiers de l'entreprise, puis des entreprises voisines et des renforts des pompiers de Bâle et des communes avoisinantes, en tout près de 400 hommes, le feu gagne les 4/5 de l'entrepôt. Le spectacle est « dantesque » avec des flammes de 50m de haut, des explosions de fûts, la projection en l'air de certains qui traversent la toiture et générant des feux secondaires des bâtiments avoisinants. La température du feu oscille entre 1000° et 1500° générant un courant d'air chaud qui monte à plusieurs centaines de mètres de haut avec une colonne de fumée verticale. Une première tentative d'extinction à la mousse échoue, les pompiers se concentrent après sur la protection des usines proches et d'un dépôt de fûts de produits chimiques stockées à proximité à l'air libre. Plusieurs explosions nécessitent leur repli. L'entrepôt contient des tonnes de produits agrochimiques protecteurs pour les plantes dérivés de l'acide phosphorique et thiophosphorique, mais il y a aussi des dérivés organiques mercuriels avec un équivalent de 2 tonnes de mercure et des organochlorés. La connaissance exacte de ce qui brûle a été d'abord un des principaux problèmes de la gestion du risque, aucune liste fiable n'était disponible, cela suscita secondairement une importante polémique dans les médias. Pour refroidir ce feu gigantesque et les ateliers proches un débit d'eau de 25m3/mn fut nécessaire soit environ 10000m3 d'eau. Après 3h d'incendie la combustion ralentie et sera



incomplète, de ce fait se formèrent des produits soufrés de la famille des mercaptans, légèrement irritant pour les yeux et les voies aériennes supérieures mais surtout terriblement nauséabonds. Le feu est éteint vers 7h mais les émissions des gaz se poursuivent. Ces produits furent sentis en Alsace jusqu'à 50km au nord de Bâle. L'eau d'extinction finit pour l'essentiel dans le Rhin proche le colorant en rouge fuschia que l'on crut d'abord être de la fuchsine atoxique. Malheureusement il s'agissait de 10 tonnes d'insecticides organophosphorés et de 1500kg de mercure. Le Rhin s'en trouva pollué sur environ 250km en aval avec une destruction de la faune et flore rhénane. C'est cette pollution transfrontalière survenue 6 mois après l'explosion de Tchernobyl qui fit qualifier la crise de Tchernobâle par la presse internationale.

Les autorités suisses ont mis en place l'alerte catastrophe avec le confinement général vers 3h45 par sirènes, voiture de police avec haut-parleur et radio locales. Tout le monde est averti sauf les voisins immédiats franco-allemands. Les premiers à s'inquiéter furent les douaniers français lorsque leurs collègues suisses mirent les masques à gaz ! Quelques français travaillant en Suisse préviennent leur famille, des frontaliers appellent les pompiers français non encore au courant pour demander des instructions. Finalement les autorités françaises sont alertées vers 6h, le dispositif suisse de confinement étant levé à 7h. Cette opération donna lieu à des études scientifiques majeures : analyses d'air, recherches sophistiquées en particulier de tous les filtres de carbone des masques à cartouche, suivit sur plusieurs années de la cohorte des sapeurs-pompiers qui sont intervenus y compris de l'activité des cholinestérases des érythrocytes et de l'activité pseudocholinestérasique du plasma pour détecter une incorporation de toxiques chimiques ester de l'acide phosphorique, ainsi que des dosages mercuriels. Le mercure fut retrouvé en concentration importante dans le sol de l'entrepôt mais c'est la pollution du Rhin qui fut la conséquence la plus grave avec un préjudice financier pour l'entreprise de 100 millions de FS conduisant à sa fusion secondairement avec Ciba-Geigy dans la nouvelle structure Novartis.

Les leçons de cet incendie furent nombreuses et parfois sévères :

- Valeur très relative des analyses de fumées dans l'air
- Importance essentielle à accorder à la gestion des eaux d'extinction
- Nécessité d'une vigilance plus accrue lorsque le feu se termine en raison de la combustion incomplète brouillant et augmentant le risque toxique
- Impact sur la population, Bâle et le canton furent littéralement saisis par la peur panique au cours de la nuit et des jours suivants. Le réveil nocturne, l'odeur épouvantable, les sirènes qui n'avaient pas retenti depuis la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale, autoroutes interdites à la circulation, trains stoppés, tonnes d'anguilles flottant à la surface du Rhin rouge furent les ingrédients de ce traumatisme collectif. Cette peur n'a ni été perçue par l'entreprise ni par les autorités dans un premier temps, elle a traversée la frontière et notre administration a été fortement interpellée par les élus et la population du Haut-Rhin, il en fut de même dans le pays de Bade.
- Le concept de stockage des entrepôts chimiques a été modifié, les mercures et dérivés mercuriels ont été prohibés dans l'agrochimie ce qui a conduit à la création de nouveaux fongicides et engrais. Bâle ville et le canton ont créé un cadastre des risques et améliorés leur réseau d'alerte avec introduction de plusieurs langues.
- Un réseau tri national d'alerte en temps réel a été créé avec échange immédiat des informations disponibles et association à chacun des états-



majors de crise d'un officier de liaison bilingue des deux autres pays qui assure la communication avec ses autorités.

L'affaire de l'incendie de Sandoz est le point de départ de toute la coopération transfrontalière en matière de sécurité civile et catastrophe.

### ***La Conférence du Rhin supérieur***

Un groupe de travail "Entraide en cas de catastrophe" est né de l'intégration, en 1999 du groupe BINAT/TRINAT, en tant que groupe de travail de la Conférence du Rhin supérieur. Il a été chargé de présenter des projets de renouvellement des accords transfrontaliers en matière d'information et de renforcement de la sécurité des réseaux de communication et l'organisation des exercices de secours transfrontalier.

Ce groupe de travail se concentre sur l'optimisation de l'information mutuelle et de la coopération transfrontalière des administrations et équipes de secours chargées de la protection civile.

Il est composé de huit groupes de projets :

- **le groupe de projet dictionnaire** élabore un dictionnaire bilingue spécialisé en matière de protection civile ainsi qu'une présentation des états-majors et de leur organisation parce qu'il est indispensable pour travailler en commun d'utiliser une terminologie commune afin que tout le monde parle de la même chose.
- **le groupe de projet Techniques de communication** s'occupe de l'amélioration des communications entre les états-majors et les équipes d'intervention dans le domaine de la protection civile.
- **le groupe de projet Exercices** prépare actuellement des exercices pour les groupes de projet Etats-majors et Interventions (Binat et Trinat) afin de permettre à ces derniers de s'accorder et de s'exercer sur des procédures à l'exemple d'un sinistre important. Le groupe continue de s'occuper de l'organisation et de l'évaluation des tests de communication.
- **les groupes de projet Etats-majors Binat et Etats-majors Trinat** se consacrent à l'amélioration continue de la coopération bi et tri nationale des directions administratives des différents partenaires au niveau des Regierungsbezirk/Landkreis, départements et cantons respectivement dans le nord et le sud de l'espace du Rhin supérieur. Ils évaluent les événements actuels lors d'entretiens, de séminaires et de planifications d'exercices et contribuent ainsi à la formation des états-majors dans les différentes administrations.
- **le groupe de projet Interventions Binat et Interventions Trinat - Organisation** sur le lieu de la catastrophe est chargé d'améliorer la connaissance des dirigeants responsables des unités d'intervention destinées à coopérer sur les lieux de la catastrophe;
- **le groupe de projet Concept d'intervention** et de secours sur le Rhin suit l'achat et la mise en service du bateau pompe commun franco allemand qui sera basé à Strasbourg Kehl, il vient d'être mis en service.

Parallèlement à ce groupe entraide en cas de catastrophe, s'est constitué un groupe médical appelé **EPI-RHIN** composé des responsables tri nationaux des services de santé publique : DRASS, DDASS, Landes Gesundheits Amt, Service communaux d'hygiène et des médecins urgentistes. L'objet de ce groupe est l'étude des problèmes transfrontaliers en matière de risque sanitaire. Ceci nécessite en premier de mieux connaître et comprendre le système sanitaire des pays frontaliers. L'inventaire des structures de soins dans le Rhin supérieure a été réalisé en particulier pour les infrastructures très spécialisées que sont les réanimations, les services de grands brûlés, de neurochirurgie avec pour objectif de promouvoir la collaboration hospitalière transfrontalière.

Un système d'alerte a été créé à l'automne 2001 sous la conduite du groupe de travail " Politique de la santé ". Ce système d'information décentralisé permet la transmission de l'information sur les maladies contagieuses. Dans le cadre d'EPI-Rhin, les autorités sanitaires françaises, allemandes et suisses peuvent compléter les dispositifs d'alerte nationaux existants par des contacts locaux directs. Un groupe d'experts est responsable de la mise à jour régulière des adresses des médecins et des organismes figurant dans le dispositif d'alerte en tant que personnes à contacter. Il organise, en collaboration avec le Secrétariat commun et l'Euro Institut, une rencontre annuelle ou une session de formation pour l'ensemble des acteurs du dispositif d'alerte et d'autres groupes intéressés, en fonction de la thématique abordée.

Un certain nombre de réunions ont eu lieu pour détailler les différentes mesures respectives de chaque pays pour les cas du risque variole, SRAS, MST, et bien sur pandémie grippale. La dernière étant consacrée à l'étude des effets d'une pandémie grippale en terme transfrontalier avec notamment l'impact qu'aurait tant au plan médical qu'économique l'hypothèse d'une fermeture des frontières. Ce travail nous a permis de constater qu'une fermeture des frontières n'est ni souhaitable ni même envisageable tant ces régions frontalières sont devenues interdépendantes économiquement et en particulier en raison du personnel de santé frontalier dont dépend le fonctionnement des hôpitaux.

Afin de pourvoir aux éventuelles difficultés dans l'aide médicale d'urgence transfrontalière, le groupe d'experts « Assurance maladie » a élaboré un projet portant sur l'aide médicale d'urgence transfrontalière ; l'objectif étant de parvenir à un accord cadre au niveau national.

Dans ce cadre une rencontre des praticiens d'urgence a été organisée en 2005 avec pour mission de trouver des solutions dans le domaine de l'aide médicale d'urgence transfrontalière et soumet des propositions pour mettre en place un système transfrontalier commun permettant de recenser les lits disponibles dans les hôpitaux. En 1998, des cartes (actualisées et étendues en 2004) présentant les sites des établissements spécialisés et des équipements lourds dans le domaine des traitements et des diagnostics ont ainsi été établies. Leur objectif est d'utiliser pleinement la capacité de ces établissements et de ces équipements dont les coûts d'acquisition et d'exploitation sont très élevés. Le pays voisin pourrait ainsi avoir recours aux appareils spéciaux de diagnostic lorsque les temps d'attente sont trop longs sur place.

Ainsi un certain nombre de grands brûlés ont pu être admis au Centre de Grands Brûlés allemand de Ludwigshafen évitant des hospitalisations lointaines à Paris,



Lyon ou plus loin encore. Le groupe d'experts est également chargé de coordonner la création d'une plate-forme Internet pour EPI-RHIN.

## REGIO-KAT

L'organisation d'exercices d'intervention est un élément central des activités du groupe de travail „Entraide en cas de catastrophe". Il s'agit en particulier de vérifier les procédures et les conventions liées à l'entraide transfrontalière en cas de catastrophe et d'identifier les améliorations nécessaires. C'est dans ce contexte que s'est déroulé le 23 septembre 2006 l'exercice „REGIO CAT 2006" dans la région des trois frontières près de Bâle. Le scénario de cet exercice à grande échelle prévoyait une collision entre un navire de passagers transportant près de 400 personnes et un bateau-citerne chargé d'essence. Une explosion se produisait à la suite de cet accident, le „Baslerdybli" prenait feu, une panique se déclenchait à bord et les passagers se jetaient à l'eau.

Pour les près de 1 500 participants français, allemands et suisses appartenant aux pompiers, à la police, à la protection civile, aux services de secours, aux organisations d'aide et à l'armée ainsi que pour les autorités responsables des trois régions voisines, il s'agissait de coordonner leurs mesures de sauvetage et d'assistance au niveau national et au niveau transfrontalier. Il fallait sauver des personnes sur les navires et dans l'eau, fournir les premiers secours et procéder aux mesures d'assistance à la vie, aider les personnes concernées, organiser le transport ainsi que le traitement ultérieur dans les hôpitaux tout en assurant le suivi et les échanges en liaison avec le devenir de ces personnes, lutter contre les incendies, empêcher la pollution des eaux par les hydrocarbures et les produits chimiques, procéder à l'examen de l'accident par la police conformément aux traités internationaux et assurer l'information permanente des responsables politiques ainsi que de la presse et du public.

Cet exercice très ambitieux a bien mis en évidence les difficultés de la coopération transfrontalière ainsi la mise en commun tri nationale des ressources hospitalières n'a pas véritablement fonctionné. Au plan de la coordination médicale il convient de noter qu'elle a pu se faire de façon excellente avec le côté allemand et son Leitender Notarzt équivalent du Directeur des Secours Médicaux (DSM) mais que cela a été quasi inconsistant avec le côté suisse qui n'a pas l'équivalent et qui ne gère pas les blessés multiples de la même manière. Si nous voulons vraiment progresser avec la Suisse il conviendra que les autorités suisses introduisent également un DSM qui puisse discuter au même niveau d'information et de décision avec les DSM qui existent dans tous les pays européens. Un des points très positifs a été le choix commun du système de tri : Simple Triage And Rapid Treatment (START) qui a permis la même catégorisation des victimes. Ce qui a été le plus productif c'est les réunions préparatoires avec les collègues des 2 autres pays, réunions que nous voulons faire perdurer et surtout essayer de faire entrer dans la quotidienneté sur les urgences classiques car si on travaille ensemble de façon quotidienne ce sera d'autant plus facile en cas de catastrophe. Pour nous dans le Haut-Rhin cela nous a conduit à renouveler notre fiche de tri du PMA et de la rendre compatible avec celles de nos collègues sur ce modèle international.

## CONCLUSIONS

La coopération transfrontalière en matière de secours tant au quotidien que lors d'évènements exceptionnels devrait devenir en 2008 la règle dans toute l'Union Européenne. Elle est la meilleure manière pour l'instituer secondairement comme une démarche naturelle voir un paradigme pour tous les états européens. Dans l'espace que représente le Rhin supérieur elle tend à devenir au quotidien une réalité en matière de secours et de soins, c'est la seule manière d'appréhender des risques qui sont aujourd'hui totalement transfrontaliers.

Médecin Colonel Francis LEVY SDIS 68,

7 avenue Joseph REY 68000 Colmar

[francis.levy@sdis68.fr](mailto:francis.levy@sdis68.fr)

Tél (33) 0389459157 Fax (33) 0389451580



## **Annexe 7: La création d'un eurodistrict sur la collaboration des Services de Sécurité dans l'Euregio Meuse Rhin (EMRIC)**

Selon: <http://www.emric.info>





EMRIC



Date du Bulletin 25/06/2007

**EMRIC**

Le Commissaire de la Reine dans la Province du Limbourg,  
L.J.P.M. Frissen

Bienvenue sur le site EMRIC.

En tant que président de l'Euregio Meuse-Rhin en 2007, mais aussi en tant que coordinateur administratif du projet, j'ai l'honneur et la joie de vous souhaiter la bienvenue sur le site du projet EMRIC. Acronyme de « Euregio Meuse-Rhin Intervention en cas de Crises », EMRIC est consacré à la gestion des crises et à la lutte contre les catastrophes dans l'Euregio.

**Chronique**

Le Commissaire de la Reine dans la Province du Limbourg,  
L.J.P.M. Frissen

Vous avez devant vous le premier bulletin d'information du projet EMRIC.

En tant que président de l'Euregio Meuse-Rhin pour 2007, mais aussi en tant que coordinateur administratif du projet EMRIC, c'est avec plaisir que j'ai répondu à l'invitation qui m'a été faite de vous adresser un mot de bienvenue dans ce bulletin.

**Euregio Meuse-Rhin**

Gouverneur de la Province de Liège, Michel Foret.

L'espace eurégional Meuse-Rhin est un vaste ensemble territorial regroupant 5 régions partenaires (Province Limbourg (NL), Regio Aachen (D), Province Limbourg (B), Deutschsprachige Gemeinschaft (B) et la Province de Liège (B) où l'on parle 3 langues différentes (l'allemand, le néerlandais et le français). Il s'étend sur plus de 10.400 kms2 et regroupe près de 4 millions d'habitants.

Au-delà des opportunités que leur ont apportées leur histoire et leur proximité géographique, leur richesse culturelle et patrimoniale sont des atouts qu'il faut saisir et développer.

**Projets Euregio****Quelques nouvelles des autres régions**

La coopération transfrontalière entre les services de secours reçoit de plus en plus l'attention. Il en résulte que les projets d'initiative dans ce domaine abondent. Dans cette partie de notre bulletin, nous vous renseignons sur quelques autres projets dans ce genre dont nous avons pris connaissance. Nous vous invitons à fournir vous-aussi, des informations à notre commission de rédaction. Celle-ci jugera de l'opportunité d'une publication dans le bulletin.

**Activités Eurégionales**

Ook u kan grote grensoverschrijdende activiteiten melden die in de Euregio plaatsvinden. Stuur een mailtje aan [info@emric.info](mailto:info@emric.info).

**Données de contact**

**Paul M.G.A. Schmedding**  
Projectmanager  
+31(06) 46 646063  
[info@emric.info](mailto:info@emric.info)  
P.O. box 5700  
NL-6202 MA Maastricht

Les textes intégraux sont à consulter sur <http://www.emric.info>

**Euregio Maas Rijn - Interventie bij Crisis**  
**Euregio Maas Rhein - Intervention im Krisenfall**  
**Euregio Meuse Rhin - Intervention en cas de Crise**

## Annexe 8: Exercice pour une approche transfrontalière des secours (convention entre la Navarre et les Pyrénées-Atlantiques)

Selon: <http://www.larepubliquedespyrenees.fr/2010/08/11/exercice-pour-une-approche-transfrontaliere-des-secours,150363.php>

Exercice pour une approche transfrontalière des secours - La République des Pyrénées
Page 1 of 1

### Exercice pour une approche transfrontalière des secours

Par Bernard Cabanius  
Publié le 11 août 2010 à 04h00  
Mis à jour à 14h38



L'état-major de la manœuvre devant la Résidence «Le Mahourat». © b. e.

Une convention de coopération transfrontalière devrait être signée entre la Navarre et les P.-A., à partir de l'automne prochain.

Nous sommes en plein hiver et 1 mètre de neige recouvre La Pierre-Saint-Martin. Soudain, un incendie se déclare au 7<sup>e</sup> étage de la Résidence «le Mahourat». Trois appartements où se trouvent de nombreux vacanciers sont en feu. Le concierge compose le 18 et immédiatement les trois pompiers du centre de première intervention de la station sont sur les lieux. Ils appellent en renfort leurs collègues du centre de secours du Barétous implanté à Arette-village et, en moins d'une demi-heure, ceux-ci arrivent sur place avec une ambulance et un camion incendie, sous les ordres du lieutenant Jean Lonné-Peyret.

La chaîne de commandement se met alors en route. Des secouristes montent bientôt d'Oloron, Bedous et Tardets, en même temps que le commandant Martial Fournier, chef du groupement sud et son adjoint, le commandant Antoine Ruiz. Des véhicules de secours pour asphyxiés et blessés (VSAB) se garent devant l'immeuble où les rejoignent des 4x4 rouges immatriculés en Espagne. Ce sont les engins des soldats du feu d'Isaba et Navascues, intervention est encadrée par José Javier Boulanger, responsable de la coordination des secours au gouvernement de Navarre et Rafael Castell, chef de groupement.

#### 35 personnes mobilisées

La fonction de directeur des opérations de secours est, elle, assurée par Pierre Casabonne, maire d'Arette, qui à la suite d'un empêchement de dernière minute n'a pu accompagner Miguel Barace, alcaide d'Isaba.

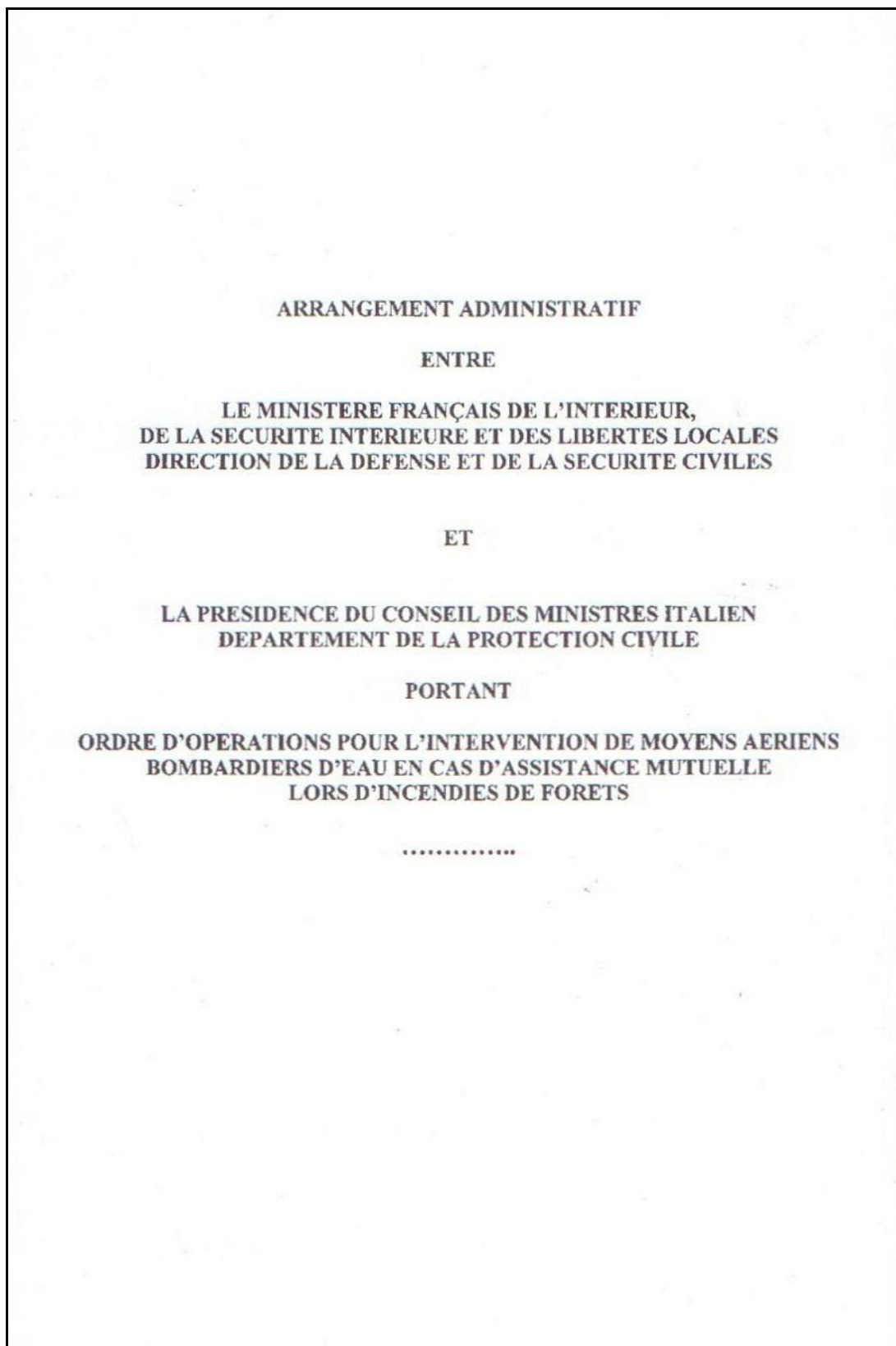
Au fur et à mesure de leur arrivée, les pompiers se relaient dans les escaliers obscurcis par les fumigènes, rassurent et aèrent les victimes avant de les évacuer vers les VSAB ou des salles réquisitionnées. Dans des conditions réelles, ils se seraient aussi préoccupés d'éteindre les flammes...

Conduite avec le plus grand sérieux, la manœuvre a mobilisé 35 personnes et duré 2 heures. Il en serait allé de même en cas de vrai sinistre, sauf peut-être si une grosse tempête n'avait imposé un incessant déplacement de chasse-neige sur les routes de Roncal ou du Barétous. Point n'était besoin de cela pour évoquer avec une impatience sans cesse accrue le projet de construction au pied de l'Arbas d'un centre de secours transfrontalier. Ce sera le chapitre majeur de la convention de coopération entre la Navarre et les Pyrénées-Atlantiques dont la signature est prévue pour cet automne à la Pierre-Saint-Martin.

La Pierre Saint-Martin

<http://www.larepubliquedespyrenees.fr/2010/08/11/exercice-pour-une-approche-transf...> 13/09/2010

**Annexe 9: Arrangement administratif entre la France et l'Italie sur l'Ordre d'Opérations de moyens aériens en cas d'assistance mutuelle lors d'incendies de forêt.** Selon: <http://www.doc.diplomatie.fr/BASIS/pacte/webext/bilat/DDD/20040279.pdf>





Le ministre français de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales, d'une part,  
et

Le président du Conseil des Ministres italien d'autre part,

Sachant que la France et l'Italie ont conclu :

- le 16 septembre 1992, une convention, entrée en vigueur le 12 août 1995, « dans le domaine de la prévision et de la prévention des risques majeurs et de l'assistance mutuelle en cas de catastrophes naturelles ou dues à l'activité de l'homme » et que cet accord répond aux objectifs de la résolution du Conseil des Communautés européennes du 8 juillet 1991 « relative à l'assistance mutuelle entre Etats membres en cas de catastrophes naturelles ou technologiques » ;

- le 26 novembre 1993, un accord concernant la coopération transfrontalière entre collectivités territoriales ;

Vu la décision du Conseil de l'Union européenne n° 2001/792/CE - EURATOM du 23 octobre 2001 instituant un mécanisme communautaire visant à favoriser une coopération renforcée dans le cadre des interventions de secours ;

Considérant que les deux pays sont confrontés à un risque important d'incendies de forêts, et qu'il apparaît utile de fixer les règles techniques pour que des opérations de concours mutuels mobilisant des moyens aériens aient dans ce domaine l'impact recherché ;

Sont convenus des dispositions suivantes :

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : Objet de l'arrangement**

Le présent arrangement administratif est élaboré en application des articles 13 et 18 de la convention précitée et vaut ordre d'opérations pour les moyens aériens de lutte contre les incendies mis en œuvre au bénéfice des deux parties.

#### **ARTICLE 2 : Délimitation de la zone d'action**

Compte tenu de :

- la nécessité d'intervenir rapidement, donc de limiter les délais de transit ;
  - la simultanéité fréquente des périodes de risques entre les deux pays, et donc pour éviter d'hypothéquer les moyens mis à disposition,
- le champ d'action d'application du protocole est limité prioritairement :

POUR LA FRANCE : à la Corse et à la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.  
POUR L'ITALIE : à la Ligurie, la Sardaigne, le Piémont, la Toscane ;

**ARTICLE 3: Expression des demandes de secours**

Les services habilités à adresser et traiter une demande de concours sont :

**POUR LA FRANCE : Le Centre opérationnel de gestion interministérielle des crises (COGIC) du ministère de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales**

**Tel : + 33 1 56 04 72 40**

**Fax : + 33 1 47 90 09 07**

**POUR L'ITALIE : le Centre Opérationnel Aérien Unifié (COAU) du Département de la Protection Civile**

**Tel : + 39 06 6820 2286 78**

**Fax : + 39 06 6889 7754**

Chaque service devra transmettre les éventuels comptes rendus par les voies hiérarchiques qui lui sont propres.

La demande de concours devra être adressée par télécopie et comporter une fiche de renseignement (annexe 1)

**ARTICLE 4 : Réaction du pays sollicité**

Le fait de recevoir une demande de concours n'implique pas obligatoirement une réponse positive ;

Chaque Etat reste souverain de sa décision d'accorder ou non le concours demandé en fonction des risques, des opérations déjà engagées ou de la disponibilité de ses appareils.

En cas de réponse positive, l'Etat sollicité le fait savoir au demandeur en lui indiquant par télécopie :

- Le nombre et le type des appareils qui seront engagés (en précisant si les appareils sont chargés en produits retardants lorsque les avions ne sont pas des amphibies) ;
- l'heure estimée d'arrivée sur la zone d'intervention ;
- le rappel de la fréquence de travail (indiqué dans le document de demande) ;
- les éventuels besoins à l'arrivée ;

Le détachement français sera précédé ou accompagné par un avion de reconnaissance ayant à son bord, dans la mesure du possible, un officier parlant italien, et réciproquement côté italien (ce point sera précisé dans la télécopie de réponse).

**ARTICLE 5 : Réaction du pays demandeur**

Dès qu'il a connaissance que le concours a été accordé, l'Etat demandeur organise l'accueil des avions. Il doit en particulier avertir le commandant des opérations de secours du nombre et du type des avions accordés et du délai d'arrivée. A partir de ce moment-là, ce



dernier devra s'efforcer de tout mettre en œuvre pour assurer un accueil sûr des avions, et notamment :

- assurer une veille permanente de la fréquence VHF/Am choisie, les avions devant entrer en contact radio avec lui dès qu'ils approchent de la zone ;
- faire désigner, si possible, l'objectif par un aéronef (avion de reconnaissance, avion bombardier d'eau ou hélicoptère) ;
- faire désigner dans les mêmes conditions les zones d'écopage.

#### **ARTICLE 6 : Unité de commandement**

Les avions bombardiers d'eau sont placés sous les ordres du commandant des opérations de secours.

#### **ARTICLE 7 : Mise en veille des aéronefs**

1<sup>er</sup> cas : Le feu est éteint, les avions libérés par l'Etat demandeur. Ils rejoignent alors la base d'origine. En fonction de la durée d'intervention et du trajet de retour, les pleins en carburant sont effectués ou non avant de quitter l'Etat demandeur.

2<sup>ème</sup> cas : Les avions désengagés du feu doivent rester à la disposition de l'Etat demandeur. Ce dernier, après accord de l'Etat sollicité, devra alors :

- a) désigner aux pilotes le terrain d'accueil ;
- b) régler les problèmes d'hébergement, de nourriture et de transport pour les équipages ;
- c) régler les problèmes afférents à l'avitaillement des avions (carburant et huile).

Il y aura lieu de profiter de ce répit pour organiser un rapide débriefing sur l'aéroport entre les autorités de lutte contre le feu de l'Etat demandeur et les équipages des avions en renfort.

L'Etat demandeur met à la disposition du chef de détachement les moyens lui permettant d'assurer un compte rendu de mission au service qui a accordé le concours (téléphone/télécopie).

#### **ARTICLE 8 : Désengagement des aéronefs**

1<sup>er</sup> cas : L'Etat demandeur remet les avions à disposition. Il informe :

- a) les pilotes des aéronefs en intervention ;
- b) l'autre partie par télécopie.

2<sup>ème</sup> cas : L'Etat qui a accordé son concours veut, pour des raisons qui lui sont propres, y mettre fin et faire rentrer ses avions.

Il avise par télécopie l'Etat demandeur de sa décision, ce dernier faisant son affaire de l'information immédiate des pilotes des avions en intervention.

La décision de retrait des appareils de l'Etat qui a accordé son concours doit être honorée sans délai et ne peut en aucun cas être discutée.

**ARTICLE 9 : Responsabilité en cas de survenance d'un sinistre**

L'Etat sollicité renonce à exercer à l'encontre de l'Etat demandeur son droit à remboursement des frais que lui a occasionné un accident survenu au cours d'une mission d'assistance, qu'il s'agisse des prestations versées ou maintenues à son agent ou à ses ayants droit, ou des frais de réparation ou de remplacement du matériel endommagé, détruit ou perdu.

Ces stipulations ne sont pas applicables lorsque l'auteur des faits dommageables est un tiers par rapport aux opérations de secours.

Si, sur le territoire de l'Etat demandeur, un dommage est causé à un tiers par le fait d'un membre d'une équipe de l'Etat dont le concours a été sollicité ou d'une chose placée sous la garde d'un des membres de cette équipe dans l'accomplissement de sa mission, l'Etat demandeur est responsable du dommage dans les mêmes conditions que si ce dommage avait été causé par ses propres équipes de secours.

**ARTICLE 10 : Prise en charge financière de la mission d'assistance**

Tous les aspects liés à la prise en charge financière de la mission d'assistance sont réglés conformément à l'article 11 de la convention du 16 septembre 1992 précitée.

**ARTICLE 11 : Documents annexés au présent arrangement**

1. Formulaire « Demande d'intervention des avions bombardiers d'eau »;
2. Avions bombardiers d'eau concernés par le protocole;
3. Fréquences utilisées par les avions bombardiers d'eau ;
4. Communication de fin d'intervention ;
5. Caractéristiques des points d'eau utilisables par les hélicoptères d'eau S 64 ;
6. Liste des points d'eau du Piémont, de Ligurie, Toscane et Sardaigne utilisables par les Canadair CL 415.

**ARTICLE 12 : Clauses finales**

Le présent arrangement prendra effet à compter du jour de sa signature. Il est conclu pour une durée illimitée.

Chaque partie peut le dénoncer par lettre adressée à l'autre partie. La résiliation devient effective après un délai de six mois à compter de sa date de notification.

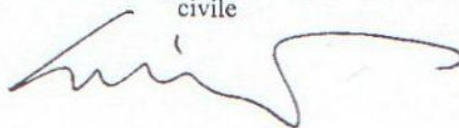
Fait à Paris, le 19/06/64, en deux exemplaires, chacun en langues française et italienne, les textes faisant également foi.

Pour le ministre de l'Intérieur, de la  
Sécurité intérieure et des Libertés locales,  
Le préfet, directeur de la défense et de la  
sécurité civiles,  
Haut fonctionnaire de défense



Christian de LAVERNE

Pour le Président du Conseil des Ministres  
et par délégation,  
Le Chef du Département de la protection  
civile



Guido BERTOLASO



## ANNEXE 1

## DEMANDE D'INTERVENTION D'AVIONS BOMBARDIERS D'EAU

Expéditeur :		Numéro de fax :
Destinataire:		Numéro de fax :
date et heure de la demande:		
Localisation du feu:	Province  Département	Coordonnées : UTM:  géographiques :
Caractéristiques du terrain	Altitude  Nature du couvert végétal	Topographie  Obstacles
Caractéristiques du feu	Jour et heure du départ du feu :	Longueur du front du feu (1)
Zones menacées	1/ villages 2/ habitations isolées 3/ camping  4/ points sensibles 5/ massifs forestiers importants	
Vents (1)	Vitesse 0-20 km/h 20-40 km/h 40-60 km/h 60-80 km/h 80-100 km/h 100 km/h	
	Direction    nord nord-est est sud-est sud sud-ouest ouest	

	nord-ouest
Fréquences utilisées	Air/Air – VHF/AM 1 – Fréquence principale 2 – Fréquence secondaire
Indicatif radio du directeur des opérations de secours	

Présence sur zone d'un cadre parlant la langue du pays dont l'aide est sollicitée

oui non

Plan d'eau à utiliser pour les avions amphibies	Destinataire	Coordonnées géographiques :
Aéroport à utiliser		
Assistance technique:	Avitaillement des avions: 1 – compagnie assurant l'avitaillement 2 – modalités de règlement de l'avitaillement: (rappel: carburant à la charge du pays requérant) Equipages : 1 – autorité/organisme chargé de l'hébergement et du transport des équipages 2 – numéro de téléphone de cet organisme:	

Cet aéroport est-il équipé d'une station de ravitaillement en retardant

oui non

Hélicoptères ou avions travaillant sur le chantier	oui non
	si oui nombre: types : indicatifs
Observations diverses:	

(1) éléments constatés au moment de la demande

Signature :  
(nom et qualité du signataire)



## **ANNEXE 2**

### **AVIONS BOMBARDIERS D'EAU CONCERNES PAR L'ARRANGEMENT ADMINISTRATIF**

#### **Avions bombardiers d'eau italiens**

11 CL 415  
3 Erikson S64

#### **Avions bombardiers d'eau français**

10 CL 415  
12 TRACKER

### **ANNEXE 3**

#### **FREQUENCES VHF/AM UTILISEES PAR LES AVIONS BOMBARDIERS D'EAU ITALIENS**

Fréquence principale: 122.350 Mhz  
Fréquence secondaire : 141.100 MHz  
Fréquence secondaire : 122.150 Mhz

#### **FREQUENCES VHF/AM UTILISEES PAR LES AVIONS BOMBARDIERS D'EAU FRANCAIS**

Fréquence principale: 141.275  
Fréquence secondaire: 142.850

**ANNEXE 4****AVIS DE FIN D'INTERVENTION**

Expéditeur :		Numéro de télécopie :
Destinataire :		Numéro télécopie :
Date et heure de la demande :		
Résultat de l'intervention :		
Observations diverses :		

---

Signature

## ANNEXE 5

### CARACTERISTIQUES DES POINTS D'EAU POUR LES HELICOPTERES BOMBARDIERS D'EAU S 64

- Profondeur minimale : 2,5 m
- Point d'eau libre de tout obstacle : 1 800 m<sup>2</sup>

## ANNEXE 6

LISTE DES POINTS D'EAU DU PIEMONTE, DE LIGURIE, DE TOSCANE  
ET DE SARDAIGNE UTILISABLES PAR LES CANADAIRES CL 415

Annotations:

"A" = approprié

"B" = avec limitation

## REGION PIEMONTE

Lac	Province	Catégorie	Longueur	Profondeur	Altitude
CANDIA	TO	B	>2600	>3	750
CERESOLE	TO	B	3000	>3	5500
D'ORTA	NO	A	>4000	>3	950
MAGGIORE	NO-VA	A	>5000	>3	660
MERGOZZO	NO	B	2750	>3	660
VIVERONE	VC	A	>3000	>3	760

## REGION LIGURIE

Lac	Province	Catégorie	Longueur	Profondeur	Altitude
BRUGNETO	GE	B	2500	>3	2600



## REGION SARDAIGNE

Lac	Province	Catégorie	Longueur	Profondeur	Altitude
ALTO FLUMENDOSA	NU	B	>3000	>3	2630
CASARACCIO	SS	B	2500	3	0
COGHINAS	SS	A	>3000	>3	550
GUSANA	NU	B	2500	>3	2650
LISCIA	SS	B	>3000	>3	420
MONTE PRANU	CA	A	>3000	>3	130
OMODEO	OR	B	>4000	>3	350
PATTADA	SS	B	>3000	>3	1800
POSADA	NU	B	>4000	>3	170
STAGNO CABRAS	OR	B	4000	1	0
STAGNO PILO	SS	B	2500	3	0
STAGNO S.GIUSTA	OR	B	3900	1	0
STAGNO TORTOLI	NU	B	2400	1	0

## REGION TOSCANE

Lac	Province	Catégorie	Longueur	Profondeur	Altitude
BURANO	GR	B	3400	2	0
LAGUNA DI LEVANTE	GR	B	4000	3	0
LAGUNA DI Ponente	GR	B	4000	3	0
MASSACICCULI	LU	B	2900	3	0
MONTE DOGLIO	AR	B	3000	>3	1240
BILANCINO	FI	B	2750	>3	750
ROFFIA	PI	B	2000	>3	50

## **Annexe 10: Traité entre le Royaume d'Espagne et la République Française en matière de protection et de sécurité civile**

Selon: [http://untreaty.un.org/unts/144078\\_158780/5/2/12828.pdf](http://untreaty.un.org/unts/144078_158780/5/2/12828.pdf)

*Volume 2221, I-39485*

[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

### **TRAITÉ ENTRE LE ROYAUME D'ESPAGNE ET LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE EN MATIÈRE DE PROTECTION ET DE SÉCURITÉ CIVILES**

Le Royaume d'Espagne, d'une part, et

La République française, d'autre part, ci-après dénommés les Parties,

Conscients du danger que représentent les catastrophes naturelles et les accidents technologiques majeurs,

Convaincus de la nécessité de développer une coopération entre les organismes compétents dans le domaine de la protection et de la sécurité civiles,

Vu la résolution du Conseil de l'Union européenne du 8 juillet 1991 relative à l'amélioration de l'assistance mutuelle entre Etats membres en cas de catastrophe naturelle ou technologique,

Sont convenus de ce qui suit :

#### *Article 1er. Objet et champ d'application*

La coopération établie par les Parties porte sur la prévision et la prévention des risques naturels et technologiques majeurs, la formation des acteurs de la sécurité civile et l'assistance mutuelle en cas de catastrophes ou d'accidents graves.

Chacune des Parties s'engage à prêter à l'autre Partie toute l'assistance possible en cas de catastrophe naturelle ou d'accident grave, dans les conditions définies par le présent Traité et sur demande préalable.

Le présent Traité est applicable à l'ensemble du territoire espagnol et aux départements européens et d'outre-mer de la République française.

#### *Article 2. Définitions*

Au sens du présent Traité, on entend par :

"Partie requérante", la Partie qui sollicite l'assistance de l'autre Partie sous forme d'envoi d'experts, d'équipes de secours ou de matériel ;

"Partie requise", la Partie qui reçoit la demande d'assistance ;

"Situation d'urgence", la survenance d'une catastrophe d'origine naturelle ou technologique ayant des conséquences graves en termes humains ou susceptibles d'avoir un impact important sur l'environnement ;

"Équipes d'assistance", les membres des équipes de secours ou les experts dépêchés sur les lieux d'un sinistre à la demande de la Partie requérante ;

"Objet d'équipement", le matériel, les véhicules et l'équipement personnel destinés à être utilisés par les équipes d'assistance ;



---

*Volume 2221, I-39485*

---

"Moyens de secours", les éléments d'équipement supplémentaires et autres marchandises emportés pour chaque mission et destinés à être utilisés par les équipes d'assistance ;

"Biens d'exploitation", les marchandises nécessaires à l'utilisation des objets d'équipement et au ravitaillement des équipes d'assistance;

"Autorités compétentes pour la mise en oeuvre du Traité", les Ministres chargés de l'Intérieur de chacune des Parties

*Article 3. Domaines de coopération*

Les Parties conviennent de développer leur coopération dans le domaine de la protection des personnes, des biens et de l'environnement par :

l'étude des problèmes d'intérêt commun en matière de prévision, de prévention, d'évaluation des catastrophes, d'expertise de leurs causes et de gestion des opérations de secours et des crises ainsi que d'organisation de secours médicaux ;

la mise en oeuvre d'échanges d'experts et de spécialistes ainsi que des échanges d'informations et de documentations pour tout ce qui concerne la protection et la sécurité civiles ;

l'organisation d'actions de formation au profit des acteurs de la protection et de la sécurité civiles et des professionnels de santé ;

la tenue de réunions et de séminaires destinés aux acteurs de la sécurité civile;

l'organisation d'exercices opérationnels communs.

Cette coopération peut être étendue, par avenant au présent Traité, à tous les domaines qui se révéleront utiles à la réalisation des objectifs définis à l'article 1er.

*Article 4. Commission mixte*

Les actions relevant de la coopération entre les Parties sont arrêtées et mises en oeuvre dans le cadre d'une commission mixte spécialisée dans la protection civile composée à parts égales de représentants des deux Parties. Sa composition est fixée par les autorités compétentes pour la mise en oeuvre du Traité, lesquelles approuvent également ses règles de fonctionnement.

Cette commission se réunit au moins une fois par an. Elle peut également être réunie à la demande de l'une des Parties. La commission mixte élabore les projets d'arrangements prévus à l'article 14 du présent Traité.

*Article 5. Coopération en matière de formation*

En matière de formation, les Parties mettent en oeuvre la coopération par l'organisation de stages de spécialistes de chaque Etat dans les organismes et les écoles de protection et de sécurité civiles de l'autre Etat.

Chaque Partie peut décider de l'envoi dans l'autre Partie de formateurs chargés d'y dispenser un enseignement adapté aux besoins exprimés par celle-ci. Les droits et obligations de ces personnels ainsi que les modalités pratiques de leur séjour, s'agissant notamment de

---

*Volume 2221, I-39485*

---

leur prise en charge financière, sont fixés d'un commun accord par les Parties dans le cadre de la commission mixte.

Le contenu et les modalités de cette coopération dans le domaine de la formation sont arrêtés par les Parties dans le cadre de la commission mixte.

*Article 6. Demande d'assistance*

La demande d'assistance exprimée par l'une des Parties est transmise à l'autre Partie par la voie diplomatique.

La demande d'assistance peut porter soit sur une expertise technique ponctuelle, soit sur l'envoi de moyens de secours. Chaque Partie conserve son entière liberté dans la décision d'accorder ou non les secours qui lui sont demandés, notamment en fonction des risques prévisibles sur son territoire, de ses propres opérations en cours et de la disponibilité de ses équipes de secours notamment aérotransportées.

*Article 7. Matérialisation de l'assistance*

L'assistance prévue dans le cadre du présent Traité est fournie par l'envoi sur le lieu de la catastrophe ou de l'accident grave d'équipes de secours spécialisées en fonction de la nature du sinistre.

En tant que de besoin, les différents services opérationnels d'une des Parties concernées par les missions de secours peuvent effectuer en accord avec les services opérationnels de secours de l'autre Partie, des reconnaissances préalables dans les zones d'intervention potentielles afin de permettre le bon accomplissement des missions de secours ultérieures.

Dans le cas où les circonstances l'exigent, la Partie requérante peut demander l'intervention de moyens spécifiques, notamment aériens.

*Article 8. Direction des opérations d'assistance*

1. Il incombe aux autorités de la Partie requérante de diriger les opérations de sauvetage et de secours et de donner toutes instructions utiles au responsable des équipes de secours de la Partie requise. Pour chaque opération, la Partie requérante communique par voie diplomatique à la Partie requise le nom et les fonctions de l'autorité chargée d'assurer la direction et la coordination des opérations de secours visées à l'article 7.

2. Les équipes de secours de la Partie requise restent sous l'autorité exclusive de leur responsable pour l'accomplissement de la mission fixée par la Partie requérante.

3. Les personnels des équipes de secours de la Partie requise ont libre accès en tous lieux réclamant leur intervention dans la zone qui leur a été confiée par la Partie requérante.

*Article 9. Conditions de passage de la frontière par les équipes d'assistance*

1. Aux fins d'assurer l'efficacité et la rapidité nécessaires aux interventions, chaque Partie s'engage à faciliter les formalités de passage de frontière, comme il ressort de ses lois



---

*Volume 2221, I-39485*

---

et règlements et des engagements souscrits dans le cadre de la Convention du 19 juin 1990 d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes. A cette fin, chaque membre de l'équipe de secours de la Partie requise doit être porteur d'un document de voyage en cours de validité.

Le responsable de l'équipe de secours de la Partie requise doit être porteur d'un document attestant de la mission de secours, du type d'unité (s) qui compose (nt) cette équipe et du nombre de personnes qui en font partie. Ce document est délivré par l'autorité à laquelle l'équipe de secours est subordonnée.

*Article 10. Entrée et sortie du matériel destiné à l'assistance*

1. Le chef de l'équipe de secours de la Partie requise doit être muni d'un état sommaire des objets d'équipement, moyens de secours et biens d'exploitation emportés, attesté, sauf cas d'urgence, par l'autorité à laquelle est subordonnée l'équipe de secours.

2. Les objets d'équipement ainsi que les moyens de secours et biens d'exploitation qui n'ont pas été utilisés lors de la mission de secours doivent être réacheminés vers le territoire de la Partie requise.

Si des circonstances particulières ne le permettent pas, l'autorité responsable de la mission de secours devra en être informée.

3. Les équipes médicales de la Partie requise interviennent avec leur équipement réglementaire. La dotation pour les soins d'urgence de ces équipes comprend des médicaments contenant des substances classées comme stupéfiants et psychotropes pour répondre à des besoins médicaux de grande urgence. Ces médicaments ne peuvent être détenus que par des médecins qui en sont responsables. Ils ne peuvent être utilisés que par un personnel médical qualifié agissant conformément aux dispositions légales et réglementaires de la Partie requise.

La Partie requérante conserve la faculté de procéder à des contrôles sur place.

*Article 11. Utilisation d'aéronefs*

1. L'intention de faire appel à des aéronefs doit être portée sans délai à la connaissance des autorités compétentes de la Partie requise définies conformément à l'article 8-1 du présent traité. En cas d'accord sur la mise à disposition d'aéronefs, la Partie requise doit indiquer aussi exactement que possible le type et la marque d'immatriculation de l'aéronef, la composition de l'équipage et du chargement, l'heure de départ, l'itinéraire prévu et le lieu d'atterrissage.

2. Sous réserve des stipulations du précédent paragraphe, la législation de chaque Partie relative à la circulation aérienne demeure applicable, notamment l'obligation de transmettre aux organes de contrôle compétents les renseignements sur les vols.

3. La Partie requérante autorise les aéronefs utilisés par la Partie requise à survoler son territoire, sauf zone d'exclusion aérienne pour lesquelles une autorisation spéciale pourra être accordée en fonction des circonstances, ainsi qu'à y atterrir et à y décoller même en dehors des aérodromes.



---

*Volume 2221, I-39485*

---

*Article 12. Ravitaillement des équipes de secours*

L'équipe de secours de la Partie requise est nourrie et logée pendant la durée de sa mission et ses aéronefs sont, en cas de nécessité, ravitaillés aux frais de la Partie requérante. En outre, dans la mesure où les stocks emportés par l'équipe de secours de la Partie requise sont épuisés, celle-ci est approvisionnée en biens d'exploitation par la Partie requérante. Elle doit également recevoir de la part des autorités de la Partie requérante, en cas de besoin, toute l'assistance médicale nécessaire.

*Article 13. Indemnisations*

1. La Partie requise renonce à exercer à l'encontre de la Partie requérante son droit à remboursement des débours que lui a occasionné un dommage survenu au cours d'une mission d'assistance, qu'il s'agisse des prestations versées ou maintenues à son agent ou à ses ayants droit, ou des frais de réparation ou de remplacement du matériel endommagé, détruit ou perdu.

2. Ces stipulations ne sont pas applicables lorsque l'auteur des faits dommageables est un tiers par rapport aux opérations de secours. Les prestations ou frais de réparation ou de remplacement sont évalués conformément à la législation et à la réglementation de l'Etat d'origine de l'agent ou des matériels.

3. Si un dommage est causé à un tiers sur le territoire de la Partie requérante par le fait d'un membre d'une équipe de la Partie requise ou d'une chose placée sous la garde de l'un des membres de cette équipe dans l'accomplissement de sa mission, la Partie requérante est responsable du dommage dans les mêmes conditions que si ce dommage avait été causé par ses propres équipes de secours.

Sauf dommage causé volontairement par un agent de la Partie requise et non justifié par l'accomplissement de la mission, la Partie requérante ne demande le remboursement d'aucun des frais que lui a occasionné ce dommage.

*Article 14. Développement du Traité*

1. Les autorités compétentes pour la mise en oeuvre du Traité concluent les arrangements administratifs particuliers nécessaires à la mise en oeuvre du Traité, notamment en ce qui concerne l'assistance mutuelle en cas de catastrophes ou d'accidents graves.

2. Un arrangement administratif précise les modalités spécifiques des opérations de secours réalisées à proximité immédiate de la frontière. Les dispositions prévues aux articles 6 à 14 du présent Traité et relatives aux procédures de demande préalable ne sont pas applicables aux opérations d'intervention effectuées, à proximité immédiate de la frontière, dans le cadre de la gestion quotidienne des secours.

---

*Volume 2221, I-39485*

---

*Article 15. Financement des dépenses d'assistance*

1. Sauf dispositions contraires décidées d'un commun accord par les Parties, au cas par cas, les domaines de coopération visés aux articles 1 et 3 à 5 sont financés par la Partie requérante, dans la limite des disponibilités budgétaires des Parties.

2. La Partie requérante rembourse à la Partie requise l'ensemble des frais afférents à l'assistance fournie, définie conformément aux articles 1 et 6 à 14 du présent Traité, sauf dispositions contraires convenues entre les Parties dans la limite de leurs disponibilités budgétaires.

3. Dans le cas où le coût de la mission de secours doit, selon la législation en vigueur sur le territoire de la Partie requérante, normalement être supporté par le bénéficiaire direct de cette mission, par ses représentants légaux, ou, en cas de décès du bénéficiaire, par ses ayants droits, la Partie requise en obtient le remboursement directement auprès de la Partie requérante préalablement à toute action récursoire engagée par cette dernière à l'encontre du ou des tiers en question.

*Article 16. Arbitrage*

Tout différend relatif à l'application du présent Traité sera réglé par les Parties par la voie de la négociation.

*Article 17. Relation avec d'autres obligations et accords internationaux*

Le présent Traité ne fait pas obstacle à la conclusion de conventions transfrontalières de coopération entre collectivités territoriales ou leurs établissements publics dans le cadre et les limites fixées par le Traité entre le Royaume d'Espagne et la République française relatif à la coopération transfrontalière entre collectivités territoriales signé à Bayonne le 10 mars 1995.

*Article 18. Entrée en vigueur, durée et dénonciation*

Le présent Traité entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de réception de la dernière notification transmise par voie diplomatique de l'accomplissement par chacune des Parties des procédures internes requises pour l'entrée en vigueur du présent Traité.

Le présent Traité est conclu pour une durée illimitée. Chaque Partie peut le dénoncer à tout moment par notification écrite adressée par la voie diplomatique à l'autre Partie. Cette dénonciation prend effet six mois après sa date de notification.

*Article 19. Abrogation*

Le présent Traité abroge la Convention d'assistance mutuelle entre les services d'incendie et de secours français et espagnols signée à Madrid le 14 juillet 1959, et les avenants y afférents signés à Madrid le 8 février 1973 et à Paris le 19 juin 1978.

---

*Volume 2221, I-39485*

---

Fait à Perpignan le 11 octobre 2001, en deux exemplaires, chacun en langues espagnole et française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Royaume d'Espagne:

D. MARIANO RAJOY BREY

Pour la République française:

D. DANIEL VAILLANT



**Annexe 11: Appel à projets 2010 Fond commun de soutien aux projets de coopération sur l'espace catalan transfrontalier.** Selon: <http://www.cg66.fr>**Generalitat de Catalunya****FONDS COMMUN DE SOUTIEN AUX PROJETS DE  
COOPÉRATION SUR  
L'ESPACE CATALAN TRANSFRONTALIER****Appel à projets 2010**

Le présent appel à projets est le document de référence diffusé auprès des acteurs des territoires concernés afin de les guider dans l'élaboration et le dépôt de leur candidature.

Il a pour vocation de vous informer sur les modalités d'application de l'appel à projets 2010 et notamment sur :

- le contexte dans lequel il s'inscrit,
- les orientations stratégiques retenues,
- les conditions générales de l'appel à projets (nature des opérations soutenues, calendrier, critères d'éligibilité des projets, dépenses éligibles, modalités de versement).

**Contexte**

Cet appel à projets, lancé pour la première fois en 2008, est une initiative commune du Conseil Général des Pyrénées-Orientales et de la Generalitat de Catalunya. Il s'inscrit dans la forte relation de partenariat qu'entretiennent les deux institutions.

L'ambition partagée du Conseil Général et de la Generalitat de Catalunya est de :

- continuer à être le moteur d'une dynamique de développement territorial transfrontalier basée sur le partage d'un avenir commun, en identifiant les opportunités de coopération et en fédérant l'ensemble des forces vives du territoire,
- contribuer à l'amélioration, au quotidien, de la qualité de vie des habitants du bassin de vie transfrontalier et apporter une réponse concrète aux obstacles liés à l'existence de la frontière,
- impulser l'Eurodistrict de l'Espace Catalan Transfrontalier, rassemblant des partenaires institutionnels de Catalogne nord et de Catalogne sud autour d'un projet de développement territorial de proximité.

Dans le cadre d'un Groupement Européen de Coopération Territoriale, la démarche Eurodistrict permettra, dès l'année 2010, de porter de façon conjointe des projets sur la base des enjeux propres à cet espace qui ont été identifiés lors des travaux de préfiguration.

Ainsi, le "**Livre Blanc de l'Eurodistrict, pour un avenir transfrontalier**" pose le diagnostic de ce territoire et met l'accent sur l'existence de certains déficits ou carences :

- une coopération relativement ponctuelle et non pérenne,

- l'émergence d'un nombre limité de binômes transfrontaliers ou de réseaux sectoriels, qu'il s'agit d'approfondir,
- un ancrage territorial faible de la coopération transfrontalière,
- une articulation limitée avec les acteurs institutionnels de niveau supérieur.

Dans un second temps, ce document a pour vocation de permettre de :

- mieux comprendre le territoire dans son ensemble, dans ses différentes composantes, dans son fonctionnement et dans ses possibles évolutions,
- mieux appréhender les similitudes, les différences et les complémentarités,
- poser un cadre fiable dans le contexte de création de l'Eurodistrict de l'Espace Catalan Transfrontalier.

Les candidats sont invités à télécharger le [Livre Blanc de l'Eurodistrict, pour un avenir transfrontalier](#) afin de prendre connaissance des enjeux et orientations qui y sont identifiés.

### L'ESPACE CATALAN TRANSFRONTALIER



Ce territoire transfrontalier rassemble plus d'1 million d'habitants dans plus de 450 communes et s'étend sur environ 10 000km<sup>2</sup>.



## Orientations stratégiques du Fonds Commun

A travers le Fonds Commun, le Conseil Général des Pyrénées-Orientales et la Generalitat de Catalunya souhaitent conforter une participation élargie de tous les acteurs du territoire transfrontalier, en soutenant les échanges et les coopérations. Dans cette optique, le Conseil Général des Pyrénées-Orientales et la Generalitat de Catalunya proposent ce nouvel appel à projets qui permettra :

- d'approfondir le développement du bassin de vie de l'Espace Catalan Transfrontalier en soutenant les initiatives et le potentiel de développement locaux,
- de favoriser l'émergence de projets qui apportent une plus-value transfrontalière avérée et qui répondent aux orientations portées par l'Eurodistrict de l'Espace Catalan Transfrontalier,
- d'encourager les projets qui contribuent à la qualité de vie des habitants du territoire transfrontalier,
- d'appuyer les actions de proximité qui participent au rapprochement entre les acteurs du territoire,
- de soutenir les structures qui ne peuvent prétendre aux dispositifs d'aide existants tels que les financements européens (LEADER ou Interreg).

Au-delà des échanges d'expériences, il est demandé que les projets de coopération se concrétisent par la mise en œuvre et la pérennisation d'actions communes et structurantes pour le territoire de l'Eurodistrict de l'Espace Catalan Transfrontalier.

Ainsi, ce troisième appel à projets du Fonds Commun de soutien financier aux projets de proximité sur le territoire de l'Espace Catalan Transfrontalier a pour objectif de faire coïncider les démarches individuelles avec les enjeux collectifs de la démarche d'Eurodistrict qui sont :

- le développement d'une connaissance réciproque, condition *sine qua non* d'une coopération transfrontalière pérenne et constructive,
- la conduite de politiques concertées prenant en compte la réalité transfrontalière et fondée sur des projets concrets,
- l'émergence d'une gouvernance transfrontalière respectueuse d'un équilibre transfrontalier et associant les acteurs à divers degrés,
- la valorisation d'une culture catalane commune et partagée dans la diversité, atout fort du territoire et de son rayonnement dans le contexte de l'Europe des régions.

En outre, la mise en place d'un partenariat transfrontalier avéré sera, à ce titre, considéré comme un critère clé de la sélection des futurs projets retenus.

On entend par "partenariat" le fait que les projets fassent l'objet d'un dépôt conjoint par des partenaires nord et sud catalans d'un dossier portant sur un programme d'action commun auprès de l'institution financeuse de son territoire.

## Conditions générales de l'appel à projets

### Article 1 – Les opérations soutenues – Les orientations prioritaires

Dans le cadre du présent appel à projets, une attention particulière sera portée :

- aux actions qui contribueront au développement du projet d'Eurodistrict de l'Espace Catalan Transfrontalier,
- aux actions visant au développement de partenariats transfrontaliers,
- au soutien des projets portés par des organisations souhaitant s'impliquer davantage dans les échanges transfrontaliers.

Cet appel à projets, ouvert pour l'année 2010, soutiendra les actions de coopération portant sur les enjeux suivants :

- **Thématique 1** – Développement économique / Emploi/ Formation
- **Thématique 2** – Tourisme / Valorisation du patrimoine culturel
- **Thématique 3** – Environnement / Développement durable
- **Thématique 4** – Jeunesse / Sports
- **Thématique 5** – Médias / Nouvelles technologies de l'information
- **Thématique 6** – Transports / Mobilités
- **Thématique 7** – Développement d'actions de jumelages (entre collectivités ou établissements scolaires)

### Article 2 – Le calendrier de l'appel à projets

- |  |               |
|--|---------------|
| • Lancement de l'appel à projets         | 15 avril 2010 |
| • Date limite pour le dépôt des dossiers | 15 mai 2010   |

### Article 3 – Les critères d'éligibilité des projets

#### 1. Critères d'éligibilité liés au projet

Les projets devront :

- s'inscrire dans au moins une des thématiques proposées,
- démontrer, de manière argumentée, la contribution du projet présenté au développement de pratiques transfrontalières pérennes sur le territoire de l'Espace Catalan Transfrontalier,
- ne pas avoir débuté avant le 1er janvier 2010 (date limite d'éligibilité des dépenses) et ne pas être achevés au moment du dépôt du dossier (15 mai 2010).
- dans l'attente de l'établissement de la programmation 2010 du Fonds commun, le porteur de projet pourra, s'il le souhaite, anticiper le démarrage de l'opération mais cela relèvera de



sa seule responsabilité.

- être exécutés au plus tard le 30 novembre 2010 (dépenses justifiées). Dans le cadre de projets démontrant la nécessité de s'inscrire dans le calendrier universitaire, un aménagement de cet échéancier pourra être sollicité, le porteur de projet devant faire la démonstration de son incapacité à mener l'opération dans le calendrier proposé dans le cadre du présent appel à projets.

## **2. Critères d'éligibilité géographique**

Les projets présentés ainsi que les partenaires devront s'inscrire dans le territoire correspondant à l'Espace Catalan Transfrontalier présenté précédemment (*voir la carte*), soit les comarques de la province de Girona et le département des Pyrénées-Orientales.

Les maîtres d'ouvrages des projets devront obligatoirement être localisés sur le territoire de l'Espace Catalan Transfrontalier (siège social).

## **3. Critères d'éligibilité liés aux partenaires**

Les porteurs de projets et leur structure devront s'inscrire dans la liste des acteurs éligibles à ce dispositif, soit :

- les fondations, les associations à but non lucratif (loi 1901),
- les organismes consulaires,
- les universités et autres établissements scolaires,
- les structures publiques et para-publiques,
- les collectivités territoriales et leurs groupements.

Le présent dispositif financier ne s'adresse donc pas aux entités privées autres que celles citées précédemment (par exemple, les entreprises).

Les porteurs de projets devront également :

- expliciter la réalité du partenariat entre les demandeurs issus de chaque territoire. Chaque projet devra avoir un caractère véritablement bilatéral réunissant un ou plusieurs partenaires de chacun des territoires éligibles,
- démontrer la pertinence du partenariat et l'expertise des partenaires sur le sujet traité.

## **Article 4 – Les dépenses éligibles et modalités financières**

Le projet devra :

- présenter la Demande Unique de Subvention du Conseil Général correspondante (dans le cas uniquement des associations) ainsi que l'ensemble des pièces exigées par le présent appel à projets,
- être accompagné du tableau de budget prévisionnel dûment rempli et signé,
- mentionner les autres sources de financement sollicitées ou notifiées,
- faire apparaître la nature des dépenses liées au projet ainsi que leur coût,
- présenter un autofinancement d'au moins 20% du montant total du projet présenté,
- s'engager à mettre en place une comptabilité séparée pour ce projet.

**Important : ne seront prises en compte que les factures émises au cours de la période du**



01/01/2010 au 30/11/2010

Les dépenses éligibles au titre du présent appel à projets relèveront uniquement du fonctionnement, c'est-à-dire l'ensemble des coûts liés à la mise en œuvre du projet :

- coûts liés à l'organisation de manifestations et coûts induits (intervenants, location de salle, location de matériels divers, etc...),
- réalisation d'outils de communication (publications, affiches, banderoles, etc...),
- coûts liés au financement d'études et de prestations intellectuelles d'intérêt transfrontalier,
- frais de formation en lien avec l'opération présentée,
- frais de déplacements, de réunions et de restauration, en fonction de la nature de l'opération et dans la limite de 20% des dépenses éligibles du projet,
- frais de personnels directement liés à la mise en œuvre de l'opération (recrutements ponctuels, temps partiel dédié dûment justifiés), en fonction de la nature de l'opération et dans la limite de 40% des dépenses éligibles du projet.

Dans tous les cas, le lien direct entre les dépenses présentées et le projet soutenu au titre du Fonds Commun devra être clairement démontré dans tous les documents justificatifs que fournira le porteur de projet.

**Les dépenses non éligibles** au financement du Fonds commun sont :

- les coûts de personnels liés à la structure et non spécifiques à l'action,
- l'achat de matériel informatique, de véhicules et de mobilier non spécifiques à la réalisation de l'action présentée,
- les dépenses d'investissement dans leur ensemble.

*Dans le cas où des dépenses non éligibles seraient présentées, soit le dossier sera rejeté, soit il sera procédé à un nouveau calcul de la subvention, au prorata du taux d'intervention validé par le Conseil Général.*

*Les dossiers qui ne prendront pas en compte les divers éléments présentés ne seront pas considérés comme éligibles.*

## Article 5 – Les modalités de versement

La dotation globale du Fonds Commun sera constituée de dotations particulières apportées par la Generalitat de Catalunya et le Conseil général des Pyrénées-Orientales, selon leurs modalités respectives (pour les porteurs de projets sud catalans, se référer à l'appel à projets lancé par la Generalitat de Catalunya).

Les subventions octroyées au titre du Fonds commun **ne pourront être cumulées avec d'autres aides du Conseil Général**, sur la même base de dépenses éligibles et pour la même opération.

Les aides attribuées dans le cadre du Fonds Commun interviendront selon les règles suivantes :

- jusqu'à hauteur maximale de 50% du montant des dépenses éligibles pour les opérations présentées;
- dans la limite de 40 000 € de financement Fonds commun par projet transfrontalier retenu, sachant que :
  - l'on entend par projet transfrontalier, l'ensemble des actions ou opérations réalisées par le partenariat transfrontalier (partenaires nord et sud catalans),
  - l'aide octroyée sera au maximum de 20 000€ cumulés pour les partenaires versant nord, quel que soit le nombre de partenaires impliqués. La subvention sur un partenariat transfrontalier sera par conséquent plafonnée à 40 000€;



- l'aide totale sera calculée sur la base du montant des dépenses éligibles présenté par l'ensemble des partenaires des Pyrénées-Orientales;
- dans le cas des structures non assujetties à la TVA, la participation du Fonds Commun sera calculée sur une assiette de dépenses HT.
- concernant les opérations présentées au titre de la thématique 7 (Développement de jumelages), les subventions Fonds commun 2010 prendront la forme d'aides forfaitaires plafonnées à 1 000€.

Les candidats qui déposeront un projet devront assurer, au titre de l'autofinancement, **20% minimum du coût de l'assiette éligible de l'opération.**

Dès lors que les partenaires solliciteront d'autres co-financements pour la réalisation du projet, ils devront, avant le Comité de sélection, faire la preuve de leur obtention afin de garantir l'équilibre financier du projet.

Le présent appel à projets ne fixe pas de règles en termes de répartition des coûts entre partenaires bien qu'une attention particulière sera portée à la réalité des partenariats présentés.

**Le Conseil général se réserve le droit de moduler le taux de financement, notamment dans le cas d'interventions d'autres financeurs publics, et de déterminer l'assiette des dépenses éligibles en fonction de la réglementation en vigueur.**

Après approbation du projet et signature de la convention d'attribution d'une aide entre le responsable de l'institution concernée et les porteurs de projets retenus, **la gestion financière de l'aide se fera selon les modalités suivantes :**

- une avance de 40% sera versée aux bénéficiaires après signature de la convention d'attribution entre le représentant légal de la structure et le Président du Conseil Général des Pyrénées-Orientales,
- un second versement, en cours d'opération et sur la base des dépenses déjà réalisées et considérées comme éligibles ainsi que sur présentation d'une note d'avancement des actions, pourra être sollicité par le porteur de projet,
- le solde interviendra à la clôture du projet, après validation du rapport final et d'une vérification des dépenses réalisées sur la base de justificatifs ainsi que d'une éventuelle visite de terrain.
- Le solde sera versé proportionnellement aux dépenses réellement justifiées, dans le respect de la nature et du coût total prévisionnel.

## **Article 6 – Le retrait des dossiers et le dépôt des candidatures**

### **1- Retrait des dossiers**

Les porteurs de projet localisés dans le département des Pyrénées-Orientales qui souhaitent faire acte de candidature pourront solliciter l'envoi d'un dossier type par courrier, par fax ou par courriel auprès du service du Conseil Général des Pyrénées-Orientales responsable, à savoir :

**Conseil Général des Pyrénées-Orientales  
Direction Générale Adjointe de l'Economie et du Territoire  
Pôle Europe / Transfrontalier / Eurodistrict**

32, rue Maréchal Foch  
Ancien Hôpital Militaire  
66000 PERPIGNAN



Tel : (00 33) (0)4 68 85 82 81  
Fax : (00 33) (0)4 68 85 82 89  
Courriel : [fondscommun@cg66.fr](mailto:fondscommun@cg66.fr)

## **2- Dépôt des dossiers**

Les dossiers de candidature seront en version française (les porteurs pouvant joindre en annexe une note de présentation en catalan s'ils le souhaitent). Lorsqu'ils seront dûment remplis et signés, ils seront transmis en version électronique **et** papier au Conseil général.

Les dossiers devront impérativement porter la référence «Fonds commun de soutien aux projets de coopération sur l'Espace Catalan Transfrontalier».

Ils comprendront obligatoirement :

Pour tous les porteurs de projet :

- la fiche descriptive du projet,
- le tableau du budget prévisionnel des dépenses et recettes liées au projet
- l'ensemble des pièces justificatives relatives au projet (voir liste jointe au présent appel à projets et en fonction de la nature du porteur de projet).

Pour les associations uniquement :

- le Dossier Unique de Subvention du Conseil Général correspondant (disponible au lien suivant [http://www.cg66.fr/bienvenue/vie\\_associative/dossier.html](http://www.cg66.fr/bienvenue/vie_associative/dossier.html) ou auprès du Pôle concerné et uniquement s'il s'agit d'une première demande au cours de l'année)

Les demandeurs remplissant les conditions décrites ci-dessus devront déposer leur dossier complet **avant le 15 mai 2010**.

## **Article 7 – L'instruction des candidatures et la programmation**

Un comité de sélection réunissant les responsables désignés des deux institutions instruira les candidatures et élaborera conjointement une proposition de programmation.

Si les dossiers de demande ne comportent pas les éléments exigés, il sera demandé au responsable du projet d'apporter les renseignements et pièces manquantes **dans un délai de 10 jours ouvrés** à compter de la demande émise par le service instructeur. Passé ce délai, le dossier sera classé sans suite.

La sélection se fera après réception des avis techniques émis par les services compétents des deux institutions impliquées correspondants aux actions retenues au titre de l'appel à projet.

Les dossiers retenus seront soumis à la validation des responsables des collectivités partenaires.

A l'issue de cette validation, une convention d'attribution de l'aide financière sera signée entre les porteurs du projet et les financeurs.

## **Article 8 – Obligations relatives à la publicité du projet**

Les bénéficiaires du financement du Fonds commun devront mentionner de manière claire et

apparente l'aide octroyée par le Conseil général des Pyrénées-Orientales et/ou la Generalitat de Catalunya sur tous documents promotionnels ou d'information relatifs au projet, notamment en apposant de manière visible les logos institutionnels du Conseil général des Pyrénées-Orientales et de la Generalitat de Catalunya.

Par ailleurs, les porteurs des projets retenus devront s'engager à informer le Conseil Général de toute opération d'inauguration ou de communication (télévision, presse, radio...) relative aux actions financées.

## **Annexe 12: Entretien avec le Capitaine Brou, Chef du service Opérations du SDIS66**

Question: Pouvez-vous me confirmer ou non l'existence d'un accord, d'une convention ou d'un autre type d'accord concernant la coopération entre le SDIS66 et les sapeurs-pompiers de la Generalitat au niveau opérationnel?

Réponse: Il n'y a pas d'accord formalisé entre le SDIS66 et la Generalitat de Catalunya. Il y a un accord de principe qui permet une aide réciproque limitée. Dans la pratique courante si l'intervention le nécessite, l'envoi d'un GIFF est fait sans avoir une autorisation préalable des instances. La validation est faite postérieurement. En revanche si les moyens demandés sont supérieur à un GIFF, il est requis en premier lieu la validation des instances compétentes pour pouvoir engager des moyens.

Actuellement, et ce depuis le décret 2010-224 du 4 mars 2010, la responsabilité des interventions transfrontalières ainsi que des demandes de renforts se font auprès du Préfet de zone de défense et de sécurité (note: article 3 du décret).

En ce qui concerne les moyens aériens, il y a un accord pour que ces moyens puissent voler en territoire espagnol. C'est le cas pour HORUS66 et pour les canadiens. De plus il existe un accord européen FIRE qui met à disposition deux canadiens basés en Corse, qui peuvent intervenir sur une partie du territoire méditerranéen.

Actuellement un gros problème se pose au niveau juridique en matière d'accident. Si un sapeur-pompier du SDIS66 part en renfort dans le SDIS11 et s'il y a un accident qui entraîne un arrêt de travail ou des dommages à des civils, c'est le SDIS11 qui prend en charge les dommages engendrés. En revanche en cas de renfort sur le territoire Espagnol aucune disposition ou accord juridique n'existe à ce jour en cas de préjudice ou d'accident.

Un autre problème majeur est présent, c'est celui de la compétence. En France la compétence appartient au SDIS66, en Catalogne elle appartient au DIRIP (Département de la Generalitat qui gère les sapeurs-pompiers Catalans), mais la Generalitat n'a pas la compétence de coopérer au niveau international. Elle doit passer par l'Etat espagnol pour cela. De plus les problèmes entre le gouvernement espagnol et le gouvernement catalan ne facilitent pas les choses. Pour le moment aucun accord n'a été approuvé.

Il y a un réel problème au niveau de la coopération opérationnelle car nous n'avons pas de cadre juridique.

Question: Existe t-il des formations ou des manoeuvres communes entre les sapeurs-pompiers français et catalans?

Réponse: Il n'y a pas non plus de formations communes entre les sapeurs-pompiers français et catalans. En revanche certaines expériences nous ont permis de voir l'efficacité de certaines méthodes ou de type d'engins en matière de lutte. Les sapeurs-pompiers catalans ont des engins de lutte basés sur la haute pression. Après avoir vu leur efficacité, le SDIS66 commence à en acquérir. Mais un réel problème se pose en ce qui concerne les formations car il y a une grosse différence de cultures, de doctrines et de méthodes de travail.

En revanche des formations communes à travers des conventions normalisées ont lieu avec les sapeurs-pompiers andorrans sur différents thèmes.


Question: L'arrivée du TGV ne va-t-elle pas entraîner une accélération du processus pour finaliser les accords?

Réponse: Au niveau du territoire français, un comité de pilotage a été créé pour travailler sur la problématique du tunnel transfrontalier du TGV, qui est en majeure partie sur le territoire français. En revanche côté catalan rien. L'objectif de ce comité de pilotage est d'arriver à créer un plan binational d'intervention qui sera validé à travers un exercice avec tous les acteurs. Cet exercice sera fait au mois de décembre 2010. Mais ce plan binational ne traitera que de la thématique du TGV.

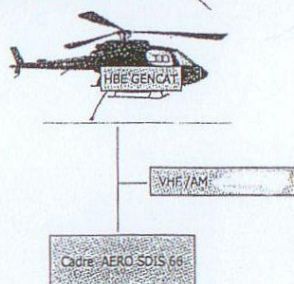
Conclusions: Il y a un réel manque de cadre juridique et de formations communes entre les deux entités. Cet élément doit être pris en compte car beaucoup de problématiques concernant la frontière peuvent jouer à propos des secours à des personnes, des incendies, etc. De plus, il en va de soi que la sécurité de tous est en jeu, autant celle des sapeurs-pompiers qui, connaissant les méthodes de travail des uns et des autres, peuvent anticiper et mieux coopérer au niveau opérationnel, qu'au niveau de la population frontalière qui peut avoir des problèmes de sécurité dans le massif alors que la frontière étatique qui peut empêcher l'action des moyens de secours et de lutte. Les autres problèmes qui peuvent être soulignés sont ceux de la langue et des différences méthodes de travail, qui peuvent être eux aussi un frein tant au niveau opérationnel qu'au niveau institutionnel.



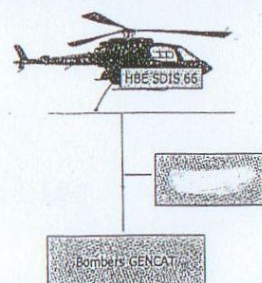
**Annexe 13: Ordre Opérationnel Feux de Forêt du SDIS66**

	<b>Demande d'assistance transfrontalière</b> <i>application du protocole de coopération signé le XXXXX</i>
Service Départemental d'Incendie et de Secours des Pyrénées Orientales	
<b>ORIGINE : DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS DES PYRENEES ORIENTALES C.O.D.I.S 66</b>	
1, rue du Lieutenant GOURBAULT BP 19935- 66962 PERPIGNAN-CEDEX 09	
<b>DATE :</b>	<b>GROUPE HORAIRE</b>
<b>ACTION : CECAT</b>  FAX : 00 34 93 58.67.700  Courriel : capcecat.bombers@gencat.net	<b>DESTINATAIRES :</b>  <b>INFORMATION :</b> PREFET DES PYRENEES ORIENTALES PREFET ZONE DE DEFENSE – EMZ – COZ PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SDIS DDSIS 66
<b>A : INTERVENTION :</b>	<b>COMMUNE :</b> <b>COORDONNEES GPS :</b> <b>DATE ET HEURE :</b>
<b>B : TYPE D'EVENEMENT :</b>	
<b>C : DISPOSITIF DE SECOURS ADOPTÉ :</b>	
<b>D : POINT DE RENCONTRE :</b>	
<b>E : NATURE DES RENFORTS TERRESTRES DEMANDÉS :</b>	
<b>F : NATURE DES RENFORTS AÉRIENS DEMANDÉS :</b>	
Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours, Chef du Corps Départemental	

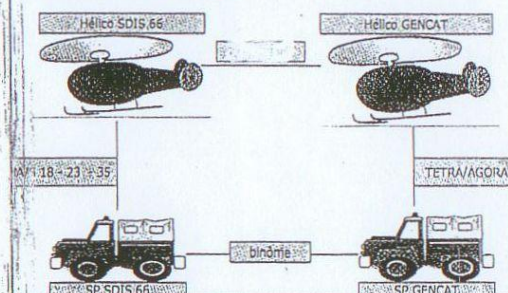
**1er cas :** intervention d'un HBE de la Généralitat de Catalogne au profit du SDIS - 66



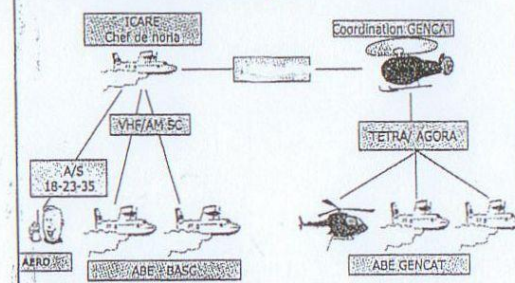
**2ème cas :** intervention du HBE 66 au profit des sapeurs-pompiers de la Généralitat de Catalogne



**3ème cas :** intervention combinée SDIS-66 / SP Généralitat de Catalogne




**4ème cas :** Intervention combinée sur feux de forêts avec engagement de moyens aériens de la BASC et de la Généralitat de Catalogne






## **Annexe 14: L'Euroinstitut Catalan Transfrontalier**



**Eict**

**Euroinstitut Català Transfronterer**

**Euroinstitut Catalan Tranfrontalier**



**UPVD**  
Universitat de Perpignan Via Domitia

Chef de File – Cap de Fila

---

**NOM DU PROJET :**  
EuroInstitut Catalan Transfrontalier

**REFERENCE :**  
EICT EFA 139/09

**PERIODE DE REALISATION**  
1<sup>er</sup> Mars 2010 – fin février 2013


**THEMATIQUE :**  
Euroinstitut , formations transfrontalières

**TERRITOIRE :**  
Espace Catalan Transfrontalier ECT :  
Pyrénées-Orientales (Fr), Comarques de Girona (Es)

**CONTEXTE :**  
La coopération n'est pas un fait nouveau sur ce territoire mais il subsiste encore une certaine méconnaissance des territoires, des institutions et des acteurs socio-économiques entre eux, ce qui constitue un frein au portage de projets communs. Afin d'améliorer cette situation et de répondre aux attentes de ces acteurs nous avons identifié un besoin croissant de formations spécifiques pour le développement de projets de coopérations, transfrontaliers, territoriaux et euro-méditerranéens.

**OBJECTIF :**  
Mise en place d'un outil de formation transfrontalier commun associant les deux universités partenaires et référentes du territoire et permettant de répondre aux nouveaux enjeux de coopération de cette zone , il s'agit d'améliorer la coopération transfrontalière par la formation, le conseil et la recherche.

**DEPLOIEMENT DU PROJET ET REALISATION**  
Afin de répondre à un besoin croissant en formations spécifiques en matière de coopération transfrontalière, territoriale et euro-méditerranéenne, le projet qui s'appuie sur les centres de recherches des universités partenaires, développe une offre conjointe de formation à la fois permanente et continue adaptée aux acteurs du territoire. Il doit aboutir à la création d'un Institut de formation, d'un centre de ressource physique et numérique interactif et d'un centre de recherche qui seront autant d'outils pour les acteurs de la coopération et les porteurs de projets de l'Espace Catalan Transfrontalier. La mise en réseau des centres de recherches des universités travaillant sur la coopération territoriale européenne et la participation au réseau des Euro-Instituts Européens contribuent aussi à cet effort.



Présentation EICT EFA 139/09

1/3

**BUDGET :**

COUT TOTAL : 637 638,15 subvention FEDER A 65% : 414 464,80  
 Budget UPVD : 377 596,35 FEDER 65% : 245 437,60 cofinancement CG 15% : 56 630,20  
 Budget Udg : 260 041,80 FEDER 65% : 169 027,20

**LES ACTIONS :**

Actions		Budget
1	Etude de faisabilité et plan de structuration	101 633,70
2	Offres de formation	185 969,65
3	Création d'un centre de ressources virtuel	36 612,00
4	Interconnexion, capitalisation et transfert	15 880,00
5	Communication	93 472,00
6	Dynamisation, coordination et contrôle administratif	204 070,00

**ORGANIGRAMME DE L'EQUIPE DU PROJET**

Caractéristique : Binational bilingue et biculturel

CHEF DE FILE : UPVD - Université de Perpignan Via Domitia

Martine CAMIADE – Professeur, Directrice ICRESS – Responsable du projet EICT

Géraldine CAPRANI – Ingénieur de Recherche – Directrice du projet EICT

Maïté FONTAINE – Administrative du projet EICT

PARTENAIRE : UDG Universitat de Girona

Maria Lluïsa PEREZ CABANI

Vice présidente de Politiques Internationales, responsable du projet EICT

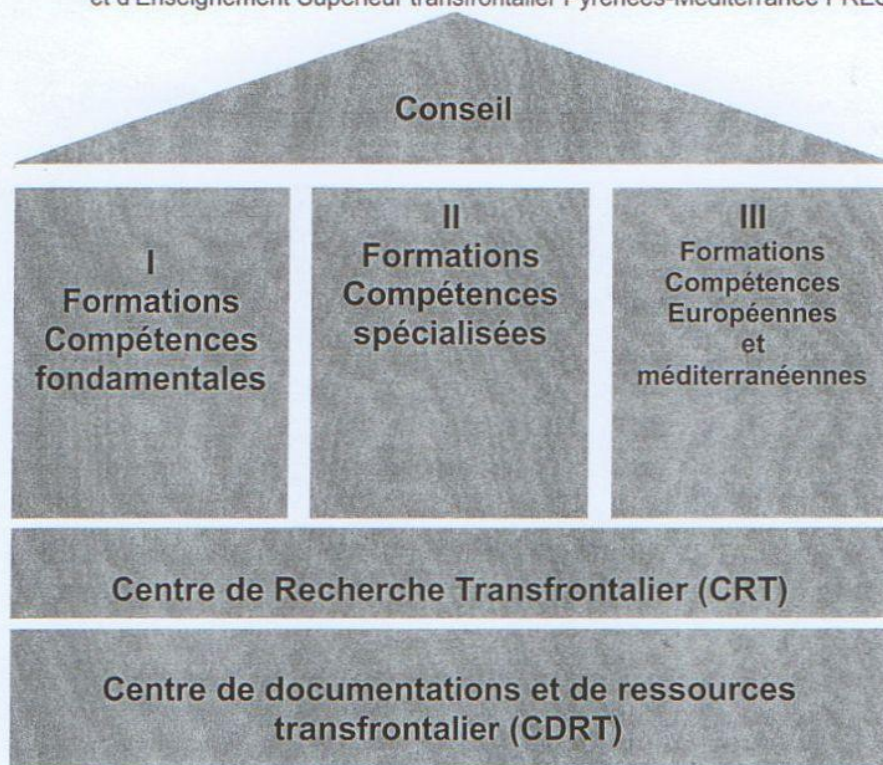
Francina ESTEVE GARCÍA - Professeur - Responsable académique EICT

Veronique NIESSEN - Project Manager EICT



**OFFRE DE L'EICT :**

- Conseil en montage de projets de coopération
- Développement d'une offre conjointe de formation à la fois permanente et continue adaptée aux acteurs du territoire
- Catalogue de formation régulières et sur-mesure, et à la demande
- Centre de formation et de ressources en appui des acteurs de la coopération et des porteurs de projets
- Centre de ressources physique et numérique interactif sur les questions transfrontalières, la formation et les métiers du transfrontalier ;
- Organisation d'un centre de recherche transfrontalier par la mise en réseau des centres de recherches respectifs et en s'intégrant dans le Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur transfrontalier Pyrénées-Méditerranée PRES PM.

**CONTACT :**

Géraldine CAPRANI – Directrice du projet  
 Mail : geraldine.caprani@univ-perp.fr  
 Tél : 00 33(0)4 68 66 21 73  
 Mobile : 00 33(0)6 10 57 43 61

**Euroinstitut Catalan  
Transfrontalier**  
 Université de Perpignan Via  
 Domitia  
 Casa dels Països Catalans  
 Cami de la Passio Vella  
 F-66860 Perpignan Cedex



## Annexe 15: Le projet CULTURPRO

Cultur Pro » Qu'est-ce le Cultur Pro?
Pàgina 1 de 1


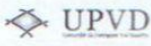

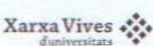
### Qu'est-ce le Cultur Pro?

Le programme Interreg IV A Cultur Pro est un projet de formation conçu pour renforcer l'intégration transfrontalière, dans le cadre de la politique régionale communautaire de l'Union Européenne. Impulsé par l'Université de Gérone (chef de files), l'Université de Perpignan Via Domitia, l'Université de Lleida et le Réseau Vives d'Universités, le projet commence en 2009 et finit en 2012.

Financé par les fonds FEDER de Coopération Territoriale Espagne – France – Andorre, Cultur Pro est un outil pour le développement territorial intégré, à partir de la coopération et des échanges d'expériences interrégionales.

Cultur Pro consiste en un groupe de huit actions tant de formation présentielle aux deux côtés des Pyrénées comme la formation à distance.

Les partenaires du projet ont de l'expérience en coopération transfrontalière au sein du Réseau Vives d'Universités. Le projet est conçu dans le contexte du Réseau Universitaire Pyrénées Méditerranéen (XUPM), intégré par les Universités de la XVU et d'autres 9 institutions universitaires des territoires de l'Eurorégion Pyrénées Méditerranée.

Le Réseau Universitaire Pyrénées Méditerranée (Xarxa Universitària Pirineus Mediterrània) fut constitué en juillet 2005 par les institutions d'éducation supérieure de l'Eurorégion Pyrénées Méditerranée, avec l'objectif de favoriser les liens entre l'éducation supérieure, la recherche, l'innovation et le développement économique régional, comme afin de consolider l'Eurorégion.

### Objectifs

Développer l'Eurorégion universitaire et scientifique. Construire l'Eurorégion universitaire et scientifique comme un milieu de

### Objectifs

Impulser la diffusion du projet transfrontalier pour définir une nouvelle organisation sociale du territoire dans le cadre européen.

#### Objectifs stratégiques

Le programme Cultur Pro a les objectifs stratégiques suivants:

1. Développer l'harmonisation de l'offre de formation et d'apprentissage aux deux cotés des frontières franco-espagnoles.
2. Mettre en place une offre de formation transfrontalière complémentaire aux systèmes de formation préexistants et favoriser le développement d'une formation professionnelle transfrontalière.
3. Améliorer la mobilité des étudiants, des formateurs et des diplômés universitaires, ainsi que l'enseignement universitaire semi-présentiel.
4. Montrer l'avantage compétitif des endroits plurilingues dans le milieu du travail



## Actions

### Action 1: gestion. UdG et UPVD

La gestion globale du projet et la coordination appartiennent à l'Université de Gérone, en tant que chef de file. L'Université de Perpignan, tenant compte de la diversité des actions à sa charge, a aussi un rôle à jouer dans la gestion.

### Action 2: français à des fins professionnelles à Gérone. UdG

L'Université de Gérone offre des cours de français avec un objectif professionnel pour ses étudiants ; les niveaux qui s'offrent sont A1 et A2, du Cadre commun européen, qui permet aux étudiants de comprendre la langue dans un environnement professionnel.

Il est prévu que cette formation soit majoritairement virtuelle et qu'elle soit complétée par des cours présentiels de deux heures hebdomadaires de conversation durant lesquelles les élèves doivent s'exprimer dans la langue qu'ils apprennent. La participation de 200 élèves par an est prévue. Les cours commencent au mois d'octobre et finissent à la fin de mai.

Cette offre de formation sera complétée par les cours des différentes institutions de Gérone destinés aux professionnels non étudiants.

### Action 3: français à des fins professionnelles à Lleida. UdL

L'Université de Lleida offre des cours de français identiques à l'antérieur avec les mêmes matériels que Gérone. Le nombre d'élèves prévu est de 40 annuels.

Les niveaux qui s'offrent sont aussi les A1 et A2. Les cours ont une durée de six mois et demi, commencent au mois d'octobre et finissent en mai.

### Action 4: catalan à des fins professionnelles à Perpignan. UPVD

L'Université de Perpignan Via Domitia offre des cours de catalan à des fins professionnelles pour les étudiants de l'université et pour des personnes externes. Le nombre d'élèves prévu est de 30 annuels. Les niveaux qui s'offrent sont le X et le Y de l'institution.

Les cours présentiels ont lieu au mois de septembre et les virtuels au mois d'octobre. On prévoit aussi des couples linguistiques en réseau entre élèves des universités de Perpignan Via Domitia, Gérone et Lleida.

### Action 5: modules de formation virtuelle en culture professionnelle. UPVD

Élaboration de 9 modules formatifs multimédia, bilingues (français/catalan), pour être consultés sur Internet. Sans professeur et avec une possible évaluation (test ou une session présentielle)

1. Economie (des Pyrénées-Orientales et de Catalogne)
2. Droit
3. Culture

Le Comité Académique et le Conseil d'Entreprise ont travaillé sur le programme pour orienter les unités vers la mobilité de travailleurs et la perméabilité du travail de la frontière franco-espagnole.

### Action 6: modules audiovisuels de formation en culture professionnelle. UPVD

Élaboration de matériel audiovisuel pour illustrer la réalité économique, social et culturelle des deux territoires sur lesquels le Cultur Pro a une influence (les Pyrénées Orientales et la Catalogne). Le programme a été approuvé par les partenaires et les membres du Comité Académique et du Conseil d'Entreprise.

Quand l'occasion le permettra, le territoire sera considéré comme une unité pour contribuer à la consolidation de l'aire Cultur Pro en tant qu'une unité territoriale avec des intérêts communs.

Durant 2009, 10 audiovisuels de 3 à 6 minutes seront créés. Durant 2010 et 2011, 5 leçons et interviews de 10 minutes seront aussi élaborés.

### Action 7: rencontres transfrontalières. UPVD

Les rencontres transfrontalières permettront réunir les acteurs et demandeurs des enseignements offerts par les actions 2 à 4 pour promouvoir les connaissances mutuelles, l'échange d'expériences et la consolidation des connaissances acquises.

Ces rencontres seront organisées deux fois par an pendant deux jours, deux dans une université du côté sud de la frontière et deux dans une université du côté nord.

### Action 8: communication. XVU

En accord avec les objectifs du projet Cultur Pro, le plan de communication a pour but d'accomplir les exigences de l'Union Européenne (justifications), garantir la publicité aux bénéficiaires potentiels, promouvoir l'UE en général et le territoire XUPM en

## Cultur Pro » Actions

Pàgina 2 de 2

particulier, et finalement, garantir l'efficacité des messages qui se diffusent (évaluation). Le plan de communication se structure autour de ces objectifs essentiels :

1. Diffuser l'Interreg Cultur Pro comme instrument dans le cadre de la politique régionale communautaire, inscrit dans l'axe prioritaire 1 : renforcer l'intégration transfrontalière à travers la formation. Placer le Cultur Pro comme outil pour un développement territorial intégré, à travers la coopération et l'échange d'expériences interrégionales.
2. Diffuser les actions de formation aux publics potentiels de participer pour favoriser la réussite des actions prévues.
3. Diffuser toutes les actions du projet aux sociétés dans lesquelles il est développé, pour sensibiliser sur les avantages des espaces plurilingues de connaissances.



# Table des matières

<b>Sommaire .....</b>	<b>4</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>6</b>
Notions préalables et définitions	
L'objet de l'étude	
<b>Première partie : L'Albera, un massif exceptionnel exposé aux risques d'incendies .....</b>	<b>13</b>
1.1. Le Massif de l'Albera .....	14
1.2. Les incendies aux XXe et XXIe siècles dans le massif de l'Albera.....	18
1.3. La coopération.....	23
<b>Deuxième partie: Un moyen de protection: la prévention .....</b>	<b>27</b>
2.1. La prévention au niveau européen .....	28
2.2. La prévention sur le versant sud .....	29
La législation .....	30
La législation de l'État espagnol	
La législation de la Communauté autonome de Catalogne	
Les différents plans d'actions .....	33
Les structures compétentes en matière de DFCI .....	37
L'État espagnol	
La Région autonome de Catalogne	
Les cartes .....	42
La carte de l'aléa	
La carte du risque journalier	
La Cartographie Opérationnelle d'urgence	
La signalétique DFCI .....	51
Sur l'usage du feu	
Les points d'eau	
La régulation des accès aux massifs	
La sensibilisation	
2.3. La prévention sur le versant nord .....	55

La législation et la réglementation .....	55
Au niveau de l'État	
Au niveau préfectoral	
Les structures compétentes en matière de DFCI .....	59
Les financements	
L'expertise	
En matière technique	
Les cartes .....	63
La carte de l'aléa	
La carte du risque journalier	
Le risque zonal	
Le risque dans les Pyrénées-Orientales	
Les atlas DFCI	
Le réseau routier	
Les points d'eau	
Les aires de coupures de combustibles	
La signalétique DFCI .....	71
Sur l'usage du feu	
Les panneaux DFCI	
L'accès au massif	
2.4. La prévention au niveau transfrontalier .....	73
Création d'un document d'équivalences .....	73
Équivalences règlementaires	
Équivalences dans la planification territoriale	
Équivalences institutionnelles	
Les cartes	
Les études incendies	
Le réseau routier	
Les points d'eau	
Les aires de combustibles	
La signalétique DFCI	
Sur d'autres frontières	
Pour conclure : trois pistes de développement .....	81
Le lien entre les sites internet	
L'information du public	
Les documents pour les professionnels	
<b>Troisième partie: Une fois qu'il est trop tard... la lutte contre les incendies .....</b>	<b>84</b>
3.1. La lutte contre les incendies au niveau européen .....	85
3.2. La lutte contre les incendies sur le versant sud .....	86
Les acteurs compétents en matière de lutte .....	86

Les moyens terrestres .....	87
Le Corps des Bombers	
Les Associations de Défense Forestière	
La patrouille du GEPIF	
Les tours de guet	
Les moyens aériens .....	91
Patrouille de surveillance aérienne du DIRIP	
Surveillance aérienne du CAR	
L'hélicoptère d'attaque, l'hélicoptère de commandement	
La stratégie d'attaque	
3.3. La lutte contre les incendies sur le versant nord .....	93
La compétence en matière de lutte .....	93
Les moyens terrestres .....	94
Les sapeurs-pompiers	
Les patrouilles terrestres	
Les tours de guet	
La Cellule Recherche des causes et circonstances d'Incendie	
Les moyens aériens .....	97
L'avion de surveillance et de reconnaissance du SDIS 66	
L'hélicoptère Bombardier d'eau du SDIS 66	
Le Guet Armé Aérien	
La stratégie d'attaque	
Les Groupes d'Intervention Feux de Forêt	
Les plans spécifiques, ALARME et ALADIN	
3.4. La lutte contre les incendies au niveau transfrontalier .....	99
L'équivalence des dispositifs de lutte	
Sur d'autres frontières	
Éléments récapitulatifs sur la lutte contre les incendies	
<b>Conclusion</b> .....	107
<b>Bibliographie</b> .....	108
<b>Annexes</b> .....	109
1- Financement des mesures de protection civile (2007-2013) .....	110
2- Mécanismes de coopération pour la protection civile .....	113
3- EUROPA 1, Bateau-pompe franco-allemand .....	117
4- Accord entre les SMUR de Dinant et de Fumay .....	119
5- La coopération transfrontalière dans le SDIS des Ardennes .....	120
6- Coopération tri-nationale des secours dans le Rhin-supérieur .....	121
7- Collaboration des Services de Sécurité dans l'Euregio EMRIC .....	127
8- Exercice pour une approche transfrontalière des secours (Navarre-P.-A.) ...	129

9- Arrangement administratif France-Italie: incendies de forêt .....	130
10- Traité France-Espagne pour la protection et la sécurité civile .....	144
11- Appel à projets 2010 Fond commun de l'espace catalan transfrontalier .....	151
12- Entretien avec la Capitaine Brou, Service Opérations du SDIS66 .....	160
13- Ordre Opérationnel Feux de Forêt du SDIS66 .....	162
14- L'Euroinstitut Catalan Transfrontalier .....	164
15- Le projet CULTURPRO .....	167
<b>Table des matières .....</b>	<b>170</b>